

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉGLISE ANGLICANE ET L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Février 1909, à 1 h. 1/2

PAR

PIERRE GALICHET

ANCIEN ELÈVE DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES
(SECTION DIPLOMATIQUE)

Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { MM. GARÇON, professeur
MEYNIER, agrégé

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉGLISE ANGLICANE ET LÉTAT

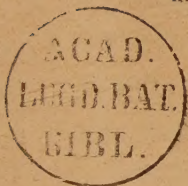
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Février 1909, à 1 h. 1/2

PAR

PIERRE GALICHET

ANCIEN ELÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES
(SECTION DIPLOMATIQUE)



Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { MM. GARÇON, professeur
MEYNIAL, agrégé

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1909

INTRODUCTION

Au moment où la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat se trouve posée à nouveau devant le public par suite du vote, en 1907, du *Deceased Wife's Sister Act* ; au lendemain du vote des lois de séparation en France et à Genève, il peut être intéressant d'étudier l'établissement anglican dans ses relations avec l'Etat autrefois et aujourd'hui et de voir comment dans ce pays, dont les institutions politiques et religieuses sont peut-être les meilleures du monde, se sont réglés les rapports entre l'Etat et l'Eglise, comment les difficultés se sont posées et se posent actuellement et comment la sagesse et le bon sens anglais les ont résolues.

Il me paraît nécessaire tout d'abord de montrer les arguments des historiens et des écrivains religieux anglicans contre une erreur généralement répandue sur le continent au sujet de la réformation anglaise au xvi^e siècle (1). Ils

(1) L'exposé de la théorie anglicane, qui va suivre, n'implique pas que je prenne parti dans le débat ; je n'étudie que les relations entre l'Eglise et l'Etat en Angleterre et non le caractère religieux de l'Eglise d'Angleterre ; bien que les arguments historiques des écrivains anglicans me paraissent concluants. Les polémistes catholiques romains surtout, ceux de nationalité an-

montrent que les événements religieux et les différents actes passés sous les Tudors n'ont nullement eu pour effet de créer en Angleterre une Eglise nouvelle. La vieille Eglise d'Angleterre est restée identiquement la même et selon un mot de l'archevêque Bramhall, l'Eglise postérieure au xvi^e siècle n'est pas plus une nouvelle Eglise qu'un jardin après avoir été sarclé n'est un nouveau jardin. Les réformes administratives, politiques, les modifications faites dans la liturgie n'ont nullement altéré le caractère catholique et apostolique de l'*Ecclesia Anglicana* ; pas plus que les conciles de Trente et du Vatican n'ont créé une nouvelle Eglise romaine. La succession épiscopale s'est toujours légitimement et régulièrement opérée dans l'Eglise d'Angleterre au point de vue catholique : Cranmer a succédé à Warham, Pole à Cranmer et Parker à Pole sur le siège de Canterbury sans qu'aucun changement altère

glaise les contestent ; généralement ceux du continent les rejettent également, quoique avec plus de modération et d'impartialité ; un ecclésiastique français écrivant une brochure pour montrer qu'à son avis les ordinations anglicanes sont douteuses, dit « que le rite de l'ordinal anglican, pris en lui-même, pourrait être suffisant » (Fernand Dalbus, *Les ordinations anglicanes*, page 35). Cette question a suscité une lettre du pape Léon XIII et une réponse des archevêques de Canterbury et d'York ; les deux lettres sont intéressantes et conçues toutes deux dans un esprit de courtoisie et de modération. En réalité, au xvi^e siècle et dans la suite il y eut des torts réciproques ; si Rome ne fut pas toujours juste, les anglicans se bornèrent trop souvent à répondre en fait d'arguments par le cri un peu enfantin de « No Popery » ; heureusement, de part et d'autre, on est arrivé, tout en maintenant fermement ses propres opinions, à se considérer avec plus de justice et à un désir d'union.

d'une manière fondamentale le caractère de l'Eglise dont ils étaient les Primats. Sous les règnes d'Henri VIII, Edouard VI et Marie, aucun membre de l'Eglise anglicane ne songe à s'en séparer quelle que soit son opinion sur les réformes et les changements quelquefois en sens contraire qui s'accomplissaient sous ces princes. D'illustres membres de l'Eglise souffriront la mort plutôt que de renoncer à leurs opinions ; mais ni Fisher, ni Thomas More, pas plus que Cranmer, Hooper, Ridley, Latimer ne songeront, quelle que soit leur désapprobation pour les réformes ou les réactions qui s'accompliront à se séparer de l'Eglise, tous mourront fidèles membres de l'*Ecclesia Anglicana*. Les schismes n'éclateront que sous le règne d'Elizabeth quand catholiques romains d'une part et dissidents protestants de l'autre rompront avec la vieille Eglise de saint Augustin. Les résultats de la réformation anglaise au point de vue purement religieux peuvent se ramener à 3 principaux.

1) Répudiation des prétentions romaines sur l'Eglise anglicane. Ce fait n'était pas nouveau, nous verrons qu'à partir du règne d'Edouard III cette politique commence. La rupture définitive ne fut pas causée par l'Eglise anglicane, mais par la Papauté quand, en 1570, le Pape Pie V excommunia la Reine Elizabeth et délia ses sujets du devoir de fidélité ; ce fut l'origine du schisme catholique romain en Angleterre.

2) Traduction en anglais et unification des différentes liturgies, ce fut le *Boock of Common Prayer* dont le carac-

tère strictement catholique est si manifeste. Traduction et vulgarisation de la Bible en anglais.

3) Suppression de certaines coutumes secondaires introduites dans l'Eglise durant le Moyen Age. Quelques-uns parce qu'elles étaient nettement superstitieuses, d'autres pour faire quelques concessions à l'esprit puritain si fort à ce moment.

Ces résultats montrent clairement que si l'on emploie le mot Réformation pour désigner les événements religieux accomplis en Angleterre au xvi^e siècle et ceux qui se passèrent à la même époque en Allemagne, en Suisse et en Ecosse, on emploie ce mot pour désigner deux choses bien différentes. Dans ces derniers pays nous voyons se former réellement une nouvelle Eglise, une nouvelle secte religieuse, ce que l'on peut proprement appeler « le Protestantisme ». On fait table rase de la vieille organisation catholique pour créer quelque chose de nouveau, une organisation religieuse que l'on prétend plus conforme aux principes de l'Evangile. En Angleterre, nous voyons à cette époque s'accomplir des changements comme à toute époque il s'en est fait dans l'Eglise catholique, la lutte pour l'indépendance de l'Eglise nationale envers Rome prend un caractère plus aigu. L'Eglise catholique, déjà partagée depuis le xi^e siècle en deux tronçons, l'Eglise romaine et les Eglises d'Orient, va se trouver, par suite de la politique de la Papauté, partagée en trois groupes qui ne seront pas en communion entre eux : l'Eglise de Rome, l'Eglise grecque, l'Eglise anglicane, et plus tard les autres Eglises épiscopa-

liennes en communion avec elle, aux Etats-Unis et dans les différentes parties de l'Empire britannique (1). Devant cette rupture, l'Eglise anglicane n'a jamais nié le caractère catholique des deux autres communions ; elle respecte sur leur territoire l'autorité des autres évêques, qu'ils soient romains ou grecs, les *chaplaincis* qu'elle a établies sur le continent s'adressent à la colonie anglaise qui y réside pour lui donner un culte dans sa langue et lui administrer les sacrements, mais elles s'abstiennent de toute action perturbant ou méconnaissant l'autorité de l'évêque légitime. Quels sont les sentiments de cette Eglise en face des autres groupements catholiques, un théologien anglican bien connu, le Rév. T. A. Lacey, l'a exprimé dans un article de la *Revue anglo-romaine*, intitulé : « De l'unité de l'Eglise d'après les Théologiens anglicans ».

« Le terme Branches est à la vérité employé par beaucoup de nos meilleurs écrivains lorsqu'ils parlent de l'Eglise ; ils parleront de la branche anglaise de l'Eglise, de la branche romaine ou de la branche grecque ; ils parleront encore, dans le même sens, de la branche française, ou espagnole, ou américaine.

« Le regretté évêque de Lincoln, le Dr Wordsworth, était spécialement connu pour employer cette expression, mais il montrait d'une manière absolument claire dans quel sens il l'employait.

(1) See W. H. Hutton. — *The English Reformation* (a lecture with a preface and notes). L'exposé le plus court et le plus exact de ce que fut la Réformation anglaise.

« Dans son ouvrage : *Theophilus anglicanus*, traitant
« de la « Branche anglicane de l'Eglise catholique », il a
« fait une citation de Hooker : « De même que la mer ne
« formant qu'un seul tout porte cependant divers noms,
« suivant les diverses régions, de même l'Eglise catholique
« est ainsi divisée en plusieurs sociétés distinctes dont
« chacune est appelée elle-même une Eglise. » Aussi,
« lorsque nos écrivains parlent des « Branches » de
« l'Eglise, ils ont en vue les divisions locales ou « Branches »
« d'un corps homogène tel que la mer.

« Le terme cependant est ambigu, il suggère très natu-
« rellement l'idée des branches d'un arbre... Il en résulte
« une assez fréquente extension de la parabole de la
« branche à la constitution de l'Eglise, beaucoup moins
« exacte. Car les branches d'un arbre, bien que partant
« d'un tronc commun et puisant la vie à la même sève,
« n'ont aucune sorte de communication ou de rapport les
« unes avec les autres, rien de cette libre circulation qui
« établit une unité réelle entre les diverses parties de la
« mer.

« C'est cette comparaison avec les branches d'un arbre
« et toutes les conséquences qui peuvent en être logique-
« ment déduites, que nos critiques ne manquent jamais
« à l'occasion de nous opposer. On nous prête l'opinion
« d'après laquelle différentes parties de l'Eglise, de même
« que les branches d'un arbre, ont à la vérité une souche
« commune, mais sont complètement distinctes les unes
« des autres, jouissant d'une existence individuelle com-

« plète. On nous demande ironiquement, si toutes les
« parties de l'Eglise forment les branches, où en est le
« tronc. On nous invite à montrer comment un individu
■ passe d'une branche dans l'autre lorsqu'il change le lieu
■ de sa résidence. Nous répondons que ces questions
« exigeraient de nous l'explication et la défense d'une
« hypothèse que nous n'acceptons pas le moins du monde.
« Cette théorie des branches n'est pas de nous. Elle a été
« inventée par nos adversaires qui nous l'attribuent gra-
« tuitement ; nous n'avons pas à nous occuper de ses
« absurdes conséquences.

« Ce ne sont peut-être pas toujours des adversaires
■ loyaux que ceux qui nous traitent de la sorte, mais leurs
« imputations persistantes produisent un réel effet sur
« d'autres personnes.

.
« Il est très vrai que nous parlons quelquefois des di-
« verses communions mais par là nous ne faisons que
■ noter un fait qui est évident. Nous n'impliquons en au-
« cune manière que ces divisions soient légitimes, encore
« moins qu'elles soient un des caractères essentiels de la
« constitution de l'Eglise. Au contraire, nous regardons ce
« fait comme déplorable. Je ne crois pas qu'on puisse
« fournir un seul passage d'un écrivain anglican considé-
« rant cet état de division comme une chose bonne ou
« même tolérable en elle-même.

.
« Nous nous servons donc de ce mot [communion] pour

« exprimer un fait regrettable, et nous faisons attention
« à ne pas étendre sa signification au delà des limites de
« ce fait. Ce ne sont pas les diverses « communions » que
« nous appelons « membres » ou branches de l'Eglise
« catholique, mais bien les Eglises locales, provinciales ou
« nationales.

« L'Eglise de France, l'Eglise d'Espagne sont des
« branches de l'Eglise universelle. Ainsi dans une de ses
« constitutions (30^e canon) promulguées en 1604, l'Eglise
« d'Angleterre, parlant de la séparation, s'exprime de la
« façon suivante : « Imo tantum aberat ut Ecclesia angli-
« cana ab Italiae, Galliae, Hispaniae, Germaniae aliisve si-
« milibus Ecclesiis voluerit per omnia recedere quicquid
« eas sciret tenere aut observare, ut ceremonias illas cum
« reverentia susciperet, quas citra Ecclesiae incommodum
« ac hominum sobriorum offensionem retineri posse sen-
« serat. »...

« Nous sommes malheureusement séparés les uns des
« autres d'une certaine manière, mais lorsque nous par-
« lons de l'Eglise unique, nous croyons que ces Eglises
« locales, ainsi que l'Eglise d'Angleterre font au même de-
« gré partie intégrante de l'Eglise catholique (1). »

Le mot « protestant » ne peut donc être employé pour désigner l'Eglise anglicane que si on lui donne exclusive-ment le sens de « non en communion avec Rome » ; elle

(1) *Revue Anglo-Romaine*, tome II, pages 535, 536, 537. « De l'unité de l'Eglise d'après les Théologiens anglicans », par le Rev. T.-A. Lacey.

ne l'emploie d'ailleurs dans ses services qu'une seule et rare fois dans la cérémonie du Couronnement du Roi (1), et c'est dans ce sens qu'il doit être entendu. Partout dans le *Prayer Book* le mot catholique est employé ; l'Eglise anglicane n'a jamais cessé d'affirmer sa catholicité ; elle est la partie anglaise de l'Eglise universelle. L'Eglise officielle en Angleterre fut toujours la même que celle introduite par saint Augustin au vi^e siècle avec seulement la courte interruption qui se produisit sous le Commonwealth entre 1645 et 1660 quand le Puritanisme protestant triompha avec Cromwell et persécuta l'Eglise. En 1660, avec la Monarchie, l'Eglise d'Angleterre fut rétablie et peut-être aucune Restauration ne fut plus populaire que celle qui remplaça les Stuarts sur le trône avec Charles II et rétablit l'ancienne Eglise.

Comment va être alors envisagée par les anglo-catholiques la situation des catholiques romains en Angleterre. Pour eux, elle sera schismatique, car ces derniers quittèrent l'Eglise d'Angleterre sous le règne d'Elizabeth comme le firent à la même époque les Puritains pour d'autres raisons et formèrent une nouvelle Eglise. Comme ces derniers, ils auront pendant près de trois siècles à subir tantôt des persécutions, tantôt des tracasseries ; en 1829, ils arrivèrent à l'égalité politique et à partir de cette époque jouirent de la même liberté que toutes les autres religions.

(1) L'Eglise anglicane des Etats-Unis est aussi désignée officiellement sous le titre de « Protestant Episcopal Church of America ». Des demandes ont déjà été faites parmi ses membres pour que ce titre soit changé.

Pour les anglo-catholiques ils ne se rattachent pas à l'Eglise du Moyen Age et forment une nouvelle secte datant du xvi^e siècle (1570). Cela paraît même reconnu par une de leurs autorités, Father Humphrey, prêtre de la Société de Jésus, qui écrit dans un livre portant l'« imprimatur » du défunt archevêque romain-catholique de Westminster : *I do not defend the position, for I do not think it defensible, inasmuch as I do not believe it to be true, that we (i.-e. Roman Catholics) represent the Pre-Reformation Church of England, in the sense of our being a continuation of that body. We are a new Mission straight from Rome.* (Father Humphrey. *S. J.-The Divine Teacher*, pp. 51, 52.) La séparation a malheureusement été encore accentuée par Pie IX dans le courant du xix^e siècle quand ce pape créa un épiscopat nouveau dans ce pays en face des anciens évêques. Les anglicans devant cette opposition à leurs légitimes évêques ne peuvent que considérer ce groupe religieux comme une société isolée dans la catholicité, dont ils reconnaissent comme valables les ordinations, mais qui pour eux est en révolte contre les légitimes évêques du territoire sur lequel elle réside, comme le sont sur le continent les membres de la petite secte des Vieux Catholiques (1).

Pour eux encore, le mot catholique employé sans autre épithète ne peut donc ici s'appliquer qu'à l'Eglise anglicane ; c'est cette Eglise que nous nous proposons d'étudier dans

(1) Voir l'intéressante brochure de W.-H. Frere, *What is the Position of the Roman Catholic Body in England ?*

ses rapports avec l'Etat. Sujet particulièrement touffu parfois : l'union entre ces deux grands corps étant si intime depuis les temps des rois saxons jusqu'au règne actuel et aucun texte absolu réglant complètement ces questions n'existant heureusement. La sagesse du peuple anglais s'est gardée de ces traités ou de ces lois créant des relations artificielles minutieusement réglées ; papiers dangereux, qui au jour où surgit la moindre petite difficulté ne peuvent conduire qu'à un état de guerre ouverte et à une séparation mal faite. Ici l'Eglise, partie importante et nécessaire de la société a vu ses rapports avec l'Etat modifiés suivant les circonstances et les nécessités du moment sur le point qui demandait une amélioration ou une modification. L'histoire des rapports entre l'Eglise et l'Etat, malgré quelquefois les luttes, les brutalités même et les erreurs inévitables fait en somme le plus grand honneur aux hommes d'Etat et aux hommes d'Eglise anglais. Ici l'Eglise, par sa haute élévation morale, son traditionalisme éclairé, l'intelligence et l'instruction des clergymen, a su conserver son influence sur les masses et sur les parties éclairées de la nation. L'Etat, de son côté, en maintenant parfois énergiquement ses droits, a toujours manifesté son respect et même sa sympathie pour la vieille Church of England qui fut, elle aussi, un important facteur dans la formation du caractère et de l'esprit de la grande race britannique.

Oxford. — Juin 1908.

L'ÉGLISE ANGLICANE ET L'ÉTAT

PREMIERE PARTIE

L'EGLISE D'ANGLETERRE ET LA ROYAUTÉ

DU MOYEN AGE A LA RÉVOLUTION

I

La conquête normande avait eu sur les destinées de l'Eglise d'Angleterre une influence considérable. Sous les rois saxons, le clergé anglais avait en fait joui d'une assez grande indépendance vis-à-vis des autres parties de l'Eglise d'Occident et principalement du siège de Rome. L'arrivée de Guillanme venant en Angleterre avec un mandat spécial de la Papauté, celui de ramener sous son autorité cette île trop isolée avait eu pour résultat de créer dans ce pays une Eglise en relation étroite avec le continent par ses évêques, presque tous étrangers au

début de la conquête normande et complètement soumise à l'influence romaine grâce à la politique de Lanfranc qui venait d'être fait archevêque de Canterbury, et était chargé par le Pape de réorganiser et de discipliner cette Eglise qui vivait auparavant dans une situation indépendante, il est vrai, mais aussi un peu anarchique. Guillaume le Conquérant, d'autre part, s'il n'était pas un esclave de la politique papale, et s'il exerçait sa suprématie sur toutes les personnes de son royaume tant ecclésiastiques que laïques, comme devaient le faire plus tard Henri VIII et Elizabeth, entretenait toujours de bonnes relations avec le siège de Rome. Si aucun Pape ne pouvait être reconnu sans le consentement de la Couronne, aucune bulle ou lettre du Pape entrer en vigueur sans l'approbation royale ; on ne peut relever durant le cours du règne de Guillaume I^{er} aucun conflit important entre l'Eglise et l'Etat. Ce fut une ère de réorganisation pour l'Eglise d'Angleterre et on peut dire que d'une façon générale les résultats furent heureux.

Les difficultés ne devaient cependant pas tarder à commencer, sous le successeur de Guillaume I^{er} ; elles éclatèrent en effet et sous les règnes de Guillaume Rufus et d'Henri I^{er}, comme sous tous les rois Plantagenets on verra se poser avec plus ou moins d'acuité la question des relations entre l'Eglise et l'Etat : l'épisode le plus caractéristique et le plus populaire étant la fameuse lutte d'Henri II contre Thomas Becket ; le résultat le plus important étant la complète soumission à la Papauté par

Jean-sans-Terre, soumission rendue inévitable grâce à la déplorable politique de ce souverain. La *Magna Carta*, basée sur la charte d'Henri I^{er}, assure les droits de l'Eglise en confirmant la libre élection aux évêchés et en renforçant ce principe si souvent affirmé au cours des luttes antérieures *Quod Anglicana Ecclesia libera sit*. Les archevêques, évêques et abbés seront appelés avec les comtes et les hauts barons par ordonnance dans le *common counsel* de la nation (1). Cette situation nouvelle, en augmentant singulièrement la puissance de Rome sur l'Eglise d'Angleterre, augmenta aussi ses exigences ; de nombreux bénéfices furent donnés à des étrangers ; de là les incessantes querelles entre la royauté et les chapitres pour les élections aux évêchés ; les fréquents appels à Rome qui ne faisaient qu'accroître les prétentions de la Curie.

Henri III en 1247 essaya, sans grand succès paraît-il, de restreindre les droits des juridictions ecclésiastiques dans certaines causes telles que les questions de mariage, de légitimité et de testaments : les résultats paraissent avoir été peu satisfaisants pour le roi. Un cas curieux manifeste clairement la grande indépendance du clergé et la faiblesse de la Couronne durant le xii^e siècle ; il est rapporté par Stubbs : Edouard I^{er}, en 1278, avait nommé à la primature un certain Burnell ; le choix déplut au pape Nicolas III qui rejetant les propositions d'Edouard I^{er} nomma un autre

(1) Stubbs, *Constitutional History of England*, vol. I.

candidat, John Peckham ; le roi ne paraît pas avoir soulevé grandes protestations ; mais l'année suivante, ce même Peckham, par un acte d'audacieuse indépendance, tenait un concile à Reading où non seulement furent acceptées les légatines constitutions d'Ottobon, mais où furent adoptés certains articles ordonnant au clergé de la province de porter à la connaissance de leurs paroissiens et de leur expliquer les sentences d'excommunication portées contre les violateurs de la *Magna Carta* ; contre ceux qui obtenaient une ordonnance royale pour faire obstacle aux procès ecclésiastiques et contre toute personne, même officier royal, refusant de tenir compte des sentences d'excommunication. Edouard I^{er} ordonna dans le Michaelmas Parliament que les copies de la Charte apposées aux portes des églises soient enlevées ; il publia également le statut *de Religiosis* pour empêcher l'acquisition de terres par des religieux et restreindre ainsi la mainmorte. Mais le conflit avec l'évêque ne paraît pas avoir été plus loin (1).

Le pouvoir royal maintenait généralement aussi fermement qu'il le pouvait ses prétentions à l'indépendance dans les questions purement temporelles ou mixtes comme l'élection et la nomination des évêques, mais de jour en jour les intrusions de la papauté dans ces questions devenaient plus fréquentes ; si l'opposition religieuse fut souvent justifiée et bienfaisante comme dans le cas de Thomas Becket, quelquefois perçait sous cette opposition une

(1) Stubbs, *id.*, vol. II.

simple ambition politique ; comme le remarque Wakeman dans son *History of the Church of England* ; tandis que Langton se préoccupait de maintenir les libertés de la nation, Innocent III aussitôt la soumission de Jean manifestait pour ce prince une sympathie assez curieuse et qui prouvait le peu de part qu'avaient eue dans la lutte entre le Pape et ce prince les intérêts de la religion et de la morale. Innocent annulait la grande Charte ; excommunait les barons qui l'avaient signée et suspendait Stephen Langton pour avoir refusé de publier l'excommunication (1).

Quelques exemples montrent l'accroissement rapide de l'influence papale sur l'Eglise d'Angleterre sous les règnes des Plantagenets. En recevant le pall, le métropolitain avait à prêter un serment de fidélité au Pape ; serment qui

(1) « Henry II, when he received Ireland as a gift from Adrian IV, « never intended to admit that the papal power over all islands, « inferred from the Donation of Constantine, could be understood « so as to bring England under the direct authority of Rome, nor « when after Becket's murder, he declared his adhesion to the « pope, did he contemplate more than a spiritual or religion « relation » (Stubbs, *Constitutional History*, vol. III, p. 292.

« The struggle between Henry I and Anselm on the question « of investiture terminated in a compromise which placed the « election in the hands of the chapters of the cathedrals, the « consecration in that of the metropolitan and comprovincial « bishops, and the bestowal of temporal estates and authority in « the hands of the king »... « John, shortly before he granted « the great Charter, issued as a bribe to the bishops a shorter « charter confirming the right of free election, subject to the « royal licence and approval, neither of which was to be withheld « without just cause » (Stubbs, *id.*, vol. III, p. 295).

devint de plus en plus étroit. C'est au ^{xiii}^e siècle que la légation fut conférée à l'archevêque de Canterbury ; et plus tard ce sera la *legatine commission* accordée à Wolsey dans une forme plus complète qu'auparavant et d'une importance sans précédent qui sera pour Henri VIII (qui d'ailleurs l'avait acceptée) le prétexte de la chute du Cardinal.

Stubbs nous rapporte qu'entre 1215 et 1265 il n'y eut pas moins de trente élections épiscopales contestées qui furent portées à Rome pour y être résolues ; dans la dernière au sujet du siège de Winchester, le résultat fut caractéristique ; le Pape rejeta les deux candidats en contestation et en nomma un troisième de sa propre autorité sans que cela paraisse avoir soulevé des protestations du pouvoir civil (1). Rome commence à partir de ce moment à chercher à conférer elle-même aux évêques les « temporalities » aussi bien que le pouvoir spirituel ; la politique énergique d'Edouard I^{er} l'en empêcha ; la faiblesse d'Edouard II allait au contraire permettre l'accroissement de ces prétentions ; le Pape Clément V et ses successeurs à Avignon vont appliquer aux sièges épiscopaux en An-

(1) Un cas analogue est rapporté par Stubbs pour le siège de Worcester. « At the beginning of the ^{xiv}th century the see of Worcester was vacant, and a monk of the house named John of S. German, was elected to fill it. He was accepted by the king, but made such a show of reluctance that Winchelsey delayed his confirmation and the matter was carried to Rome. There Boniface VIII obtained from John the renunciation of his claim and immediately consecrated to the see a Franciscan, named William Gainsborough » Stubbs, *id.*, vol. III, p. 308.

gleterre le système de provision et de réserve. La provision était la nomination faite par le Pape à un évêché avant que le siège ne soit vacant, par ce moyen le légitime patron se trouvait privé de son droit de présentation. En 1388, sur les instances des lords et de sa propre autorité, Urbain VI transférait Alexander Neville du siège d'York à Saint-Andrews, et Thomas Arundel du siège d'Ely à celui d'York. Cette constante ingérence commençait, à la fin du Moyen Age, à exciter les défiances du pouvoir royal et les craintes nationales. Ces sentiments se manifestèrent quand, en 1426, le fameux Beaufort, évêque de Winchester, fut fait cardinal. Une querelle s'éleva aussitôt entre l'Eglise et l'Etat et fournit à Gloucester l'opportunité qu'il désirait ; la bulle papale donnait à Beaufort la commission de lever une taxe pour la croisade contre les hussites ; le 17 avril 1429, la question fut portée devant le Conseil et celui-ci manifesta l'intention, conformément à son droit, d'empêcher le cardinal de Winchester d'accomplir sa mission. L'affaire heureusement n'eut pas de suite, car l'année suivante Beaufort devait partir pour la France pour sacrer à Paris le jeune Henri VI.

Cela pouvait avoir de graves conséquences si nous remarquons qu'à cette époque l'influence des évêques et du clergé était grande dans les affaires de l'Etat ; non seulement de hauts dignitaires de l'Eglise jouaient un rôle considérable dans les affaires politiques et officielles comme Courtenay et Arundel sous Richard II et plus tard les cardinaux Beaufort et Bourchier ; mais encore le clergé

avait la majorité à la Chambre des Lords, il fournissait les titulaires aux plus hauts postes comme les ministres d'Etat, les chanceliers, le détenteur du *privy seal* et souvent le *treasurer*. Les relations entre le Parlement et les Convocations étaient étroites ; et en 1378 le Parlement, toujours occupé des questions religieuses, se prononçait en faveur du Pape de Rome, Urbain VI, contre son rival d'Avignon. L'influence de la royauté devint très faible dans les affaires religieuses sous la branche de Lancastre qui était un plus énergique champion des privilèges de l'Eglise que souvent les prélats eux-mêmes ; néanmoins les évêques semblent quelquefois avoir rencontré de l'opposition de la part du roi quand ils désiraient réunir leur clergé.

Il est donc intéressant de connaître quels étaient à ce moment les sentiments du clergé anglais devant le pouvoir royal et la Papauté et quelles étaient les théories dominantes parmi ses théologiens et ses canonistes. On peut affirmer sans crainte que de la conquête normande à la période des Tudors le clergé de ce pays fut entièrement dévoué aux intérêts du siège de Rome. Ses sentiments se trouvent reflétés chez les grands canonistes anglais J. O. Ayton et surtout William Lyndwood qui écrivit ses *Provinciale* et qui termina en 1430 ses gloses sur les constitutions provinciales des archevêques de Canterbury. Aucun de ces canonistes ne songe à contester l'autorité des trois collections de Décrétales de Grégoire IX, Boniface VIII et Jean XXII. J. O. Ayton et W. Lyndwood traitent même les

« Extravagantes » comme ayant force de loi. Le premier fait même appel à la bulle *Unam Sanctam*, pourtant omise parmi les *Clementines*. [J. de Athon, p. 122 gl. ad. V, *aprelatis regni.*] *Nam et gladius terrenus gladio cœlesti necessarie habet subici... Patet in Extravag. Bonifac. 8, unam sanctam* (1). Lyndwood dont l'influence fut considérable au xv^e siècle et qui fut le *Prolocutor* du clergé dans la Convocation de Canterbury affirme qu'un concile œcuménique ne peut être convoqué que sous l'autorité du siège de Rome ; il cite avec complaisance les opinions des docteurs qui soutiennent que le Pape est supérieur au concile œcuménique et ne dit pas un mot des grands docteurs gallicans comme Pierre d'Ailly ou Gerson ou même de l'anglais Robert Hallam ; il ne paraît attacher aucune importance à ce qui fut fait aux Conciles de Pise et de Constance et ce fait est d'autant plus remarquable qu'il écrivait à la veille du Concile de Bâle. Pour l'archevêque Arundel les Décrétales sont : *præcepta legum et canonum ab æternæ vitæ et mortis clavigero, vicem non puri hominis sed veri Dei gerente in terris, et cui ipse Deus cælestis imperii jura commisit, rite edita, canonice promulgata* (2). Si quelquefois les évêques n'enforcent pas une Décrétale c'est uniquement parce qu'ils sont empêchés de le faire par le pouvoir civil ; et non parce qu'ils ne lui reconnaissent pas d'autorité dans ce royaume. Au sujet du mariage, Lynd-

(1) Cité par Maitland, *Roman Canon Law in the Church of England*.

(2) Cité par Maitland, *id.*

wood, au commencement de son IV^e livre, s'explique clairement : *Here we might discuss what is marriage, whence it derives its name, how it is contracted, where it was instituted, what are the causes of its institution, what good flows from it, and what impediments there are to it. Of all these matters Innocentius has treated and yet more fully Johannes Andreæ* (1). Pas un mot de référence à la loi anglaise ; il ne nous parle que de la loi de l'Eglise et nous renvoie sur ce sujet à l'opinion d'un Pape. Certes tous les canonistes et tout le clergé anglais ne devaient pas être alors d'une opinion aussi radicale, mais n'est-il pas curieux de voir les principales autorités ecclésiastiques anglaises s'exprimer aussi ?

Une pareille attitude devait provoquer des conflits, car certainement le pouvoir civil ne pouvait tolérer que le clergé applique ainsi sans restrictions la loi canonique romaine ; or les lois qui dirigeaient les cours ecclésiastiques étaient le décret de Gratien, les Décrétales de Grégoire IX, le *Sextus* ajouté par Boniface VIII, les *Clémentines* et les *Extravagantes* ou décrétales non codifiées des Papes subséquents. De là fréquents conflits avec la loi anglaise, par exemple dans les questions de légitimité ; pour l'Eglise un enfant naturel pouvait être légitimé par un mariage postérieur, c'était impossible pour le « King's Court », mais quand cette question s'élevait devant la cour elle était soumise au juge ecclésiastique qui devait répondre si oui ou non la personne en question était née avant ou après le

(1) Cité par Maitland, *id.*

mariage. De là conflit : à Merton les évêques, à l'instigation de Grosseteste, refusèrent de répondre. La fréquence des difficultés était encore augmentée par ce fait que si les sentences d'excommunication étaient de droit enforcées par le pouvoir civil, ce dernier maintenait jalousement son autorité dans les questions touchant au patronage ecclésiastique.

Pour l'*advowson* (droit de présentation à un bénéfice ecclésiastique), il existe une décrétale adressée par le pape Alexandre III à Henri II, elle affirme qu'un procès se rapportant à une contestation sur ce sujet ressort uniquement d'une cour ecclésiastique. Henri publia une loi qui prenait le contre-pied de cette proposition : et dans cette affaire le clergé anglais ne paraît pas avoir fait opposition au roi, pensant probablement que cette loi était pour lui une garantie contre l'invasion des bénéfices par des titulaires italiens (1).

D'autres difficultés s'élevèrent aussi durant le Moyen Age sur les questions de juridiction. Le clergé dans deux

(1) Maitland, *id.*, rapporte une parole caractéristique du chroniqueur et canoniste Adam of Murimuth : « Adam of Murimuth « chronicler and canonist, hastold us that at Avignon Englistmen « were reputed to be « good asses » ; he has told us that « they « suffered wise men gladly, seeing that they themselves were « fools ». Adam had accepted a modest « provision » at Hereford « and had also been the executor of many papal mandates. But « such words as fool and asses are too feeble to discribe the Englistmen and more especially the bishops of the fourteen century, if they regarded the Pope's action as utterly wrongful « and lawless ».

cas revendiquait une immunité complète des juridictions temporelles en faveur des ecclésiastiques : au criminel et quand il s'agissait d'une action personnelle. Il distinguait cette dernière de l'action réelle par laquelle dans la plupart des cas (excepté si la terre était considérée par l'Eglise comme « free alms ») il admettait la compétence des cours séculières. Mais dès le règne d'Edouard I^{er} les justices royales commençaient à attaquer ce *privilegium fori* pour les clercs et tout ce qu'elles admettaient était un *benefit of clergy* dans certains cas de félonie. L'archevêque Boniface nous raconte Maitland, fit des canons dans lesquels lui et ses suffragants réclamaient dans toute sa plénitude le *privilegium fori* : il envoya ces canons au Pape qui les approuva vivement, mais eut néanmoins la sagesse de ne pas les confirmer. Les cours séculières jugeaient les cas dans lesquels se trouvaient mêlés des ecclésiastiques d'après les lois du royaume, sans se préoccuper de la loi de l'Eglise, et de là encore pouvaient se produire des difficultés, car dès le milieu du xiii^e siècle les légistes séculiers commencent de plus en plus à négliger *la ley de seinte esglise*. Le délai de présentation à un bénéfice était par exemple de 6 mois d'après la loi canonique si le patron était un ecclésiastique, mais seulement de quatre mois s'il était un laïc. La loi anglaise donnait six mois dans les deux cas. De même dans les cas d'hérésie ; les hérétiques à la fin du Moyen Age étaient brûlés en Angleterre d'après le statut de 1401 pour la loi civile. Lyndwood nous apprend au contraire qu'ils le

furent d'après une décrétale contenue dans le *Sextus*.

Quelquefois le pouvoir royal était pleinement d'accord avec le pouvoir ecclésiastique et même avec la Papauté pour réformer certains abus, mais ils ne s'entendaient plus quant aux conséquences à tirer de ces réformes. Au milieu du règne d'Edouard III, les conseillers du Roi et les justices de la Cour de Common Pleas prirent sur eux de mettre en vigueur dans le royaume une certaine constitution papale. C'était une *Extravagante* de Jean XXII de novembre 1317 s'attaquant à un des plus grands abus dans l'Eglise : la pluralité des bénéfices : Un clerc possédant plusieurs bénéfices incompatibles devait, un mois après notification de cette constitution, et même s'il avait obtenu une dispense, résigner tous ses bénéfices sauf un, sinon tous devenaient vacants *ipso jure* ; cette constitution avait un effet rétroactif. Tous les bénéfices devenus ainsi vacants par la résignation du pluraliste étaient, d'après cette *Extravagante*, réservés à la nomination du Saint-Siège. Ce fut en 1335 que le Roi Edouard III, à la suite de difficultés avec l'évêque de Norwich, eut l'idée de mettre en vigueur cette constitution papale sans même consulter les évêques anglais ; mais le Roi et ses conseillers ne dirent pas un mot de la seconde partie de l'*Extravagante* et de cette *reservation* en faveur du Pape qui était contraire au droit de patronage établi par les lois du royaume. Le pouvoir civil admettait bien que la papauté pouvait intervenir pour réformer un des plus déplorables abus, mais non pour troubler et modifier les lois et les coutumes du royaume.

Nous arrivons d'ailleurs au milieu du ^{xiv}^e siècle à un moment où les sentiments du clergé et de la nation anglaise commencent à se modifier. La Papauté, dont l'influence avait été si bienfaisante au début du Moyen Age dans sa lutte contre un pouvoir arbitraire et brutal représenté par des souverains tels qu'Henri II ou Jean Sans Terre, est au pouvoir d'un autre souverain et souvent d'un ennemi ; quand elle reviendra d'Avignon à Rome, le grand schisme achèvera de lui faire perdre son prestige. D'autre part, le pouvoir civil n'est plus ce qu'il était sous les premiers Plantagenets : les lois de l'Etat sont régulièrement faites dans le Parlement et interprétées par un organisme judiciaire donnant de meilleures garanties. C'est alors que vont commencer toute une série de mesures anti-papales qui ne vont plus guère soulever d'opposition de la part du clergé. En 1351 est passé le premier Statut de *Provisors* qui fait un délit punissable d'amende ou d'emprisonnement de l'obtention par le Pape d'un bénéfice par réserve ou provision au mépris des droits du patron. En 1353 est passé le premier statut de *Præmunire* : celui qui intente un procès devant une cour étrangère pour un fait qui relève des cours royales est passible de la peine de « outlawry » (mise hors la loi). Ce statut fut encore renforcé en 1365. L'année suivante le Parlement abolit définitivement le paiement du tribut annuel payé au Pape depuis le Roi Jean et qui d'ailleurs à cette époque se trouvait fort en retard ; en 1371 commencent à se manifester les signes d'une sérieuse opposition aux ingérences étrangères dans l'Eglise,

en 1390 le statut de *Provisors* fut de nouveau mis en vigueur et même aggravé, il fut fait de même en 1394 pour le statut de *Præmunire*.

Le commencement du xv^e siècle va être marqué par une union étroite de l'Etat et de l'Eglise combattant ensemble les hérétiques ; c'est en 1401 le fameux statut *De Heretico Comburendo* et la lutte contre les Lollards ; mais on peut dire qu'à partir du règne d'Edouard III de nouveaux symptômes commencent à se manifester dans l'Eglise d'Angleterre, qui prend conscience d'elle-même devant l'affaiblissement de la Papauté. Les luttes de la guerre des Deux Roses retardèrent les événements ; et c'est seulement à l'avènement d'Henri VII, en 1485, que va commencer une ère nouvelle.

II

La situation de la Couronne était très forte quand Henri VII monta sur le trône et réunit dans sa personne, grâce à son mariage, les droits de la maison d'York à ceux de celle de Lancastre. La guerre des Deux Roses avait décimé la noblesse et ce qui en restait était faible et peu important. La Papauté sortie du Grand Schisme devenait de plus en plus une puissance italienne : tous les esprits éclairés reconnaissaient la nécessité d'une réforme dans le clergé anglais. Des tentatives sérieuses d'amélioration furent faites sous ce règne par l'Archevêque de Canterbury Morton ; vis-à-vis de l'Eglise Henri VII continua avec plus de fermeté la même politique sympathique que celle qu'avaient suivie les princes de la maison de Lancastre : mais il manifesta aussi les tendances absolutistes qu'avaient déjà montrées les York en se passant le plus possible du contrôle du Parlement. Devant cette monarchie puissante maintenant et l'Eglise ayant besoin de réformes, une ère de troubles et de luttes devait fatalement s'ouvrir. Elle commença au milieu du règne de son fils.

Les plus grands ministres d'Henri VII avaient été des ecclésiastiques comme Morton et Fox : et sous son règne

Wolsey avait commencé la brillante carrière qui devait le conduire à sa chute ; les rapports entre l'Eglise et la Couronne avaient été généralement sans difficulté. Il en sera de même au début du règne d'Henri VIII. La question des juridictions criminelles concernant le clergé avait été soulevée en 1513 et 1514 à propos d'une action intentée contre le chancelier de l'évêque de Londres pour le meurtre d'un individu nommé Hun. Certains ecclésiastiques maintinrent l'opinion qu'un clergyman devait être, pour ces faits, jugé devant les tribunaux criminels ordinaires, mais ils ne paraissent pas avoir été bien nombreux. Le Roi revendiqua ses droits et fit amener le délinquant à la barre, mais l'affaire n'alla pas plus loin.

La question des rapports du clergé avec la Couronne fut enfin soulevée d'une manière sérieuse après la disgrâce de Wolsey qui, en acceptant la fonction de légat du Pape, avait violé le statut de *Præmunire*. S'il était réellement coupable, malgré que la demande ait été faite par le Roi au Pape de lui conférer ce titre, tout le clergé et les laïcs d'Angleterre l'étaient également pour avoir accepté cette situation. L'affaire fut encore envenimée par la fameuse question du divorce avec Catherine d'Aragon, qui, si elle joue un certain rôle dans l'histoire de la Réformation anglaise, est loin d'y avoir la place prépondérante que généralement on lui donne (1).

(1) Si peu sympathique que soit le rôle d'Henri dans cette affaire avec ses scrupules si tardifs qu'on peut réellement douter de leur sincérité ; les arguments qu'il apportait étaient néanmoins meilleurs que ceux de la Papauté. L'Eglise a toujours considéré

En 1529 le Parlement se réunit au commencement de novembre, peu de temps après la disgrâce de Wolsey, et il fut ouvert par un discours de Sir Thomas More annonçant que le Roi désirait des réformes ecclésiastiques. Les Communes entrèrent avec grand plaisir dans ces idées et répondirent par une pétition contre les abus de l'administration ecclésiastique ; le résultat sera le vote de quelques

comme un inceste le mariage d'une femme avec le frère de son mari décédé. Elle lutte actuellement pour la défense de ses principes dans la question du mariage d'un homme avec la sœur de sa femme décédée. Jules II en accordant la dispense pour le mariage du Prince Henri avec la veuve de son frère Arthur avait violé la loi de l'Eglise sur le mariage (*Leviticus.*, xviii, 16 ; xx, 21). Une seule dispense analogue peut être trouvée auparavant dans l'histoire de la chrétienté ; c'est celle accordée par le pape Alexandre VI à Emmanuel, roi de Portugal. La loi de l'Eglise se trouve nettement affirmée à ce sujet dans la Table of kindred and Affinity, jointe au Prayer Book et affichée dans les églises. D'ailleurs en mettant de côté toute considération morale, ce que demandait Henri VIII était peu en comparaison de ce que d'autres Papes avaient accordé ; quand Philippe Auguste, roi de France, ayant vu son premier mariage cassé par les évêques français en dépit du Pape épousa une seconde femme dont il eut des enfants, pris plus tard de scrupules, il revint à sa première femme, il vit alors les enfants de sa seconde femme légitimés par des lettres d'Innocent III, du 2 novembre 1201. D'ailleurs les Papes avaient également accordé des dissolutions de mariage comme le demandait Henri ; il suffit de rappeler ceux de Louis XII, roi de France, de la reine Margaret d'Ecosse et de Charles Brandon, Duc de Suffolk. La conduite de Clément VII fut dans cette affaire uniquement guidée par des considérations politiques ; il aurait peut-être déclaré le mariage nul, mais à cette époque une armée impériale venait de saccager Rome et Clément était au pouvoir de Charles-Quint ; il n'osait lui déplaire en déclarant nul le mariage de sa tante.

actes ayant pour but d'empêcher le clergé de se livrer au commerce et de restreindre certaines ressources cléricales. Ces actes passeront aux Lords en dépit de l'opposition des évêques et sans que les Convocations aient été consultées. En septembre, l'année suivante, le Roi, en s'appuyant sur la législation des Plantagenets, lancera une proclamation interdisant dans le royaume l'introduction de bulles venant de Rome.

La question du Statut de *Præmunire* violé par la mission de Wolsey restait suspendue comme une menace sur la tête du clergé. En 1531 les Convocations discutèrent cette redoutable situation. La Convocation de Canterbury décida de payer au Roi 400.000 livres et de reconnaître sa suprématie dans la formule suivante : « *We acknowledge His Majesty to be the singular protector only and supreme lord, and, so far as the law of Christ will allow, supreme head of the English Church and Clergy* » Quelques semaines plus tard, celle d'York vota au Roi 18.000 livres et accepta cette formule. Deux actes du Parlement, 22 Henry VIII, c. 15 and, 16, relevèrent le clergé et les laïcs des pénalités qu'ils avaient encourues d'après le Statut de *Præmunire*.

L'année 1532 vit passer plusieurs actes importants concernant les relations entre l'Eglise et l'Etat, (23 Hen. VIII. c. 1, 9, 11, and 20) limitant les privilèges du clergé en matière de juridiction, principalement pour éviter que des personnes dont le caractère clérical était douteux (quasi clérical) puissent en profiter. Désormais une personne ne

pourra être citée devant un tribunal ecclésiastique que dans le diocèse dans lequel elle réside. Acte pour empêcher le clergé d'éviter la prison ; et enfin le fameux acte 23 Hen. VIII. cap. 20 restreignant le paiement des annates au siège de Rome. Le clergé ne paraît guère avoir été consulté au sujet de ces diverses mesures, comme le montre le passage suivant d'une pétition du clergé de la province de Canterbury au Roi. « *That as the clergy are much impoverished by recent Acts annulling the liberty of the Church, et sanctiones canonicas* », *to the peril of the souls of those who made the Acts, in the framing of which they were not consulted, and as these Acts are so capricious that it is difficult not to violate them, that the same fathers whose business it is to declare the truth of the canons may provide a remedy* (1). Cette vague tentative d'indépendance ne dura pas longtemps, la fin de la session fut marquée par la complète abdication de la Convocation en ce qui concerne le pouvoir de législation, le 10 mai l'aumônier du Roi Edward Fox apporta devant elle une série d'articles déclarant qu'elle ne mettrait en vigueur, ne voterait, ni n'exécuterait aucune ordonnance sans l'approbation ou l'assentiment du Roi.

En 1533 acte interdisant les appels à Rome. Il fut probablement uniquement un acte du Parlement, aucun document n'existe prouvant que les Convocations aient même été consultées. Elles eurent cependant cette même année un rôle important à jouer ; le 5 avril, elles déclarèrent nul

(1) Cité par Child, *Church and State under the Tudors*.

le mariage d'Henri VIII avec Catherine d'Aragon, le 23 mai l'archevêque de Canterbury Cranmer l'annulait par une sentence formelle ; Anne Boleyn fut couronnée quelques jours plus tard, la date précise est incertaine.

L'année 1534 voit voter par le Parlement un acte peu important contre les hérésies (25 Henr. VIII, c. 14) et 25 Hen. VIII, cap. 19, l'acte sur la soumission du clergé et la restriction des appels. La première partie se réfère à la soumission du clergé votée deux ans auparavant par les Convocations (1) promettant de ne promulguer aucun canon nouveau sans l'autorisation et la ratification royale. L'acte de soumission se préoccupe aussi des canons, constitutions, ordonnances en usage auparavant : et c'est ici qu'une importante modification va se produire dans l'attitude de l'Etat en face de la législation ecclésiastique. Le Roi va pouvoir nommer un comité de 32 personnes pour rechercher dans la législation canonique antérieure tout ce

(1) « Where the King's humble and obedient subjects, the « clergy of this Realm of England, have not only acknowledged « according to the truth, that the convocations of the same clergy « is, always has been, and ought to be assemble only by the « King's writ, but also submitting themselves to the King's majesty, have promised « in verbo sacerdotii » that they will never « from henceforth presume to attempt, alleage, claim, or put in « ure, or enact, promulge, or execute any new canons, constitutions, ordinance provincial, or other, or by whatsoever other « name they shall be called, in the Convocation, unless the King's « most royal assent and licence may to them be had, to make, « promulge, and execute the same ; and that his majesty do give « his most royal assent and authority in that behalf » (Gee and Hardy, *Documents illustrative of English Church History*).

qui pourrait être contraire aux prérogatives royales, afin que ces constitutions ou canons puissent être abolis ; mais, par contre, cet acte fait, par une décision formelle de toute la législation ecclésiastique antérieure, une partie des lois du royaume. L'union entre l'Eglise et l'Etat devient alors beaucoup plus étroite qu'elle ne l'était auparavant ; l'Eglise n'a plus sa législation à part, séparée de celle du royaume et reconnue seulement quelquefois par cette dernière comme une coutume (1) ; l'Etat, au contraire, s'incorpore toute la législation canonique antérieure, se réservant seulement le droit d'y faire des changements dans les parties en contradiction avec les lois du royaume ou avec l'acte de soumission (2) ; mais ici va prendre naissance une théorie dangereuse pour l'Eglise : sans rien formuler nettement à ce sujet, cet acte crée l'impression que pour avoir une valeur quelconque toute constitution ou canon

(1) « Provided also, that such canons, constitutions, ordinances, and synodals provincial being already made, which be not contrariant or repugnant to the laws, statutes, and customs of this realm, nor to the damage or hurt of the king's prerogative royal, shall more still be used and executed as they were afore the making of this act, till such time as they be viewed, searched, or otherwise ordered and determined by the said two-and-thirty persons, or the more part of them, according to the tenor, form, and effect of this present act ».

(2) Une revision du droit canonique fut alors projetée ; elle fut essayée sous le règne d'Edouard VI puis abandonnée. Elizabeth opposée à toute intervention de la Chambre des Communes en matière religieuse, empêcha qu'il n'y fut à nouveau donné suite, ainsi une grande partie du droit canon du Moyen-Age est aujourd'hui encore la loi ecclésiastique de l'Angleterre.

doit être incorporé dans les lois d'Angleterre, et qu'un acte quelconque voté par le Parlement devient immédiatement une loi de l'Eglise. La doctrine qu'on appellera plus tard Erastianisme va pouvoir s'appuyer sur cet acte pour entraver l'indépendance spirituelle de l'Eglise.

Presque tous les actes qui vont suivre tendront à affranchir l'Eglise de toute ingérence pontificale sans changer en rien sa constitution : malheureusement, ils auront aussi pour but de la placer sans défense sous la main tyrannique d'Henri VIII : 25 Henri VIII, c. xx, *Ecclesiastical appointment act*, supprimant complètement le paiement des annates au siège de Rome et s'occupant de l'importante question de l'élection des Evêques. Il faut remarquer ici que sauf durant le règne d'Etienne, l'Eglise d'Angleterre n'avait jamais librement nommé ses évêques : l'évêque était nommé par la Couronne, élu par le chapitre après que celui-ci avait demandé au roi le « congé d'élire » (1). Le roi le lui accordait par des « lettres missives » qu'il lui envoyait pour lui permettre l'élection. Quand elle avait eu lieu le nouvel évêque nommé était alors confirmé et consacré par le métropolitain et prêtait au roi un serment d'hommage pour les biens temporels dont il devenait le possesseur ; après avoir été intronisé dans sa cathédrale, il jouissait pleinement de son pouvoir épiscopal. Néanmoins le refus d'accepter la personne nommée par le roi ne semble pas avoir entraîné de pénalités. Mais durant le Moyen Age, les Papes avaient pris l'habitude d'envoyer au nouvel

(1) La forme du congé d'élire n'a jamais varié.

élu certaines bulles et percevaient certains frais pour affirmer leur autorité ; plus tard les Papes envoyèrent le pall aux métropolitains. L'évêque prêtait donc deux serments, l'un au roi, l'autre au Pape : dans l'état des rapports actuels entre l'Angleterre et la Papauté (1), il devenait nécessaire pour la royauté d'empêcher qu'aucun serment ne fût fait au Pape et qu'aucun évêque ne lui payât les annates. Ce fut le but de cet Acte : il ne modifie pas la procédure antérieure ; le congé d'élire continua d'être publié comme par le passé, mais il est ordonné d'élire la personne nommée par le roi, et *nullē autre* : la liberté de l'élection se trouve ainsi singulièrement réduite, puisqu'en cas de refus d'élire cette personne, on tombe sous le coup des peines de *Præmunire* (perte des biens, prison, etc.). Les annates ne seront plus payées et toute intervention de l'autorité pontificale dans l'élection et la consécration des évêques est supprimée : on revient aux procédés en usage sous les rois saxons. C'est encore d'après cet acte que se font aujourd'hui les nominations aux sièges épiscopaux. Si le

(1) Wakeman fait remarquer avec raison dans son *History of the Church of England* (page 219) que probablement à ce moment ni Henri VIII, ni Clément VII ne pensaient que la rupture dut être définitive ; ils jouaient seulement à la guerre, dit-il « they were merely carrying on a war-game » comme, si souvent au Moyen Age cela s'était produit entre papes, rois et empereurs. La lutte entre le gouvernement anglais et la papauté ne fut pas au début causée par des questions de principe ou un désir de réforme religieuse ; on voulait seulement replacer l'Eglise dans la situation où elle se trouvait avant la conquête normande. C'est ce qui fut fait dans la question d'élection des évêques.

congé d'élire fut en effet aboli sous Edouard VI (I Edw. VI, c. 2) pour y substituer la nomination directe par la Couronne, Marie le rétablit (I Mary, c. 2) et il a subsisté malgré quelques vaines tentatives faites en faveur de son abolition sous Jacques I^{er} et Charles I^{er}. Aujourd'hui encore il est publié, le Chapitre se réunit et l'élection de la personne désignée est demandée sous la menace de peines sévères. En vertu de ce statut, quand une élection épiscopale est notifiée au Roi, celui-ci doit « adresser au métropolitain des lettres patentes, munies du grand sceau, « lui mandant de confirmer l'élection, d'investir et de « consacrer la personne élue en sa charge et dignité, et de « lui donner ou d'employer à son égard toutes les bénédictions, cérémonies et autre choses requises ».

Cet Acte fut bientôt suivi de 25 Henry VIII, c. 21, abolissant définitivement tout paiement quelconque au Pape, entre autre le denier de Saint-Pierre et décrétant que toutes les dispenses ou licences autrefois accordées par lui le seraient désormais par l'archevêque de Canterbury dont la fonction prend ainsi une importance considérable. Enfin le fameux acte de suprématie qui déclare le roi chef suprême de l'Eglise d'Angleterre (*Supreme Head*) (1534) 26 Henry VIII, c. 1, qui fut passé dans une seconde session du parlement commençant en novembre. Ce titre contestable dans sa forme sera porté par Henri VIII jusqu'à sa mort, par Edouard VI et pendant un certain temps par Marie. Elizabeth lui substituera celui plus exact de *Supreme Governor*. Mais jamais, tant qu'il fut porté, ce titre,

avec sa forme malheureuse, n'impliqua une suprématie spirituelle ou un bouleversement de la hiérarchie ; il n'indique qu'une idée de contrôle sur l'Eglise, une sorte de collaboration entre l'Eglise et l'Etat pour la bonne administration des affaires ecclésiastiques. Déjà au Moyen Age les rois avaient considéré qu'il était en leur pouvoir comme souverains de s'assurer que leurs sujets étaient bien gouvernés par les autorités religieuses qui avaient soin de leurs âmes. Le spirituel ne les regardait pas, mais les questions d'administration les préoccupaient ; c'est pourquoi les princes, en cas de compétition pour la tiare, décidaient quel candidat leurs sujets devaient reconnaître, avaient le droit de refuser l'entrée de leur royaume à un légat du Pape, ainsi qu'aux bulles papales ; le roi était responsable du bien être religieux de son peuple, comme le dit l'acte sur les Annates de 1532, *the king's highness befor e Almighty God is bound as by the duty of a good Christian prince for the conservation of the good estate and commonwealth of his realm*. Le titre de *Supreme Head* ne conférait pas au roi une autorité plus grande que celle-ci ; ainsi dans son exagération il n'a jamais signifié sous Henri VIII et Edouard VI que le roi avait un pouvoir spirituel et que la Couronne devenait ainsi une sorte de degrés dans la hiérarchie ecclésiastique ; le roi a le droit de gouverner l'Eglise comme il gouverne l'Etat et en tant que partie de cet Etat, mais il ne trouble pas son organisation spirituelle. Comme le remarque Wakeman dans l'acte de soumission du clergé, on reconnaît que le roi ratifie et

met en vigueur les canons, mais il ne les fait pas, les rois normands autrefois appliquaient la même théorie. On était alors en lutte avec le Pape comme puissance étrangère, la suprématie royale devint le *test*, d'ailleurs contestable, par lequel on voulut reconnaître les sujets loyaux ; on définit plus clairement et plus strictement un principe que les prédécesseurs d'Henri VIII avaient également affirmé. Cela donna lieu à des interprétations allant parfois trop loin, le langage de Cranmer et de Barlow fut souvent regrettable, et ce sont de telles exagérations qui furent cause qu'Elizabeth ne reprit pas ce titre. Mais en conclure qu'en 1534 un nouveau pouvoir religieux fut donné au roi d'Angleterre, c'est une erreur historique. Si l'on emploie un mot qui fut fort usité en France, c'était seulement l'affirmation d'un réganisme exagéré ; Henri VIII, malgré son despotisme, ne demandait guère plus en matière religieuse que le roi de France Louis XIV le fera plus tard.

Avec l'année 1535 va s'ouvrir une période lamentable et Henri VIII qui, jusqu'alors, n'avait usé de son pouvoir que pour réformer, améliorer et affranchir l'Eglise d'une tutelle exagérée du Pape, pouvant devenir dangeureuse, va se déshonorer par une série de cruautés et de pillages, malheureusement appuyés sur des Actes régulièrement passés par le Parlement, 26, Henry VIII. c. 2. Acte qui oblige tous les sujets du roi à se soumettre par un serment aux lois passées dans la précédente session et réglant la succession au trône au détriment de la princesse, Marie. Cromwell, cette année-là, reçoit sa commission comme vi-

caire-général ; actes d'« attainder » contre l'évêque Fisher et contre l'une des plus nobles figures de l'époque, Sir Thomas More, qui voulait s'opposer aux projets arbitraires du roi. Ils seront décapités la même année. Ni le Parlement ni les Convocations ne se réunirent en 1535.

L'année 1536 va voir la dernière session du Parlement de 1529 qui sera dissout le 21 mars, ayant duré 7 années, ce qui ne s'était jamais vu. 27, Henry VIII, c. xv. Acte permettant au Roi de nommer une commission pour faire des lois ecclésiastiques. Il n'eut aucun effet. 27 Henry VIII, c. xxviii. Acte dissolvant plusieurs petites communautés religieuses et donnant leurs biens au Roi. C'est le pillage des monastères qui commence et va se continuer durant toute la fin du règne. La réforme nécessaire des couvents commencée si sagement sous Henri VII par l'archevêque Morton, va dégénérer en véritable banditisme et former une page peu honorable dans l'histoire religieuse anglaise du xvi^e siècle ; cela aboutira à la destruction complète des communautés religieuses ; durant trois siècles il n'en existera pas dans l'Eglise d'Angleterre ; au xix^e siècle seulement on en verra renaître quelques-unes, comme la Société des Père de Saint Jean l'Evangeliste, ainsi que quelques *nunneries* et *sisterhoods*. La destruction des communautés fut hâtée par l'insurrection connue sous le nom de *Pilgrimage of Grace*, octobre 1536 et durant l'année 1537 d'innombrables monastères furent détruits. Pendant ce temps la Convocation tenait ses séances, Thomas Cromwell y siégeait comme vicaire général laïc à côté des ar-

chevêques et signait les pièces officielles. Le Roi envoya à cette session un document traitant de la foi et des cérémonies qu'il avait fait rédiger ; ce sont les Dix Articles de 1536 ; ils seront plus tard remplacés par d'autres qui, remaniés, aboutiront aux Trente-Neuf Articles. A signaler également un Bill exposant les raisons pour lesquelles le Roi ne serait pas représenté au Concile général tenu alors à Trente.

Ni le Parlement, ni les Convocations ne se réunirent jusqu'à la fin d'avril 1539 ; l'autorité royale se fait sentir encore plus lourdement sur l'Eglise par l'Acte donnant aux proclamations royales force de loi (31 Henry VIII c. viii). La destruction des monastères s'active de plus en plus : 31 Hen. VIII, c. xiii, toutes les abbayes sont dissoutes, leurs biens sont donnés au Roi, les précédentes confiscations sont confirmées ; ce fut le dernier coup porté aux monastères, mais aucun acte ne condamna le principe de la vie religieuse en communauté, si bien que tout naturellement elle put reprendre à la fin du xix^e siècle sans qu'aucune difficulté puisse être suscitée aux nouveaux couvents, même par les plus fougueux évangéliques. L'Eglise perdit également l'influence que lui donnait la présence des abbés à côté des évêques à la Chambre des Lords ; seuls ces derniers restaient maintenant pour la représenter. Dans la même session fut passé l'acte des six Articles (31 Hen. VIII, c. xiv), arme terrible contre les idées protestantes qui commençaient à se répandre en Angleterre ; il fut présenté à la Convocation qui donna son

approbation aux principes théologiques qu'il affirmait.

Les dernières années du règne d'Henri VIII virent voter au Parlement plusieurs actes affectant gravement l'Eglise et principalement les ordres religieux : c'est l'époque où la tyrannie du Roi se fait le plus durement sentir en matière ecclésiastique, 32 Hen. VIII. c. xxiv, Acte donnant à la Couronne les biens de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean. On ne s'était au début attaqué qu'aux couvents de peu d'importance, les grands Ordres, malgré une promesse du Parlement, n'avaient pas tardé à subir le même sort, 32 Hen. VIII, c. xxv, Acte dissolvant le *prétendu* mariage d'Henry avec Anne de Clèves.

L'année 1543, l'attention de la Convocation fut absorbée principalement par des questions d'argent, de dime et de subsides ; on s'occupe aussi de la revision des livres liturgiques ; dès 1535, le nom du Pape avait été rayé de tous les livres religieux. En novembre 1545, s'ouvrit la première session du dernier Parlement d'Henri VIII, deux actes importants y furent passés : 37 Hen. VIII, c. iv, Acte qui mettait à la disposition du Roi tous les collèges, chantries et hôpitaux et 37 Hen. VIII, c. xvii, Acte donnant aux docteurs en droit civil mariés le droit d'exercer une fonction judiciaire ecclésiastique.

Toute la législation d'Henri VIII affectant l'Eglise fut marquée par un caractère conservateur très respectueux des anciennes coutumes et traditions ecclésiastiques ; elle eut seulement au point de vue légal une importante innovation, ce fut de faire loi de l'Etat, toutes les lois de

l'Eglise qui ne furent pas formellement déclarées contraires à la première. Il faut, malgré le caractère si implacablement despotique d'Henri durant ses dernières années, lui rendre cette justice que tous ses actes furent régulièrement votés par le Parlement, que les Convocations furent généralement sérieusement consultées et purent donner leur avis ; les réformes administratives dans l'Eglise d'Angleterre empêcheront bien des conflits qui troubleront les autres états catholiques continentaux.

A sa mort, malheureusement, toute l'autorité va tomber durant la minorité de son jeune fils Edouard VI aux mains du « privy council » à la tête duquel va se trouver, au début, le duc de Somerset, qui avait largement profité des confiscations des biens des religieux anglais ; les autres membres étaient pour la plupart gens assez dénués de scrupules : Rich, Audley, Paget ; deux individus enrichis par le pillage des monastères, Russel et Wentworth ; le fameux Northumberland qui essaiera de troubler au profit de sa famille l'ordre légitime de succession au trône, enfin l'archevêque de Canterbury, Thomas Cranmer, personnage honnête et digne, mais hésitant et incertain au milieu des théories religieuses qui se disputaient alors les esprits légèrement enclin néanmoins aux idées luthériennes. Un courant de réaction va se manifester contre la politique du précédent règne et des tentatives pour rapprocher l'Eglise d'Angleterre du protestantisme continental vont être faites.

Aussitôt au pouvoir le *Privy Council* manifeste ses ten-

tatives d'absolutisme en publiant, sans se préoccuper ni du Parlement ni des Convocations, un livre d'Homélie en partie rédigé par Cranmer dans le sens des innovations religieuses, et en ordonnant de sa propre autorité une visite générale de tous les diocèses d'Angleterre ; les pouvoirs de l'Ordinaire se trouvaient suspendus tant qu'elle devait durer. Le Parlement se réunit enfin le 4 novembre 1547, il débuta en votant un acte établissant des peines contre les fanatiques qui troublaient les cérémonies religieuses et ordonnant que la communion fût désormais donnée aux fidèles sous les deux espèces ; puis un autre supprimant le Congé d'élire pour la nomination des évêques ; la formalité de l'élection par les chapitres était abrogée, ils étaient directement nommés par le Roi. L'ancien ordre de chose sera rétabli par Marie. En janvier 1548 parut une proclamation royale autorisant la suppression de plusieurs cérémonies religieuses, comme l'usage de cierges au *Candlemas Day* et l'usage des cendres au mercredi des Cendres. Elle fut suivie d'un ordre du Conseil d'enlever les images des Eglises, qu'elles aient ou non donné lieu à des abus. La politique d'Henri VIII est de plus en plus abandonnée : 1 Edw. VI, c. xii. Acte qui abroge toute la législation contre les Lollards et contre les hérétiques principalement 5 Rich. II, c. vi. — 2 Hen. V, c. vii et surtout 31 Hen. VIII, c. viii (1).

(1) Il est à remarquer que contrairement aux usages anglais où les lois ne sont généralement pas abrogées, mais tombent en désuétude, les règnes d'Edouard VI et de Marie sont féconds en lois abrogeant formellement les actes de leurs prédécesseurs.

Des idées nouvelles se font également sentir dans la Convocation ; elle lance plusieurs pétitions : l'une demandant la réforme et la refonte du droit canon que promettaient les Actes du précédent roi. Une autre réclamant une place pour le bas clergé dans la Chambre des communes ou que tout au moins la législation concernant l'Eglise ne put passer sans l'assentiment du clergé. Sur ces points elle ne devait pas avoir satisfaction. Elle réclamait également une réforme des services de l'Eglise ; le *Prayer-Book* de 1549 lui donnera satisfaction.

Le Parlement dès sa réunion en novembre 1547, se préoccupait en effet de cette dernière question, un comité, dès janvier 1548, avait mis à jour, un *Order of Communion* en anglais pour accompagner le service de la messe en latin. Auparavant il avait voté, malgré une assez forte opposition, principalement à la Chambre des Lords et malgré la désapprobation de Cranmer, un Acte complétant celui d'Henri VIII (37 Hen. VIII, c. iv) et mettant à la disposition du roi toutes les *chantries*, c'est-à-dire toutes les chapelles appartenant à des particuliers, à des collèges ou à des corporations ainsi que tous leurs biens, terres et donations ; il était en outre spécifié que cet acte ne s'appliquait pas aux Collèges ou Halls des Universités d'Oxford et de Camdridge, à Saint-Mary's College à Winchester, au collège d'Eton, à la chapelle de Saint-Georges à Windsor, pas plus qu'aux chapelles servant aux populations éloignées de l'église paroissiale ; l'argent ainsi obtenu devait servir, disait le dit Acte, à créer des écoles, augmenter les

revenus des Universités et aider à soulager les pauvres ; une grande partie passa dans les mains des membres du Conseil et dans celles de leurs amis, fort peu demeura dans le trésor royal ; il faut rendre cette justice au caractère sincèrement convaincu du jeune Roi qu'il se servit du peu qui restait à l'amélioration des hôpitaux de Bridewell, de Saint-Bartholomew et de Saint-Thomas à Londres et surtout à la fondation de ces « grammar schools » qui sont avec le *Prayer-Book* les seules heureuses innovations que l'Angleterre doive au règne éphémère d'Edouard VI. En janvier 1549, le Parlement avait terminé ses travaux concernant la liturgie ; le 21 janvier passait l'Acte d'Uniformité qui mettait en vigueur la nouvelle liturgie anglaise. Six évêques votèrent contre, soit qu'ils désapprouvassent le livre, soit, ce qui semble plus probable, qu'ils ne pussent en conscience souscrire aux pénalités rigoureuses qui punissaient le refus de s'en servir. La question de savoir si ce livre fut sanctionné par la Convocation n'est pas entièrement résolue ; quoi que Child (1) affirme qu'il reçut son approbation, la négative semble plus probable : aucune trace de sa présentation à la Convocation ne subsiste ; il faudrait, chose bien invraisemblable, admettre qu'il aurait passé sans discussion (2). Le *Book of common Prayer and*

(1) *Church and state under the Tudors.*

(2) Wakeman fait remarquer qu'en juillet 1549 le Conseil, dans une lettre adressée à Bonner au nom du roi, dit que ce livre fut établi « by the learned men of this our realm in their synods and « convocation provincial ». Bonner était évêque de Londres, membre de la Convocation et du Parlement, il serait donc étrange

administration of the sacraments and other Rites and ceremonies of the Church, after the use of the Church of England devient la liturgie officielle, unifiée et légale ; de lui et de lui seul on devra se servir après la prochaine fête de la Pentecôte en Angleterre, dans le Pays de Galles et à Calais. La seconde partie de l'Acte d'Uniformité édicte une série de peines contre les ecclésiastiques qui refuseront de se servir de ce livre ou en emploieraient un autre : au premier délit, ils perdent, au profit du trésor royal, une année du revenu de leur bénéfice ; à la récidive, ils sont passibles d'une année de prison et *ipso facto* leur bénéfice devient vacant. La troisième faute entraîne la prison perpétuelle. Des pénalités analogues frappent toutes les personnes qui parleraient ou écriraient contre le *Prayer Book*. Dix livres d'amende pour le premier délit, vingt au second, au troisième c'est également la prison perpétuelle avec la confiscation des biens. Les délinquants devront être jugés par les justices d'*oyer and terminer, or justices of assize*, dans la session qui suivra immédiatement le délit. Un Lord qui se sera rendu coupable de la troisième faute devra être jugé par ses pairs. Les cours ecclésiastiques auprès des archevêques, évêques, de chacun de leurs chanceliers et archidiacres, pourront également s'informer

qu'on osât lui affirmer une telle chose si elle n'était fausse. Wakeman suggère l'idée que peut-être le livre fut soumis à cette assemblée d'une manière non officielle, sans qu'aucun débat fût provoqué et que le Conseil se serait contenté d'une sorte d'approbation tacite. *History of the Church of England*, p. 274 and 275.

de ces délits, les poursuivre, instruire et punir, à condition néanmoins que le délinquant ne sera pas puni par deux tribunaux différents pour la même faute (1).

Dès le mois de décembre 1547, la Convocation, pour remédier à une situation déplorable, avait sanctionné comme valide le mariage des prêtres au commencement de l'année 1549 par l'Acte 2 and. 3 Edw. VI, c. xxi, le Parlement le consacra également tout en constatant que le célibat est préférable pour les ecclésiastiques ; mais pour faire cesser un état de choses scandaleux, toutes les lois prohibant de tels mariages sont rapportées et puisque, après tout, ils ne sont ni contraires aux Ecritures, ni aux lois de la primitive Eglise, ils pourront désormais être régulièrement célébrés. Cette innovation dut rencontrer une assez forte opposition puisque deux ans plus tard, en 1552, un acte inexplicable fut passé (5 and. 6 Edw. VI, c. xii) : il légitime les enfants des prêtres. Puisque leurs mariages étaient valables, c'était une dérision de venir ensuite déclarer leurs enfants légitimes. On ne parle pas des vœux prononcés par les religieux ; ils sont par conséquent toujours restés pleinement valables et obligatoires, à moins de dispense régulière dans l'Eglise d'Angleterre. Les nouvelles communautés d'hommes et de femmes n'ont donc rien innové au xix^e siècle quand, après une éclipse de trois siècles, la vie religieuse en couvent a recommencé dans l'Eglise anglicane.

(1) Voir le 1^{er} Acte d'Uniformité (2 and 3 Edw. VI, c. 1) dans *Gee and Hardy, Documents, etc.*

En octobre 1549, le duc de Somerset tombe du pouvoir et la régence passe à Warwick, plus connu sous le nom de Northumberland ; c'était un simple intrigant, papiste au fond du cœur, ses intérêts l'entraînent néanmoins avec les réformateurs avancés. L'anarchie religieuse qui caractérise le règne d'Edouard ne fait qu'augmenter. Act. 3 and 4 Edw. VI, c. x, qui décrète la destruction des images et des anciens livres liturgiques en latin ; un des plus déplorables résultats de la réformation, il entraînera la disparition de beaucoup d'œuvres d'art dans les églises ; au ^{xvii}^e siècle, les Puritains achèveront de briser les statues et les vitraux que les réformateurs du ^{xvi}^e siècle auront épargnés. Par l'Acte 3, and 4 Edw VI, c. xi, on renouvelle l'acte d'Henri VIII promettant l'établissement d'une commission de 32 personnes pour reviser les lois ecclésiastiques. En 1550, la sanction du Parlement fut donnée à un nouvel Ordinal réglant la cérémonie de la consécration des évêques, prêtres et diacres (1) ; il devait être joint au *Prayer Book* ; la liturgie et l'Ordinal anglican devenaient ainsi une part de la législation civile anglaise ; c'est encore au point de vue des relations entre l'Eglise et l'Etat une importante innovation. Les années 1550 et 1551 voient se produire des changements dans l'esprit des réformateurs

(1) C'était en plus grande partie une traduction de l'ancien ordinal de Sarum (Salisbury) ; toutes les principales cérémonies catholiques de l'ordination étaient soigneusement conservées. Il avait été rédigé par une commission composée d'évêques et de théologiens nommés par la Couronne.

les plus avancés ; d'importants ont lieu dans l'épiscopat Bonner, privé de l'évêché de Londres, se voit remplacé par un des partisans les plus radicaux des idées nouvelles : l'évêque Ridlèy ; plusieurs autres évêques, trop fidèles à la politique d'Henri VIII, se voient privés de leurs sièges ; on commence la destruction des autels, les idées des réformateurs continentaux se répandent rapidement en Angleterre et on voit déjà se former un parti qui dans quelques années devra se séparer de l'Eglise anglicane. Ce parti voyant son influence augmenter obtient une revision du *Prayer Book* dans le sens de ses idées ; en 1552, le Parlement vote un second acte d'Uniformité promulguant un nouveau livre de liturgie légèrement retouché (5 and 6 Edw, VI c. 1). Cet Acte déclare que celui de 1549 demeure en pleine vigueur ; il fait une obligation de l'assistance aux offices de la paroisse ; le fait d'assister à des cérémonies religieuses publiques autres que celles du *Prayer Book* est un délit punissable devant les *justices of assize, justices of oyer and terminer justices of peace* : pour la première faute, d'un emprisonnement de six mois, pour la seconde d'une année et de la réclusion perpétuelle pour la troisième ; il faut en outre pour la condamnation le témoignage de douze personnes ou l'aveu de l'inculpé. Cet Acte met en outre en vigueur l'Ordinal de 1550 qui subit lui aussi quelques retouches peu importantes. L'ingérence de l'Etat dans les affaires religieuses devient de jour en jour plus grande ; la Convocation ne fut certainement même pas consultée sur cette seconde édition. Un affront plus

grave encore va lui être fait avant la mort d'Edouard.

Pour mettre fin aux perpétuelles controverses doctrinales, plusieurs théologiens, Cranmer en tête étaient en train de rédiger une sorte de déclaration sous la forme d'articles que tout clegyman promu à un bénéfice devait accepter. Elle se présentait sous la forme quarante-deux Articles, le Conseil les approuva et ordonna leur publication sans se donner la peine de consulter la Convocation, mais eut néanmoins l'audace, en les publiant en mai 1553, de déclarer qu'ils avaient reçu l'approbation des évêques et des autres docteurs dans le synode tenu à Londres en 1552 (1). L'Eglise perdait toute autorité et toute indépendance ; une anarchie lamentable régnait à peu près partout on ne pouvait prévoir jusqu'où l'on serait conduit ; mais cet état de choses ne devait pas durer ; quand furent publiés les Quarante-Deux Articles, le jeune Edouard VI était mourant ; il avait encore, poussé par Northumberland, signé une réglementation de la succession royale en faveur d'une cousine de ce dernier, Lady Jane Grey ; cela dans l'espoir de maintenir les réformes religieuses. Edouard mourut le 6 juillet 1553.

L'illégalité monstrueuse, commise au détriment de la princesse Marie par son frère, ne réussit d'ailleurs pas.

(1) Voici leur titre : *Articles agreed on by the Bishoppes and other learned menne in the Synode at London, in the yere of our Lord Godde M.D.LII for the avoiding of controversie in opinions, and the establishment of a godlie concorde, in certaine matiers of Religion. Published by the Kinges Majesties commandement, in the Moneth of Maie. Anno Domini 1553.*

Marie Tudor, fille d'Henri VIII et de Catherine d'Aragon l'héritière légitime fut proclamée reine (1). Elle était très opposée au nouvel état de choses ; fort attachée aux anciennes idées religieuses ; n'eût-elle fait que mettre fin à la lamentable anarchie du règne de son frère en revenant à la politique religieuse des dernières années d'Henri VIII, elle eût établi sur des bases solides pour l'avenir les relations entre l'Etat et l'Eglise et peut-être empêché bien des luttes et des difficultés sans nombre ; malheureusement cette princesse, qui avait été indignement traitée sous les deux règnes précédents suivit rapidement une politique de réaction violente et de persécution contre les évêques du règne précédent, ce qui fit juger sévèrement et souvent injustement son caractère et ses actes. Elle fut plus malheureuse que cruelle ; elle subit le sort de ceux qui ne réussissent pas dans leurs entreprises ; tout le monde se retourna contre elle : les partisans des réformes l'insultèrent dans leurs écrits et lui donnèrent le surnom de « Marie la Sanglante » ; elle eut à subir l'ingratitude de Rome qui devait à la fin de son règne susciter toutes sortes de tracasseries à celui qui l'avait tant aidée dans sa politique : le cardinal Réginald Pole (2). Elle eût pu rétablir l'ordre dans les affaires religieuses si troublées sous son

(1) Warwick fut exécuté le 21 août 1553 et Lady Jane Grey, le 12 février de l'année suivante.

(2) Le pape Paul IV était particulièrement mécontent de l'alliance entre l'Angleterre et l'Espagne, par suite du mariage de Marie avec Philippe II, et ne trouvait pas Pole suffisamment docile.

frère ; elle eût pu, en écartant seulement les réformateurs radicaux, maintenir à l'Église son caractère strictement catholique tout en conservant les modifications devenues nécessaires et populaires ; la réaction violente ne fera qu'ajouter encore aux difficultés religieuses qu'à sa mort sa sœur aura à envisager.

Dès le 18 août, elle fit publier une proclamation au sujet des questions religieuses. Ce document se présente sous une forme assez modérée ; elle veut mettre fin aux luttes religieuses tout en restant dans l'ancienne foi ; elle veut supprimer une des plus grandes plaies du règne de son frère, les licences accordées aux prédicateurs irréguliers qui s'en allaient à travers le pays semant les idées les plus extravagantes. Son premier Parlement vota rapidement un acte révoquant quelques-unes des extensions qui avaient été faites aux statuts de *Præmunire* et à l'Acte sur le crime de trahison (1, Mary, sess. 1, c. 1) et un autre (1, Mary S. 2. c. 1) déclarant la légitimité de la reine et annulant les actes qui y étaient contraires. Durant l'automne 1553 fut passé un acte abolissant neuf statuts importants du précédent règne (*Mary's first Act of Repeal*. 1. Mary S. 2, c. 11). Il abroge entre autres l'acte permettant la communion sous les deux espèces ; celui sur l'élection des évêques (le *Congé d'élire* est donc rétabli) ; les deux actes d'Uniformité et par suite le *Prayer-Book* et l'*Ordinal* ; l'acte sur le mariage des prêtres et celui légitimant leurs enfants. La liturgie et l'administration des sacrements seront telles qu'elles étaient à la mort d'Henri VIII. L'influence de la

Couronne est toujours prépondérante. Marie, qui porte toujours le titre de *Supreme head in the earth of the Church of England*, adresse en mars 1554 une série d'injonctions aux évêques (1) et cela de sa propre autorité : aucun serment de suprématie ne devra être exigé, les prêtres mariés devront être séparés de leurs femmes ; plusieurs cérémonies secondaires sont rétablies.

Au commencement d'avril de la même année, le Parlement se réunit et manifesta des velléités d'indépendance. Le bill autorisant le mariage de Marie avec Philippe II d'Espagne passa aux deux Chambres quoique la nation anglaise vît cette union avec regret (2) ; mais trois bills présentés par Gardiner, évêque de Winchester : 1° pour le rétablissement des six Articles ; 2° pour remettre en vigueur les statuts contre les Lollards et 3° pour restaurer la juridiction épiscopale, furent également repoussés ; le premier ne put même obtenir une seconde lecture, les deux autres passèrent aux communes, mais ne purent même pas être présentés aux Lords. Le Parlement fut dissout avant qu'on ait pu aboutir à quelque chose.

En novembre 1554, se réunit un nouveau Parlement dont les premiers actes sont de lever toutes les peines portées contre Pole et de lui permettre de rentrer en Angleterre et de voter un acte (1 and 2 Philip and Mary,

(1) *Gee and Hardy*, n° LXXIV. The injunctions of Queen Mary. A. D. 1554.

(2) Le mariage eut lieu le 25 juillet 1554 dans la Cathédrale de Winchester.

c. vi) remettant en vigueur les lettres patentes de 1382 et les actes d'Henri IV et d'Henri V contre les hérétiques. A la fin de la même année passe aux deux Chambres l'acte le plus important de ce règne : c'est un second « act of Repeal » (1 and 2 Philip. and Mary, c. viii) (1) remettant les affaires ecclésiastiques dans la situation où elles étaient vers 1529, avant la querelle avec le Pape. La réconciliation de l'Eglise anglicane avec Rome était donc complète à partir de ce moment. Le Parlement supplie la reine et le roi d'exprimer le repentir de la nation au cardinal Pole, légat *de latere* du Saint-Siège : sont rapportées toutes les lois du règne d'Henri VIII contraires à la juridiction papale sur l'Eglise, entre autres celle contre les appels en Cour de Rome, sur la restriction des annates, l'acte de soumission du clergé, l'acte de suprématie royale (la reine renonce au titre de *Supreme head*), etc. A cet acte était jointe une déclaration du cardinal Pole absolvant le royaume de toute peine et censure ecclésiastique ; il promettait également que tous les tenanciers et acquéreurs de biens ecclésiastiques ne seraient pas inquiétés (2). Les fondations ;

(1) *Gee and Hardy*, LXXVI.

(2) On leur conseillait néanmoins de restituer ces biens : « And
« although we have released all moveable goods of the churches,
« without distinction, to those who hold them, nevertheless we
« wish them to be admonished, that — having before their eyes
« the severity of Divine judgement against Belshazzar, king of
« Babylon, who converted to profane uses the holy vessels which
« had been taken from the Temple, not by himself, but by his
« father — they should restore these [goods] to their proper
« churches, if they exist, or to others ». *Gee and Hardy*, LXXVI, p. 402.

d'hôpitaux et d'écoles faites sous le règne d'Edouard VI étaient confirmées. Le Parlement confirme également toutes ces promesses ; il abroge l'acte d'Henry VIII qui déclarait nulles les bulles papales ; elles seront désormais mises à exécution dans le royaume ; à condition, spécifie-t-on néanmoins, qu'elles ne contiendront rien de contraire aux prérogatives royales et aux lois du pays. Le Parlement a soin d'ajouter que rien dans cet acte ne devra être interprété dans un sens contraire aux prérogatives, libertés, franchises, prééminences et juridictions de la Couronne. A signaler également un autre acte complétant celui-ci par lequel la reine renonce aux *fieri fruits* et aux *tenth*s.

Loin de ramener l'ordre et l'harmonie dans les relations entre l'Eglise et l'Etat, ces dernières mesures ne feront que compliquer encore la situation devant laquelle va se trouver à la mort de Marie sa sœur Elizabeth. La nation était lasse du désordre du précédent règne et des excès des réformateurs ; Marie, au lieu de ramener simplement l'Eglise dans la voie où l'avait maintenue son père, se jeta dans une aveugle réaction que certes les malheurs de sa jeunesse excusent, mais qui dépopularisa son œuvre et remit en faveur les idées des réformateurs avancés. Ses persécutions qui avaient chassé beaucoup d'ecclésiastiques anglais sur le continent furent cause de leurs rapports avec les protestants d'Allemagne, de France et de Suisse ; ils rapportèrent leurs principes en Angleterre ; contre eux Elizabeth devra lutter pour le maintien de l'Eglise et ils

sèmeront dans ce pays les principes de la dissidence. Comme le fait remarquer Wakeman, ces persécutions s'expliquaient d'autant moins qu'après l'exécution de Jane Grey son trône n'était plus menacé ; certes, Granmer s'était compromis dans la tentative faite pour placer sur le trône la famille des Northumberland, et son supplice peut ainsi s'expliquer ; mais comment justifier le traitement de Hooper, Latimer, Ridley et Ferrar qui étaient, comme le remarque cet auteur, des hommes dont l'influence était uniquement religieuse et non politique. Quand mourut Marie en 1558 (1), Elizabeth eut tout à remettre en ordre ; elle y parvint et les anglo-catholiques peuvent dire que c'est à son règne que leur Eglise est redevable de son maintien en Angleterre.

Le 27 décembre 1558, Elizabeth lança une proclamation interdisant les prédications et ne permettant que la lecture de l'Épître, de l'Évangile et des Dix Commandements en anglais ; le principal conseiller de la reine était à ce moment Sir Robert Cecil. En janvier, le Parlement et la Convocation se réunirent et eurent immédiatement à se préoccuper de la situation religieuse du Royaume ; en janvier 1559, passa le fameux acte de suprématie d'Elizabeth, restaurant l'ancienne juridiction (1 Eliz., c. 1) ; il rapporte le second *Act of Repeal* de Philippe et Marie et remet en vigueur une grande partie de la législation d'Henri VIII contre les ingérences papales dans l'Eglise :

(1) Le 17 novembre, le cardinal Pole mourait quelques heures après la Reine.

principalement les actes contre les appels portés à Rome (24 Hen. VIII, c. xii); l'acte de soumission du clergé; les deux actes sur le paiement des annates à Rome et sur l'élection et la consécration des évêques (23 Hen. VIII, c. xx, and 25 Hen. VIII, c. xx); celui sur la suppression des dispenses papales et du denier de saint Pierre. Cependant tous les actes abrogés par celui de Philippe et Marie et qui ne sont pas nommément désignés demeurent annulés; est également remis en force l'Acte d'Edouard VI contre ceux qui parlent mal du Sacrement du Corps et du Sang du Christ et qui autorise la réception de la communion par les laïcs sous les deux espèces. Celui du précédent règne qui rétablissait les anciennes lois contre les hérésies (1 and 2. Philip and Mary, c. vi) est abrogé; il est nettement affirmé en outre qu'aucun pouvoir ecclésiastique étranger ne peut exister dans ce royaume; la reine peut établir des commissaires pour exercer une juridiction ecclésiastique, mais l'Acte ne reconnaît pas pour cela un pouvoir religieux à la Couronne; il ne fait que sauvegarder, peut-être un peu trop jalousement, son autorité suprême sur les affaires civiles et judiciaires touchant l'Eglise. Un serment de suprématie est exigé de tout archevêque ou évêque, de tout ecclésiastique entrant en possession d'un bénéfice, comme de tout fonctionnaire laïc. Il doit rejeter toute autorité et juridiction étrangère et reconnaître la Reine comme suprême gouverneur (1)

(1) I. A. B., do utterly testify and declare in my conscience, that the Queen's highness is the only supreme governor of this

des choses spirituelles et ecclésiastiques ; aussi bien que temporelles : Elizabeth avait la sagesse de répudier le titre contestable pris par son père de *Supreme Head*. Des pénalités sont édictées contre les récusants ; ils perdent de droit l'office qu'ils remplissaient. Le serment est également nécessaire pour recevoir les ordres et pour prendre un grade dans une Université. Le fait de parler en faveur du maintien d'une autorité étrangère est puni de confiscation et d'emprisonnement ; la seconde récidive est assimilée au crime de haute trahison et punie de la peine de mort.

Au même moment, Elizabeth faisait publier une série d'injonctions, reproduisant en partie celles qu'en 1547 son frère avait édictées. Elles se préoccupent du rétablissement de l'ordre, de la tenue et de la discipline dans les affaires religieuses ; condamnent comme superstitieuses certaines pratiques et déclarent qu'elles devront dorénavant être cessées. Ces injonctions faisaient prévoir que la situation actuelle n'était que provisoire. Elle fut réglée dès les premiers mois de cette même année 1559 par l'acte d'uniformité (1. Eliz., c. 2) qui rétablit le second *Prayer Book* d'Edouard VI, très légèrement modifié. C'est peut-être le plus important des actes religieux de ce règne ; la nouvelle liturgie devra servir dans tout le royaume et les possessions de la reine ; le fait de se servir d'une autre est

realm, and of all other her highness's dominions and countries, as well in all spiritual or ecclesiastical things or causes, as temporal...

un délit punissable qui, prouvé par la déposition de douze personnes ou par la propre confession du coupable, fait perdre à celui-ci le revenu d'une année de ses bénéfices et le fait condamner à six mois d'emprisonnement ; au second délit, perte complète de tous les bénéfices et emprisonnement d'une année ; au troisième, prison perpétuelle. Le fait de parler d'une manière quelconque contre ce livre est également puni : cent marks à la première offense, quatre cents à la seconde ; à la troisième, perte de tous les biens et emprisonnement durant toute la vie. Chaque sujet est obligé sous peine d'amende d'assister chaque dimanche au service de sa paroisse. Quant à la procédure à suivre pour poursuivre les coupables, on revient au système qu'avait établi l'acte d'Edouard ; ce sont les justices d'*oyer and terminer* et les *justices of assize* qui en ont la charge. Le coupable ne peut être condamné qu'à la session qui suivra sa faute ; pour la troisième récidive, les Lods sont jugés par leurs pairs. La juridiction de l'Ordinaire est également chargée de poursuivre les récusants ; mais ils ne pourront être punis pour la même faute que par une seule condamnation. Tous ces nouveaux arrangements ne paraissent avoir reçu aucune sanction ecclésiastique ; la Convocation ne fut certainement pas consultée sur le *Prayer Book* de 1559 et sur l'Acte de Suprématie. La législation postérieure va encore avoir pour but principal de détruire l'œuvre de Marie : 1 Eliz., c. IV acte restituant à la Couronne les premiers fruits des bénéfices ecclésiastiques. Un autre (1 Eliz., c. xix) permit à la Reine de prendre posses-

sion de certains biens épiscopaux durant la vacance du siège ; ce dernier recevait en compensation la valeur des dîmes. La reine reçut également le droit de faire des ordonnances touchant les églises collégiales et les écoles (1 Eliz., c. xxii). Une loi restitua également leur situation aux clergymen qu'avait révoqués le précédent gouvernement.

Durant l'été 1559, des Commissaires furent envoyés à travers le royaume pour administrer le serment de suprématie aux évêques et au clergé. Les premiers, qui étaient presque tous des créatures de Marie, refusèrent sauf Kitchin, évêque de Llandaff; les évêques récusants étaient au nombre de treize. Ce fut la seule protestation contre le nouvel ordre de choses ; le clergé en masse l'accepta ; il comprenait, au dire de l'historien Camden, environ 10.000 membres ; il est certain que moins de 300 seulement suivirent l'exemple des évêques de Marie. L'Eglise et la nation consacraient le nouvel ordre de choses et la répudiation de la juridiction papale ; les récusants perdirent leurs sièges ; plusieurs évêques nommés par Edouard VI revinrent dans leur ancien diocèse. Il faut ajouter à l'honneur du gouvernement qu'aucune persécution n'accompagna ces réformes. Le nouvel archevêque de Canterbury, Matthew Parker, homme sage et d'opinion modérée, digne de seconder la bienfaisante politique d'Elizabeth, fut élu par le « Congé d'élire » le 18 juillet. En décembre, il était consacré suivant le nouvel ordinal dans la chapelle du Palais de Lambeth par Barlow évêque de Bath et Wells, Hodgkin, évêque suffragant de Thetford, tous deux consacrés an-

térieurement suivant le vieux rite de Sarum (1) ; Scory, évêque de Chichester, et Coverdale évêque d'Exeter, sacrés suivant l'ordinal de 1550. Quelques jours après, le même Parker consacrait onze évêques ; la nomination de l'épiscopat par la Couronne et sa consécration par le moyen d'un Ordinal approuvé par le Parlement est désormais réglée, en même temps que la succession épiscopale apostolique dans l'Eglise d'Angleterre est assurée.

En 1562, le second Parlement et la deuxième Convocation du règne ont à nouveau à se préoccuper des affaires religieuses. Une loi renforçant l'autorité de la reine et soumettant aux peines du statut de *Præmunire* ceux qui prendraient la défense d'une autorité étrangère dans le royaume passe aux Communes et aux Lords ; pendant ce temps la Convocation se préoccupe de réviser les Quarante-Deux Articles d'Edouard VI ; elle les rédige dans une forme meilleure et les réduit à trente-neuf ; ils sont acceptés par les archevêques, évêques et tout le clergé, mais ne sont encore qu'un document purement religieux.

Malgré toute cette œuvre de réorganisation, le désordre régnait encore dans les églises et les divergences les plus grandes continuaient ; quelques-unes avaient conservé un autel, d'autres n'avaient plus qu'une table ; même manque d'unité pour les vêtements. Dès 1564, Sir Cecil s'en plaint dans un de ses rapports ; la reine, très attachée aux anciennes cérémonies, sent, de même que Parker, qu'il faut

(1) Salisbury.

remédier à cet état ; l'archevêque de Canterbury rédige une série d'avertissements au clergé dans un sens très modéré, faisant même par leur silence quelques concessions aux puritains, particulièrement dans la question des vêtements ; ce qui fut vraisemblablement la cause du refus deux fois répété de la reine d'y apposer sa signature. Parker dut s'en passer et les publier. Le manque de sanction royale fait que l'autorité de ces Avertissements de 1566 est des plus douteux. On commence également à se préoccuper sérieusement des réunions religieuses illégales que tiennent des puritains ; en 1567, environ cent personnes sont arrêtées à Plumbers Hall par le shériff de Londres, pour avoir assisté à la célébration illégale d'un mariage.

Enfin, l'année 1570 voit se produire un acte désastreux. Le Pape Pie V, qui avait dès l'année précédente préparé une bulle d'excommunication contre Elizabeth, la publia le 12 février, à la stupeur de l'Europe catholique, car il y dépose la reine, délie ses sujets de leur devoir de fidélité (1) et fait appel à la France et à l'Espagne. Ce document fut placardé par un certain Felton sur la porte du palais de l'évêque de Londres, à Fulham, et mis ainsi sous les yeux des Anglais. Les sujets de la reine, restés fidèles à la juridiction romaine, devaient désormais se séparer de la vieille Eglise d'Angleterre, et être considérés comme traîtres à leur souveraine, cela de la volonté même de leur

(1) Il avait déjà, l'année précédente, donné son appui aux rebelles du Nord.

chef. Eux, qui auparavant continuaient à entendre les offices dans leurs églises paroissiales avec leurs concitoyens, durent, s'ils voulaient rester fidèles à Rome, s'en abstenir et tenir des réunions clandestines qui bientôt seront regardées comme un délit. Ils auront à subir des lois restrictives de leurs droits, même des persécutions, les uns victimes de leur conviction sincère et des fautes politiques de Rome; les autres pour avoir obéi aux plus criminelles suggestions, allant jusqu'à conseiller l'assassinat de la reine, ou pris part aux complots qui se tramaient à Douai et à Reims contre le gouvernement et l'Eglise de leur pays. Cette dernière néanmoins ne se laissa pas intimider par les menaces étrangères, elle continua son œuvre d'organisation; en 1571, un second livre contenant 24 Homélies fut approuvé et publié (1). La Convocation se préoccupait de rédiger des Canons, mais la reine ayant refusé de les signer, ils devinrent lettre morte. Le Parlement vota un Acte pour répondre à la bulle de Pie V (13 Eliz., c. 11) contre l'introduction des bulles *and other superstitious things*. Les Puritains s'agitaient pour une révision du *Prayer-Book* dans le sens de leurs idées; grâce à la politique et à la volonté énergique de la reine, ces tentatives n'aboutirent pas. Au contraire, il fut encore plus strictement maintenu; un Acte fut apporté au Parlement et voté par les deux Chambres (2), ratifiant les Trente-Neuf

(1) Le livre des *Homélies* d'Edouard VI (le premier) en contient 12.

(2) 13 Eliz. c. xii. Voir *Gee and Hardy*, page 477.

Articles de 1562, que cette même année la Convocation avait à nouveau promulgués; tout évêque non consacré d'après l'Ordinal d'Edouard devra les souscrire sous peine de destitution. Tout ecclésiastique soutenant des doctrines contraires à ces Articles devra également être révoqué. Pour être admis au bénéfice d'une cure, il faudra être âgé d'au moins vingt-trois ans, être diacre et avoir auparavant souscrit les Trente-Neuf Articles. On ajoute que pour avoir un bénéfice supérieur à la valeur de 30 livres par an, il faudra être au moins bachelier en divinité. Les Articles de Religion sont donc devenus, en 1571, une véritable loi de l'Etat imposée comme test à tout clergyman de l'Eglise d'Angleterre.

L'Eglise anglicane commence à se replacer sur des bases solides après les profonds ébranlements des règnes précédents; aussitôt promu à la dignité d'archevêque de Canterbury, Whitgift publie une série d'articles qu'il envoie à tous les évêques, dans lesquels il montre un grand souci pour le maintien de l'ordre et de l'uniformité (1583). Le Parlement s'occupe de protéger l'Angleterre contre les attaques des sectes dissidentes: 23 Eliz., c. 1., Acte pour maintenir les sujets de Sa Majesté dans l'obéissance qu'ils lui doivent; et dirigé principalement contre les romains-catholiques et les puritains. Un autre, 27 Eliz., c. 11, est dirigé contre les Jésuites et les séminaristes élevés sur le continent; il a pour but de garantir l'Angleterre de ces missions romaines-catholiques qui commençaient alors à s'y répandre et quelquefois à y préparer des complots, il

édicte des peines assez rigoureuses ; les personnes désignées par cet acte peuvent néanmoins échapper en se soumettant à un évêque et en prêtant le serment d'allégeance. En 1587 et 1593, de nouvelles lois sont passées pour protéger la reine et l'Eglise contre les incessantes conspirations et marquent le commencement d'une ère de répression, mesures auxquelles le gouvernement est acculé malgré lui ; les unes sont dirigées contre le parti romain ; les autres contre les puritains qui vont bientôt devenir les dissidents.

III

Arrivé à ce point de l'histoire des relations entre l'Eglise et l'Etat en Angleterre, on peut se demander et chercher à envisager rapidement quels ont été les résultats des différents actes passés sous les Tudors et qui constituent ce que l'on est convenu d'appeler la réformation anglaise, quoiqu'en réalité le grand mouvement religieux et politique qui a reçu ce nom ne se termine qu'en 1662, à l'arrivée de Charles II, et au rétablissement de l'Eglise. Cependant dans les dernières années du règne d'Elizabeth nous pouvons constater que les résultats de ce grand mouvement sont nettement affirmés et établis ; les actes subséquents jusqu'à la Révolution auront seulement pour but de les protéger contre les attaques venues de côtés différents.

Un fait est d'abord certain, le lien qui unissait l'Eglise à l'Etat s'est fortement resserré durant le milieu du **xvi^e** siècle ; nous avons vu toutes les lois ecclésiastiques non formellement abrogées devenir non plus seulement des lois protégées par l'Etat, mais ses propres lois, enforcées par lui-même : en ce qui concerne la discipline religieuse, il n'a rien changé puisque la refonte des lois ecclésiastiques

promise ne devait jamais aboutir ; au point de vue des croyances, il ne cherche en rien à innover, tout au contraire Henri VIII et Elizabeth se montrent fortement attachés aux anciens dogmes et à la hiérarchie traditionnelle ; les réformateurs protestants essayent bien, grâce à l'appui du conseil et du profond désordre qui régnait alors, à faire triompher leurs idées sous Edouard VI : mais rien ne put aboutir et à la fin du règne d'Elizabeth ils devront où se soumettre ou se séparer d'une Eglise dans laquelle leurs opinions ne leur permettent plus de demeurer. Un autre caractère propre à la législation de cette époque, c'est encore le besoin d'uniformité et de centralisation en matière religieuse ; le pouvoir royal devenu très fort (les Tudors ont été les plus absolus des souverains anglais) après avoir resserré l'union entre l'Eglise et la Couronne, entendent maintenant donner à celle-ci une liturgie commune pour tout le royaume et en même temps la protéger énergiquement contre les ennemis de toute nature. La principale modification administrative est un changement dans la juridiction ; l'autorité papale est abandonnée et répudiée. L'Eglise anglicane entend désormais pouvoir faire ses règlements ecclésiastiques et régler elle-même sa discipline sans recourir à l'autorité romaine ; de là quelques pouvoirs nouveaux donnés à l'Archevêque de Canterbury ; une plus grande autorité au roi dans les questions temporelles et plus tard, mais seulement plus tard, une importance nouvelle accordée aux Convocations. L'administration des biens ecclésiastiques ne changea pas ; elle conti-

nua à s'exercer comme par le passé ; la suppression des ordres religieux et la confiscation de leurs biens diminuèrent a l'influence et la richesse de l'Eglise mais ne modifièrent en rien ni son système de propriété, ni sa discipline.

Néanmoins le premier Acte d'Uniformité de 1549 a créé une situation tout à fait particulière à l'Eglise d'Angleterre : un livre de liturgie, le *Book of Common Prayer*, s'est trouvé voté par le Parlement et devenir aussi une véritable loi de l'Etat, un document auquel rien ne peut être changé que par une loi ; c'est cet état de choses que l'acte de 1559 a remis en vigueur et qui existe encore aujourd'hui. Il est donc intéressant de savoir de quoi se compose ce livre de prières qui se trouve être également un acte du Parlement.

Ce serait une erreur de dire que les législateurs du temps d'Edouard VI ont donné à l'Eglise sa liturgie ; en réalité, ils n'ont fait que continuer l'œuvre d'Henri VIII. Celui-ci avait fait loi de l'Etat tous les canons ecclésiastiques ; sous le règne de son fils on fit de même pour les cérémonies religieuses ; mais là encore on n'innova pas d'une manière très importante, on se contenta de compiler les vieilles liturgies latines alors en usage, à en supprimer quelques éléments secondaires, à les fondre, les traduire en langue vulgaire et ce fut tout. Si nous examinons le *Prayer Book* de 1549, de beaucoup le meilleur, nous voyons qu'il comprend, après une préface exprimant pourquoi il fut rédigé, une table et un calendrier donnant

pour chaque jour, chaque dimanche et fête l'indication d'une leçon tirée de la Bible à lire ; deux cérémonies, une pour le matin et l'autre pour le soir, *Matins and Evensong*, le service de la Communion *commonly called Mass* et en réalité, en effet, la messe catholique en anglais avec quelques modifications secondaires, les introïts, collectes, épîtres et Evangiles du dimanche et des fêtes ; les litanies et l'administration des autres sacrements. L'Ordinal qui y fut joint en 1550 contient en anglais la manière traditionnelle de consacrer les diacres, prêtres et évêques : avec en plus un serment de suprématie à prêter avant toute ordination. Il ajoute en outre que le Psautier devra être récité en entier chaque mois aux services du matin et du soir.

Les idées des réformateurs avancés qui dominaient sous ce règne entraînèrent en 1552 une revision du *Prayer-Book* et nous voyons à nouveau la même procédure recommencer : le Parlement voter et enregistrer par une loi cette nouvelle édition modifiée. Elle l'était dans un sens radical et puritain qui s'attaquait surtout au service de la Communion : le mot *mass* disparaissait ; les vêtements, qui avec la première édition étaient pour ce service les mêmes qu'auparavant, n'étaient plus avec celle-ci qu'un simple surplis ; tout autre était proscrit ; plusieurs suppressions étaient faites dans ce service principalement et dans le sens des idées luthériennes. Il ne fut pas longtemps en vigueur et ne fut même pas établi dans toutes les parties du royaume ; la mort d'Edouard étant venue changer l'état de choses.

Quand Elizabeth voulut le remettre en vigueur, ses opinions l'auraient plutôt entraîné vers le livre de 1549 ; malheureusement cela n'était guère possible ; les hommes qui avaient soutenu la politique de son père étaient ou morts ou dispersés ; leur influence avait disparu ; elle se trouvait entourée d'hommes qui avaient vu avec plaisir les modifications de 1552 ; bien plus, durant le règne précédent, ils s'étaient réfugiés soit à Zurich, soit à Genève et leurs relations avec les réformateurs suisses les avaient plutôt conduits à considérer l'œuvre de 1552 comme excellente, mais provisoire, devant être suivie d'une nouvelle réforme de la liturgie anglaise dans le sens de celle de Genève. La reine le comprit et c'est le second *Prayer-Book* qu'elle entreprit de restaurer en lui faisant subir, surtout dans le service de la Communion, quelques additions et quelques retranchements dans le sens catholique. Puis quant aux vêtements, voici ce qu'il y était dit : « Tous les ornements de l'Eglise et des ministres, pour
« toutes les fonctions de leur ministère, devront être con-
« servés tels qu'ils étaient en usage dans cette Eglise
« d'Angleterre, par l'autorité du Parlement, dans la se-
« conde année du règne du roi Edouard VI. » C'est-à-dire du 28 janvier 1548 au 27 janvier 1549 ; avant même la publication du premier *Prayer-Book*. C'est encore cette *Ornamental Rubric* qui se trouve au *Prayer-Book* actuel ; les légères modifications faites en 1662 ne l'ont point en effet touchée ; il en résulte que les seuls vêtements et ornements permis sont ceux qui existaient à la mort

d'Henri VIII ; ce sont donc les *low churchmen* qui ne portent jamais que le surplis et suppriment les cierges et autres ornements qui se trouvent violer la rubrique obligatoire ; ce qui ne les empêche pas d'avoir mené et de mener encore (1) une vigoureuse campagne contre les

(1) La plus célèbre affaire de persécution contre les ritualistes fut le procès intenté à l'évêque de Lincoln, il y a quelques années. Il dura 5 ans : on lui reprochait diverses pratiques ritualistes ; il fut traduit devant un conseil d'évêques, sous la présidence du Métropolitain ; il fut, par eux, absous des divers chefs d'accusation, sauf de deux : le mélange de l'eau et du vin pendant le service et l'usage des cierges (pratiques pourtant courantes aujourd'hui et nullement illégitimes). L'affaire eut également une sanction civile ; le Conseil privé (Privy Council) rendit une sentence confirmant purement et simplement la décision de la Cour ecclésiastique de Canterbury. C'était un expédient habile.

Une autre misérable affaire a éclaté récemment et n'est pas encore réglée : l'évêque de Newcastle (Dr. Straton) vient de refuser la licence au prêtre qui dessert une église de mission dans la ville de Newcastle, Mission of the Holy Spirit, parce que ce dernier (Rev. Vibert Jackson) refusait de lui promettre de ne pas se servir pour le service de Communion des vêtements requis par le Prayer-Book. Ce prêtre avait fait à l'évêque plusieurs concessions ; il consentait à supprimer quelques pratiques ritualistes, mais restait inébranlable dans la question des vêtements et refusait de faire la promesse de ne se servir que du surplis ; après de nombreux échanges de lettres reproduites dans les journaux, l'évêque a maintenu son étrange décision et jusqu'à présent le Rev. Vibert Jackson n'a pu faire valoir ses droits. Après un essai il a dû cesser la célébration de la Communion dans son église devant les menaces de l'évêque. Le même évêque refuse également la licence, et pour la même raison, au Rev. C. E. Osborne, recteur de Wallsend. Cet exemple de tracasserie illégale est heureusement fort rare et les vêtements de la Communion sont en

clergymen qui se conforment aux prescriptions du *Prayer-Book*. Le seul argument très peu solide sur lequel ils s'appuient sont les « Advertisements » de 1566, mais outre que les termes dont ils se servent sont assez vagues, nous avons vu combien leur autorité est douteuse et en outre le *Canterbury report about Eucharistic Vestments* montre qu'ils ne s'adressaient qu'à la province de Canterbury et ne furent même pas publiés dans celle d'York. Tel est le *Prayer-Book* de l'Eglise d'Angleterre, dont elle se sert actuellement, sauf quelques retouches insignifiantes en 1662. Il lui fut donné dans sa forme actuelle par le Parlement, au début du règne d'Elizabeth ; l'acte d'Uniformité qui l'établit est par conséquent encore en vigueur, excepté dans sa partie pénale, depuis l'établissement de la tolérance religieuse ; mais encore le clergyman de l'Eglise d'Angleterre qui actuellement refuserait de s'en servir pourrait être puni de la perte de son poste et ce, en vertu d'une loi civile.

On ne peut pas plus dire pour ce livre que pour les autres réformes de l'époque que l'Etat cherchait à innover en matière religieuse ; puisqu'il n'est qu'une traduction d'anciennes liturgies. D'ailleurs, en 1560, Pie IV, par un acte de sagesse, chargeait Parpaglia, son envoyé auprès d'Elizabeth, de lui offrir la reconnaissance du *Prayer-Book*

usage dans un grand nombre d'églises en Angleterre et ce, avec l'approbation des évêques.

Voir les numéros du *Church Times* du 30 octobre et du 6 novembre 1908.

à condition de le recevoir des mains du Pape : l'affaire n'aboutit pas.

Un autre document intéressant la constitution de l'Eglise et ses rapports avec l'Etat fut le tableau (1) des degrés de parenté empêchant le mariage que fit dresser l'archevêque Parker en 1563 ; il reprenait les prohibitions faites en cette matière par des lois du Parlement de 1534 et 1537. En ces matières encore, l'Eglise anglicane et l'Etat se trouvaient d'accord ; un dissentiment sur ce sujet ne devait éclater qu'en 1907.

Un troisième document purement religieux et dont l'Etat anglais faisait sa propre loi par l'Acte 13 Eliz., c. xii, ce sont les fameux Trente-Neuf Articles de l'Eglise anglicane (2). Votés en 1562 par les Convocations, ils ont pour but de fixer sur certains points très controversés à cette époque la doctrine de l'Eglise ; ils sont encore aujourd'hui imposés par les deux pouvoirs à tout clergyman ; mais ici encore pas innovation, tout au plus correction ; dans un style manquant parfois de précision (peut-être volontairement), ils fixent l'opinion de l'Eglise sur différents points ; mais pour la doctrine ils renvoient aux Ecritures,

(1) A table of kindred and affinity, wherein whosoever are related are forbidden in Scripture and our laws to marry together. — Ce document fut encore approuvé dans les Synodes provinciaux de Canterbury et d'York en 1603 et 1604.

(2) Déjà, en 1559, une série de 11 Articles de religion avaient été rédigés par Parker et les autres évêques ; ils devaient être lus et approuvés par tout clergyman. Ils n'étaient présentés que comme un document provisoire en attendant une rédaction définitive des 42 Articles de 1562 et qui fut les 39 articles.

aux Symboles. Ils sont encore une preuve de l'union étroite conservée jusqu'à nos jours entre l'Etat anglais et l'Eglise puisque celui-ci fait une de ses lois d'une série d'articles rédigés par les Convocations pour apaiser les querelles religieuses.

IV

Les dernières années du règne d'Elizabeth, et les règnes des deux premiers Stuarts voient se continuer d'une manière encore plus étroite l'union entre l'Eglise anglicane et la Couronne ; elles se protègent mutuellement contre leurs ennemis communs et soudent si étroitement leurs deux causes que quand l'autorité royale tombera avec Charles 1^{er}, l'Eglise devra partager son sort et se réfugier dans l'exil ou souffrir de redoutables persécutions.

A partir de 1585, c'est contre le Puritanisme menaçant l'ordre civil et religieux que le Parlement va se préoccuper d'agir ; les Puritains, conduits par Leicester, tentent de faire imposer un système presbytérien à l'Eglise ; la vigilance de l'archevêque Whitgift qui convoque une conférence à Lambeth où sont invités les leaders de ce parti et qui leur répond par une série de canons en 1585 et la fermeté du gouvernement empêchent leurs plans d'aboutir. Le Parlement qui, quelques années auparavant, avait manifesté sa répulsion pour leurs idées en imposant l'observation des jours maigres, conformément au statut d'Edouard, renforce cette obligation par un statut de 1585

qui dispense du maigre le mercredi ; il faut ajouter que dès le 22 mai 1572 il avait reçu un ordre de la reine lui enjoignant de ne voter aucune mesure concernant l'Eglise qui n'aurait auparavant été soumise au clergé et approuvée par lui. Un acte restreignant la liberté de la presse avait été voté en 1583 ; en 1588, la rupture définitive avec les puritains commence à se manifester par un sermon du D^r Bancroft (plus tard archevêque) à Saint-Paul's Cross, contre les Non-Conformistes et défendant le principe et la nécessité de l'Episcopat. Enfin, en 1593, le Parlement vota un acte décisif contre la dissidence (35 Eliz., c. 1) : il frappait de pénalités assez lourdes le fait de tenir des réunions religieuses clandestines et illégales ; il fut suivi par une loi contre les papistes (35 Eliz. II).

Aussitôt arrivé au trône, le roi d'Ecosse, devenu Jacques 1^{er} d'Angleterre, eut à faire face à l'orage ; un acte de tolérance envers les récusants romains marqua le début du règne, on s'abstint de percevoir l'amende de £ 20 par mois imposée à la *gentry* qui n'allait pas à l'église paroissiale. En février 1604, une nouvelle proclamation fut lancée contre les jésuites et séminaristes catholiques romains qui tentaient d'amener des changements religieux en Angleterre ; mais alors ceux-ci n'étaient pas les plus dangereux ; c'est à l'attaque des non-conformistes qu'il va falloir maintenant tenir tête. En avril 1603, les Puritains adressèrent au roi la fameuse pétition millénaire (1), de-

(1) Le nombre exact des signatures suivant cette pétition est

mandant plusieurs altérations dans les services religieux, altérations qui auraient tendu à supprimer le *Prayer-Book* et à modeler l'Eglise sur les Eglises protestantes du continent. Sur ce point, l'intervention personnelle du roi fut énergique : il convoqua sous sa présidence une assemblée composée des évêques, du « Privy Council » et de plusieurs membres de l'Eglise et devant eux comparurent les leaders du parti puritain pour exposer leurs doléances : elles furent mal accueillies par Jacques qui comprit qu'elles tendaient à la ruine de l'Eglise et de la Couronne, leurs pétitions voulaient, comme le remarque Wakeman, faire l'Eglise puritaine et non demander pour les puritains une place au sein de l'Eglise. A la suite de ces conférences qui eurent lieu à Hampton Court, l'assemblée fit un rapport au roi qui lança, le 9 février, des lettres patentes permettant quelques très légères modifications au *Prayer-Book* ; à ces lettres fut ajouté, le 5 mars, une proclamation renforçant encore l'autorité du *Prayer-Book* ; elle complète l'Acte d'Uniformité du précédent règne.

Le Parlement pendant ce temps se préoccupait de l'importante question des biens de l'Eglise ; avant la dissolution des monastères, le patronage d'un grand nombre de bénéfices était entre leurs mains ; la plupart du temps ils gardaient la propriété du bénéfice en s'appropriant toutes

inconnu, il n'en existe plus aucun original connu. Elle est reproduite par Gee and Hardy, *Documents*, etc.

les dîmes et se contentaient d'y faire pourvoir au service du culte par un clergyman à qui ils abandonnaient une très faible part du revenu : c'était ce que l'on appelait un « vicar ». De là vient la différence entre le *vicar* ainsi établi par le couvent propriétaire du bénéfice et le *rector* ou le clergyman qui jouissait du plein revenu et de la pleine propriété ; cette différence d'expressions subsiste encore aujourd'hui quoiqu'elle ne réponde plus à rien ; dans certaines églises, le clergyman est appelé le vicaire ; dans d'autres, le recteur. Quand les monastères eurent disparu, le droit de nommer à ces cures passa en grande partie à la Couronne, le reste fut partagé entre des patrons laïcs, les évêques et plus rarement les chapitres et les collèges ; avec ce système, peu de choses revenaient à l'église ; la Couronne profitait de cette situation pour faire des largesses qui lui coûtaient peu et les laïcs pour s'approprier ces biens ; un statut du premier Parlement de Jacques I^{er}, présenté par Bancroft, chercha à mettre fin à cet état et déclara illégale l'aliénation à la Couronne des terres appartenant aux évêques.

Des dissentiments commencent à se produire dès cette époque entre les Convocations et le Parlement, ce dernier était jaloux des premières et ce fut probablement la cause pour laquelle les importants Canons de 1603 ne furent pas confirmés par le Parlement, ce qui fait qu'encore aujourd'hui la question de leur autorité civile est controversée. Depuis plusieurs années, le besoin de condenser et de reviser certaines lois ecclésiastiques se faisait sentir ; en 1571,

un livre renfermant 60 Canons avait été voté par les Chambres hautes seulement de chaque Convocation ; en 1575, 1585 et 1597, d'autres Canons avaient été publiés, mais leur autorité était plutôt incertaine, et même ceux de 1597 étaient spécifiés ne devoir s'appliquer que durant le règne d'Elizabeth. Pour ordonner et classer toute cette législation, quand Jacques I^{er} monta sur le trône, la Convocation de Canterbury publia, en 1603, un code de 142 Canons qui renforçaient certains points du droit canonique anglais, maintenaient fermement les traditions historiques de l'Eglise, sa prétention à la catholicité, la nécessité du gouvernement par les évêques comme conforme aux Ecritures et obligeaient le clergé à souscrire au *Prayer-Book*, aux Trente-Neuf Articles et à la suprématie royale. Ils furent publiés ensuite sous l'autorité du roi et sous le Grand Sceau d'Angleterre. Ce ne fut que deux ans plus tard que la Convocation d'York les examina et les adopta à son tour ; à partir de ce moment, ils devinrent obligatoires pour le clergé des deux provinces. Ainsi sanctionnés par l'autorité royale et étant donnée leur importance, il semble qu'ils auraient dû être soumis au Parlement ; ils ne le furent pas, le moment ne paraissant pas propice probablement. Au commencement de l'année 1604, le Parlement reçut en effet plusieurs plaintes contre le clergé provenant principalement de clergymen suspendus pour leurs opinions. La Convocation envoya aussitôt un comité d'évêques pour conférer avec le speaker et les Communes sur les suites à donner à ces différentes plaintes, et le roi donna

l'ordre aux Communes de toujours s'entendre avec les Convocations avant de statuer sur de semblables questions ; et pour encourager le clergé dans son attitude de fermeté, dès le 10 décembre, le Privy Council écrivait aux archevêques pour les avertir que le temps de la douceur et de la persuasion était passé et que des mesures de rigueur comme la déposition devaient désormais frapper les ministres récusants (1). Les Communes paraissaient alors enclines à favoriser les puritains ; on jugea prudent de ne pas leur soumettre les Canons ; ceci fait que la question se pose de savoir s'ils ont, au point de vue civil, force obligatoire en ce qui concerne les laïcs. Les tribunaux ont répondu à cela par des jugements contradictoires, mais aujourd'hui un précédent datant de 1737 est toujours suivi par les tribunaux ; cette année-là, un individu nommé Middleton et sa femme furent poursuivis pour s'être mariés avant 8 heures du matin, contrairement au 62^{me} canon, ils prétendirent que seul le clergyman pouvait être inquiété, mais qu'eux, en tant que laïcs, ne sauraient être tenus par des Canons qui n'avaient pas reçu l'approbation des trois Etats du royaume. La Cour du Banc leur donna raison en déclarant que l'approbation royale donnée à ces Canons *in re Ecclesiastica* ne les rendait obligatoires que pour le clergé. Cette décision méconnaît le principe contenu dans le statut 25 Hen. VIII, c. xix, si cet Act stipule en effet

(1) Voir sur ce sujet. W. H. Frere. *History of the English Church in the Reigns of Elizabeth and James I.* dans l'*History of the English Church* by Dean Stephens and Hunt.

que la Convocation ne fera plus de canons ou constitutions sans une préalable autorisation royale, il n'entend nullement dire que tout acte de cette assemblée ne sera valable pour les laïcs qu'ayant reçu l'approbation du Parlement ; bien au contraire, il maintient le principe que les constitutions provinciales sont valables pour tous, même publiées sans autorisation du Parlement, et d'ailleurs la déclaration royale précédant les Canons de 1603 dit expressément, après avoir énuméré toutes les personnes auxquelles ils s'appliquent : *and by all other persons within this realm, as far as lawfully being members of the Church, it may concern them, as in our said Letters Patent amongst other clauses more at large doth appear.*

On peut ajouter, au point de vue religieux, que c'est de cette époque que date la séparation définitive des puritains d'avec l'Eglise. Ces canons achevaient de leur prouver qu'il n'y avait pas place pour eux dans la vieille organisation ecclésiastique. On peut dire qu'à partir de cette époque, le Droit canon de l'Eglise d'Angleterre se compose 1° des canons anglo-saxons ; 2° des constitutions provinciales antérieures à la réformation ; 3° des canons de 1603 (1) ; 4° du *Corpus juris* reçu en Angleterre, sauf tout ce qui s'y rapportait à la juridiction papale que l'on eut à supprimer.

Durant sa première session, le Parlement, par un acte, 1 James I, c. xxv, s. 50, remit en vigueur celui

(1) Les Canons 36, 37, 38 et 40 furent modifiés en 1865. Le Canon 62 le fut en 1887.

d'Edouard VI autorisant le mariage des prêtres ; quoique ces mariages fussent reconnus dans les secondes Injonctions de 1559, ils n'avaient pas encore formellement été autorisés depuis leur interdiction par Marie. Peu de temps après la découverte de la Conspiration des Poudres (5 novembre 1605), le Parlement se mettait à légiférer sur les affaires religieuses. Les Lords rejetaient un bill venu des Communes et ayant pour but de restreindre l'application des canons ecclésiastiques non confirmés par le Parlement. A la fin de juin 1606, un nouveau serment était imposé à la suite de l'émotion causée par le complot du mois de novembre précédent ; les catholiques romains firent preuve de sagesse et quoique le Pape Paul V eût condamné ce serment sans dire d'ailleurs pourquoi, ne firent en général pas d'objections pour le prêter, et beaucoup revinrent même aux offices dans les églises paroissiales.

A ce moment se produit un mouvement d'opposition contre les juridictions ecclésiastiques ; elles étaient, sous le règne de Jacques I^{er}, au nombre d'environ 250 et le conflit entre elles et les Cours civiles portait sur le point de savoir jusqu'où allait la limite des deux juridictions. La réformation avait en effet laissé subsister l'ancien état de choses : deux juridictions parallèles, l'une civile, l'autre ecclésiastique ; elle avait seulement remis en vigueur un principe souvent oublié sous les règnes des Plantagenets par suite des fréquents appels à Rome : que le roi est le chef, *head*, de toutes les juridictions, tant des ecclésiastiques que des autres, et que si le droit canon des églises conti-

mentales ou même des Décrétales des Papes se trouvent avoir force de loi en Angleterre, c'est parce que ces lois sont approuvées par le roi et le droit canon de ce royaume : ce principe à cette époque n'est plus contesté par personne. La question alors aiguë est de savoir où se trouve la limite des juridictions ecclésiastiques ; on se plaignait principalement de celles de ces Cours qui condamnaient à des pénalités. Un tribunal était particulièrement exposé aux attaques des légistes et aux haines populaires : c'était la Court of High Commission qu'avait établie l'Acte de Suprématie d'Elizabeth ; elle présentait en effet un étrange mélange du temporel et du spirituel et elle devait être abolie en 1641, à la satisfaction générale. En cette année 1606, le Parlement et la Convocation se trouvaient réunis en même temps et les légistes civils en profitèrent pour poser la question ; ils déclarèrent qu'aucune Cour ecclésiastique ne pouvait emprisonner excepté dans les cas où ce pouvoir lui aurait été expressément donné par le Parlement. Le puritain Nicholas Fuller se fit l'avocat de ces revendications devant la Chambre des communes ; il attaqua particulièrement et avec des arguments très violents la *Court of High Commission*, il fut traduit devant elle et condamné à £ 200 d'amende. Les juges civils protestèrent contre ce traitement et prétendirent que l'interprétation et l'application d'un acte du Parlement n'appartenant pas à une Cour ecclésiastique, Fuller, pour son attaque contre la Court Commission, ne pouvait être cité que devant une juridiction civile. Les partisans de la procédure

ecclésiastique prétendaient que puisque l'on était soumis à celle-ci pour toute *heresy, schism, or erroneous opinion*, le procès de Fuller était régulier et les commissaires maintinrent leur sentence. Fuller resta dans la prison de Fleet mais ensuite paya son amende et fut remis en liberté. Ces revendications eurent d'ailleurs peu de résultats alors, le roi maintenant fermement les droits des tribunaux spirituels ; cela et par conviction et par intérêt car Jacques entre alors en conflit avec les Communes sur les questions financières et à cause de cela tente d'unir ses intérêts à ceux de l'Eglise. La cause des puritains commence à se confondre avec celle du Parlement.

C'est ce qui fait que durant les dernières années du règne de Jacques I^{er} et durant celui de Charles I^{er} on trouve peu de lois et peu d'actes ayant eu une influence durable sur les relations entre l'Eglise et l'Etat ; tout ce qui se fait alors est uniquement de circonstance pour défendre l'Eglise et la royauté contre l'assaut furieux et un moment triomphant que leur livrent les Puritains. Cette période a pour les relations que nous étudions plus d'importance au point de vue historique qu'au point de vue administratif et législatif. Cette période de luttes commence en 1611 par le rétablissement de l'épiscopat en Ecosse ; en mars de la même année, Sir William Chancy, condamné pour adultère par les « commissioners », fut mis en liberté sous le prétexte que ces derniers n'avaient pas le droit d'emprisonner pour cette sorte de délit ; cependant depuis

20 ans ils l'avaient pu faire sans difficulté (1). Les projets de mariage du prince Charles avec l'Infante Maria d'Espagne ayant entraîné plusieurs prédicateurs à prononcer des paroles inconsidérées et violentes contre cette union, le roi fit promesse au Parlement que ce mariage n'entraînerait aucune tolérance pour le papisme ; mais il envoya des instructions sous la forme d'une lettre à l'archevêque Abbott (août 1622) restreignant considérablement la liberté de prêcher. Quand le mariage du prince Charles avec une princesse française fut conclu, le roi promit une certaine liberté religieuse aux récusants.

Dès que ce prince fut devenu roi, il se préoccupa comme son père de défendre l'ordre à l'intérieur de l'Eglise et de la protéger contre les attaques du dehors. Cette période fut une grande époque pour l'Eglise d'Angleterre ; elle est alors représentée par deux d'entre les plus nobles caractères qu'elle ait produits : au point de vue purement religieux, l'évêque Andrewes maintient devant les attaques des sectes dissidentes le caractère traditionnel et catholique de l'anglicanisme et l'évêque Laud, qui en 1633 deviendra archevêque de Cantébury, unit ses efforts à ceux du roi pour le maintien de la paix religieuse et de l'ordre dans le

(1) La même année 1611, une nouvelle traduction de la Bible fut présentée à Jacques I^{er}. C'est la fameuse *authorised version* qui est encore aujourd'hui lue dans les églises ; elle fut généralement adoptée grâce à ses qualités ; mais son titre peut tromper ; elle ne reçut aucune autorisation ni des Convocations, ni du Parlement. Elle fut révisée vers le milieu du xix^e siècle (*the revised version*).

royaume; c'est lui qui écrivit en 1628, étant évêque de Bath and Wells, un document qui précède encore aujourd'hui les Trente-Neuf Articles; il se présente sous la forme d'une déclaration royale (*His Majesty's Declaration*); il tente de mettre fin aux controverses inutiles et dangereuses en déclarant que ces Articles forment la vraie doctrine de l'Eglise d'Angleterre et doivent être maintenus sans altération et souscrits dans leur sens littéral et grammatical; il rappelle en outre que toutes les difficultés religieuses qui peuvent s'élever doivent être soumises au clergé dans ses convocations et réglées par lui; les ordonnances ou canons qui seront faits dans ce but seront ensuite approuvés par le roi à condition qu'ils ne soient pas contraires aux lois et coutumes du royaume. Cette déclaration fut signée par le roi seul et publiée par lui.

Dès 1629, la Chambre des Communes se lance dans la lutte pour favoriser le parti puritain; elle forma, le 26 janvier, un comité pour les affaires religieuses qui, après délibération, publia une série de résolutions, se plaignant amèrement de nombreuses pratiques adoptées et de doctrines soutenues par les principaux représentants de l'Eglise et demandant une réforme selon les idées puritaines; la semaine suivante, la Chambre des Communes lançait une protestation dans le même sens. En 1633, le roi publia une proclamation en confirmant une de son père pour permettre l'usage de certaines distractions le dimanche le parti puritain s'exaspère de plus en plus; de son côté, l'archevêque de Canterbury Laud soutient fermement le roi

contre les prétentions du Parlement et réclame en même temps l'appui de la Couronne pour l'Eglise, pour la protéger du calvinisme ; il fait également sentir son influence dans la Convocation et grâce à elle et à celle de son parti, il fait voter par celle-ci, au début de l'année 1640, une série de Canons après qu'elle eût obtenu l'autorisation royale de le faire ; ces canons furent votés à Londres, agréés ensuite à York et reçurent la sanction de Charles I^{er} ; ils ne furent jamais formellement rapportés et quoique Charles II ne les ait jamais expressément remis en vigueur (1), la question se pose de savoir s'ils ont encore quelque autorité. Comme tous les actes du pouvoir royal et des Convocations d'alors ils ont pour but la sauvegarde de la Constitution de l'Eglise anglicane contre les innovations, le sixième canon, particulièrement pour les prévenir, impose à tout membre du clergé, schoolmaster ou gradué en théologie, la prestation d'un serment d'adhésion à la doctrine et au gouvernement ecclésiastique tels qu'ils sont établis ; il est connu dans l'histoire par le nom de « Serment et cœtera (*Et cætera Oath*) (2) et par la fureur qu'il suscita dans le parti puritain. La Chambre des Communes

(1) W.-H. Hutton. *A History of the English Church from the accession of Charles I^{er} to the Death of queen Anne*, paraît en effet penser qu'ils sont encore en vigueur.

(2) Ce nom lui provient de ce qu'après avoir promis obéissance à la doctrine et à la discipline de l'Eglise, avoir affirmé le rejet de l'autorité romaine ; celui qui le prêtait affirmait en outre qu'il ne chercherait pas à changer le gouvernement de l'Eglise par archevêques, évêques, doyens, archidiacres, etc.

commence à être inondée de pétitions tendant toutes à l'abolition de l'Episcopat et à un bouleversement complet dans l'organisation religieuse ; elle se montre encore un peu timorée et en Aout 1641 repousse un bill qui lui avait été présenté par Vane et Cromwell ; elle avait néanmoins deux mois auparavant voté deux bills fort importants auxquels, le 5 juillet le roi donna son adhésion ; l'un abolissait la Cour de la Chambre étoilée et l'autre (17 Car. 1, c. xi) supprimait enfin la si impopulaire Court of High Commission ; c'était le dernier vestige de l'acte de Supreme Head de 1534 qui disparaissait ; on ne devait plus voir réapparaître cette Cour que pendant un très court espace de temps sous Jacques II.

A partir de cette époque, les attaques contre l'Eglise anglicane vont aller en s'accroissant ; les deux Chambres du Parlement votent cette même année plusieurs résolutions demandant la suppression de toutes les mesures administratives et religieuses prises par Laud et son parti ; le roi défend fermement l'Eglise anglicane attaquée dans une proclamation datée du 1^{er} décembre 1641 et requiert obéissance aux lois concernant le culte ; tout est inutile ; pour quelques années, la cause de la monarchie et de l'Eglise établie est perdue et jusqu'à la restauration le sujet que nous étudions ici, les rapports entre l'Etat et l'Eglise d'Angleterre, n'existe plus ; nous allons voir comment la séparation s'opéra rapidement : A partir de 1645, cette dernière est traquée par le parti triomphant et ses membres sont obligés de se réfugier dans l'exil ou de souffrir les persé-

cutions des lois passées contre elle ; en Angleterre, de 1645 à 1660, l'Etat ne s'occupe plus de l'Eglise que pour la traquer comme une secte dangereuse. En 1642, le *Clerical disabilities Act* exclut les évêques de la Chambre des Lords ; aucune personne ayant reçu les ordres ne pouvait être membre du Parlement, conseiller privé ou avoir aucune autorité temporelle. En janvier 1643, le bill abolissant l'Episcopat est voté par les deux Chambres ; dès avril, une œuvre de vandalisme puritain commence dans toutes les églises par la destruction des vitraux et autres ornements. Une assemblée composée de théologiens anglais puritains et de ministres presbytériens écossais se réunit pour composer un livre de liturgie : c'était ce que l'on a appelé l'assemblée de Westminster ; son œuvre fut terminée au début de 1645 et le 4 janvier le Parlement interdisait l'usage du *Prayer-Book* remplacé par un livre nommé le *Directory*. Un système presbytérien est devenu la religion officielle et exclusive du pays. Le 10 janvier, le grand archevêque Laud payait de sa vie sa ferme et courageuse attitude ; quatre ans plus tard, le soutien constant accordé par ce prince à l'Eglise ne devait pas être étranger aux rancunes qui conduisirent Charles I^{er} au supplice. Les actes passés entre 1645 et 1660 sur les questions religieuses ne rentrent pas dans notre sujet ; ils ne sont d'ailleurs qu'un incident historique n'ayant pas laissé de trace puisque toutes les lois de cette époque touchant l'Eglise furent déclarées nulles et non avenues au retour de Charles II et que tout fut remis dans l'état antérieur

comme si le *Commonwealth* n'avait pas existé (1).

(1) On peut signaler comme intéressant le fameux « Solemn League and Covenant imposé à tous les Anglais âgés de plus de 18 ans (février 1644) ; il fut ensuite remplacé en 1650 par une autre souscription obligatoire beaucoup plus courte : l'Engagement. En 1653, le gouvernement de Cromwell devenu *His Highness the Lord Protector* vit ses pouvoirs réglés dans un document en 42 Articles, *Instrument of Government*, et la liberté religieuse est accordée aux différentes sectes chrétiennes, l'épiscopalisme et le papisme exceptés. Un Acte du Parlement du 24 août 1653 déclare légaux seulement les mariages célébrés devant une justice de Paix, ce qui fait que les registres paroissiaux ont conservé une lacune de 8 années (1653-1660). En 1654 Ordonnances de Cromwell contre les ministres épiscopaliens qui n'avaient pas encore été privés de leurs places de chapelains, tuteurs ou schoolmasters. Cette année-là fut créée la Commission of Triers pour pourvoir les bénéfices alors vacants.

DEUXIÈME PARTIE

LA FIN

DU DIX-SEPTIÈME ET LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE

I

Ce fut un immense sentiment de satisfaction et de soulagement en Angleterre quand, après lecture aux Lords et aux communes de la déclaration de Bréda le 8 mai 1660, Charles II fut reconnu roi ; c'était en effet la fin du despotisme politique et de la tyrannie religieuse. En ce qui concernait l'Eglise, l'immense majorité de la nation désirait le retour à l'ancien état de choses et tout naturellement quand, débarqué en Angleterre Charles II eut assisté dans la cathédrale de Canterbury au service anglican restauré, de nombreux clergymen recommencèrent à se servir du *Book of Common Prayer* proscrit pendant 15 ans. La législation n'avait à intervenir que pour remettre les choses en ordre officiellement et chasser les intrus des bénéfices. La législation du temps de la Révolution fut considérée comme nulle ; des lois maintinrent

ensuite l'œuvre administrative de Cromwell presque tout entière, en exceptant tout ce qui avait trait à la propriété de l'Eglise. Au point de vue religieux, on se replaçait donc dans la situation où l'on était vers l'an 1640. Dès l'hiver de 1660, de nouveaux évêques furent consacrés. Un acte du Parlement de cette année rappela dans leurs bénéfices les clergymen que la Révolution en avait chassés. L'année suivante, par l'acte 13, Ch. II, s. 1, c. xii, les Cours ecclésiastiques reçurent à nouveau leurs anciens pouvoirs, et cela sous la forme très particulière d'une explication donnée d'un statut antérieur. Une autre loi rapporta la prohibition faite aux ecclésiastiques d'exercer une fonction publique et les évêques reçurent à nouveau leurs sièges à la Chambre des Lords.

Il ne restait plus qu'à rétablir officiellement la liturgie déjà restaurée presque partout ; ce sera encore un acte d'Uniformité qui interviendra. On chercha auparavant à faire aux Puritains toutes les concessions qui pouvaient leur être faites, sans modifier le caractère de l'Eglise rétablie ; pour cela le roi autorisa à Londres une réunion d'évêques et de clergymen de l'Eglise d'Angleterre et de ministres presbytériens ; ce fut la Savoy Conference ; ces derniers exposèrent leurs réclamations : elles ne tendaient à rien moins qu'à créer une nouvelle Eglise ; l'entente était impossible, et cette tentative de conciliation aboutit à un échec. Néanmoins les Convocations firent quelques légères altérations au *Prayer-Book* (1) ; le 25 février 1662, le roi

(1) Les principales altérations consistaient en l'addition de

envoya le livre ainsi modifié aux Lords et les altérations furent approuvées par les deux Chambres. L'Acte d'uniformité de cette année (14 Ch. II, c. iv) remet en vigueur le *Prayer-Book* ainsi modifié : il ne se substitue pas à l'acte d'Elizabeth, il ne fait que le compléter : ou rappelle au début les modifications qu'ont admises les Convocations et le Parlement ; le clergé doit se servir de ce livre et pas d'un autre ; chaque clergyman doit en outre y donner publiquement son assentiment, cela sous peine de perdre son bénéfice ; sont également astreints à une semblable déclaration les chanoines et head-masters des collèges et cela également sous peine de révocation : les mêmes formes de prières publiques sont imposées aux Universités ; aux collèges d'Eton, Winchester, Westminster. Toutes les lois antérieurement faites pour maintenir cet état de choses sont formellement maintenues. En outre, aucun ministre n'ayant pas reçu l'ordination des mains d'un évêque devra ou la recevoir ou quitter le bénéfice qu'il occupe : la plupart des bénéficiers nommés durant les troubles s'y soumirent ; environ 2.000 refusèrent et furent chassés.

Les événements terribles qui venaient de s'écouler avaient rendu défiant l'Etat et l'Eglise ; le règne de Charles II, dans son œuvre législative touchant aux choses de la religion, se ressent de cet état d'esprit. Des mesures

certaines services ; la reprise de certains mots et de certaines coutumes (principalement au service de la Communion) que les revisions d'Edouard VI avaient modifiées, quelques rubriques ou explications pour rendre le service plus clair. En substance le, livre restait le même. Le *Prayer-Book* actuel est celui de 1662.

importantes vont avoir pour but d'exclure des différentes charges publiques ceux dont les opinions paraissent dangereuses ; c'est au moyen de serments obligatoires et de la conformité aux rites anglicans que l'on s'assure de la fidélité des différents fonctionnaires publics. Le *Corporation Act* (13 Ch. II, s. 2, c. 1), impose aux différents magistrats deux serments, l'un de fidélité au roi et reconnaissance de sa suprématie ; l'autre répudiant le fameux *Solemn League or Covenant* de 1644 ; ces mesures sont comme toujours sanctionnées par la perte en cas de refus de la situation occupée ; ces différents magistrats doivent en outre après leur élection ou leur nomination recevoir la communion suivant les rites de l'Eglise d'Angleterre. En 1664, un *Conventicle Act* déclara illégales toutes les réunions religieuses autres que celles de l'Eglise d'Angleterre ; des recherches pouvaient être faites dans les maisons pour s'assurer qu'il n'était pas passé outre à cette défense ; la récidive était punie de la déportation. L'année d'après, par le *Five Mile Act*, un serment fut proposé aux ministres non-conformistes promettant de ne jamais proposer quelque altération dans la forme du gouvernement de l'Etat et de l'Eglise ; le refus de le prêter les obligeait à demeurer éloignés de cinq milles de toute ville, en outre aucune personne n'assistant pas aux services religieux officiels ne pouvait tenir une école. En 1670, le Parlement vote un second *Conventicle Act* encore plus rigoureux que le premier (22 Ch. II, c. 1) : est illégale toute réunion religieuse de plus de cinq personnes, même dans une maison

particulière, si on ne se conforme pas aux rites anglicans. Il suffit, pour qu'une poursuite s'exerce, de la déposition sous serment de deux témoins, en outre de l'aveu ou de la prise en flagrant délit : amende de cinq shillings pour la première faute, dix shillings à la seconde, pour les auditeurs : des amendes beaucoup plus élevées allant jusqu'à vingt livres frappent les prêcheurs ; les *justices of peace* peuvent faire ouvrir de force les portes d'une maison quand elles sont informées qu'une assemblée illégale y est tenue ; elles peuvent garder prisonnières les personnes surprises en attendant que l'on informe contre elles, exception faite pour les habitations des pairs du royaume qui ne peuvent être visitées que sur l'ordre du roi. Les coupables ne peuvent être poursuivis trois mois après la faute.

L'année 1673 vit voter la plus importante de toutes ces mesures contre la dissidence, ce fut l'Acte du Test (25 Ch. II, c. 11) : toute personne tenant un emploi quelconque sous l'autorité du Roi ou du Duc d'York (c'est-à-dire tout fonctionnaire public, de quelque nature qu'il soit) devra prêter les serments de suprématie et d'allégeance, et en outre recevoir la Communion selon les usages de l'Eglise d'Angleterre ; un certificat est délivré après l'accomplissement de chacun de ces actes. Ces mesures sont encore sanctionnées par la perte de la charge occupée en cas de refus. Aucun récusant ne peut en outre avoir la garde d'un enfant, ni être exécuter ou administrateur d'une autre personne. Deux mesures rigoureuses concernent

particulièrement les catholiques romains : aucune personne n'ayant pas été élevée elle-même dans la religion romaine ne peut y faire élever ses enfants : cela constituerait un délit qui la priverait de toutes les fonctions qu'elle peut occuper ; et outre les serments imposés aux différents fonctionnaires, ces derniers doivent au moment où ils les prêtent souscrire à une déclaration par laquelle ils affirment que dans le sacrement de la Cène du Seigneur il n'y a pas de transsubstantiation. Les serments des pairs ont lieu devant le Parlement. Un sujet ayant perdu sa charge par suite du refus de se soumettre à ces mesures peut se la voir conférée à nouveau s'il se rétracte et se conforme aux obligations du Test.

Les résultats des troubles causés par la révolution furent donc de restreindre singulièrement la liberté religieuse ; la fin du ^{xvii}^e siècle et tout le ^{xviii}^e seront marqués par cette ingérence constante et tracassière de l'Etat dans la conscience des sujets anglais ; les serments de tests et la réception des sacrements seront jusqu'en 1828 les moyens fort contestables et fort choquants par lesquels l'Etat cherchera à se garantir et montrera son union intime avec l'Eglise établie : durant toute cette période, cette dernière aura plus à se plaindre qu'à se louer de cette situation. Sous Charles II, le danger venait du côté puritain et non-conformiste, c'est contre les dissidents qu'était principalement dirigée la législation. C'est contre les entreprises romanistes de son frère que l'Eglise anglicane va avoir à se garantir à partir de 1685 ; elle en

triomphera pour retomber ensuite plus fortement encore sous le joug absolu de l'Etat.

Jacques II, catholique romain depuis quelques années quand il monta sur le trône, chercha immédiatement à favoriser ses coreligionnaires et le principal obstacle à ses desirs se trouvait être précisément l'Acte du Test voté sous le règne précédent. Il chercha à s'en affranchir, et sous prétexte qu'en vertu de son autorité royale il pouvait accorder des dispenses, il nomma dans l'armée quelques officiers catholiques romains. Le Parlement, sous l'impulsion de Compton, évêque de Londres, protesta contre l'illégalité d'une pareille mesure ; la question fut portée devant les tribunaux qui donnèrent raison au roi. C'était déclarer la volonté de la Couronne supérieure à la loi. Ainsi encouragé, Jacques II nomma des catholiques romains dans la marine et au *Privy Council*. En 1686, la *High Commission Court*, si impopulaire autrefois, fut pour un instant ressuscitée. Le roi entreprit aussi d'imposer sa volonté personnelle dans les Universités : deux romains catholiques furent maintenus comme fellows à University College (Oxford) ; dans la même ville d'Oxford, Jacques rencontra une vive opposition à Magdalen College : il voulut imposer aux fellows de ce collège l'élection comme président d'un personnage que les statuts déclaraient inéligible ; malgré les menaces, ceux-ci refusèrent et élirent le président qui leur plaisait. Jacques II vint en personne à Oxford, y fit expulser les fellows récalcitrants et les remplaça par plusieurs autres de religion ro-

maine et fit nommer un président de la même religion.

L'Eglise anglicane voyait le danger qui la menaçait ; mais fidèle à ses principes n'opposa aux tentatives anti-constitutionnelles du roi qu'une résistance passive. La nation au contraire s'exaspérait devant le péril. La lutte entre l'Eglise et le pouvoir royal devait cependant ne pas tarder à éclater. En avril 1687, Jacques II lança de sa propre autorité une déclaration d'indulgence ; après avoir déclaré que malgré son désir de voir ses sujets revenir à la religion romaine, il continuerait à protéger l'Eglise d'Angleterre établie par la loi, le roi, sous prétexte de liberté religieuse, suspendait toutes les lois interdisant un culte dissident privé, de même que celles contre la non-conformité, abrogeant l'obligation des serments imposés par l'acte du Test ; c'était lier très habilement la cause des catholiques romains à celle des protestants dissidents et mettre ainsi toutes les différentes sectes d'accord pour soutenir le roi dans sa lutte contre l'Eglise anglicane et les garanties constitutionnelles. Un an plus tard, cette proclamation fut rééditée avec obligation pour le clergé de l'Eglise établie d'en donner lecture dans les Eglises. Le clergé anglican releva aussitôt ce défi ; comme au temps du roi Jean, il se fit encore le champion des garanties constitutionnelles et Sancroft, l'archevêque de Canterbury, imita la conduite que son prédécesseur Stephen Langton avait tenue contre les tentatives d'absolutisme de Jean sans Terre : lui et six autres évêques répondirent par une lettre au roi où ils lui disaient que cette proclamation

étant contraire aux lois ils ne pouvaient prendre sur eux d'en ordonner lecture dans les églises. Les sept évêques furent conduits à la Tour, jugés, puis acquittés ; leur conduite avait montré l'exemple, la proclamation ne fut lue que par un très petit nombre de clergymen.

La même année, le prince d'Orange débarquait en Angleterre et Jacques II devait chercher un refuge à l'étranger. Quand à la suite de cette révolution victorieuse le trône fut donné au Prince d'Orange devenu Guillaume III et à sa femme Marie, fille de Jacques II, une question fort embarrassante se posait pour l'Eglise anglicane : elle avait courageusement lutté contre les tentatives romanistes du roi en exil ; mais de là en arriver à approuver une violation de l'ordre légitime de succession il y avait un abîme ; c'est ce que pensèrent beaucoup des évêques et des prêtres anglicans, entre autres l'archevêque de Canterbury ; aussi refusèrent-ils de prêter le serment d'allégeance au nouveau-roi, prétendant qu'ils ne pouvaient violer ainsi celui qu'ils avaient déjà prêté à Jacques II. Six évêques dont Sancroft et environ quatre cents membres du clergé furent ainsi révoqués par les Whigs au pouvoir (1). L'Eglise avait d'ailleurs peu à gagner au changement ; si le romaniste Jacques II était dangereux, l'arrivée d'un souverain étranger, calviniste, ignorant de l'Eglise d'Angleterre, ne pouvait guère être bienvenue d'elle.

(1) De là naquit dans l'Eglise d'Angleterre la secte des « Non-jurors » qui continua pendant quelque temps à consacrer des évêques. Elle s'éteignit dans les premières années du xix^e siècle.

Le premier acte intéressant les rapports religieux votés sous le nouveau règne fut pour régler l'ordre de succession au trône et établir un serment à prêter par le nouveau roi le jour de son couronnement. C'est le Bill of Rights de 1689 (1 Will. and Mary, s. 2, c. 11) qui règle encore aujourd'hui la succession royale en Angleterre. Après avoir énuméré les différentes charges qui ont amené l'expulsion de Jacques II et son attitude anticonstitutionnelle, cet acte déclare illégal le pouvoir d'accorder des dispenses aux différents serments que Jacques avait voulu s'attribuer, celles qui ont pu être accordées sont nulles, la *High Commission Court* est à nouveau supprimée et déclarée « illégale et pernicieuse », les pétitions des sujets au roi sont autorisées, il déclare en outre que tous les sujets anglais qui sont protestants ont le droit de porter les armes. Il se préoccupe ensuite de l'ordre de succession au trône pour en exclure la postérité de Jacques II ; à la mort de Guillaume et Marie, s'ils n'ont pas d'enfants, la couronne revient à la Princesse Anne de Danemark. Les serments d'allégeance au nouveau roi et de suprématie sont imposés aux fonctionnaires publics en vertu des statuts antérieurs ; c'est le premier que refusèrent les clergymen *non-jurors*. Il est en outre déclaré formellement qu'un catholique romain est désormais incapable de régner : en cas de réconciliation du souverain avec le siège de Rome, le trône deviendrait vacant de plein droit. Le roi ou la reine ne peuvent également pas épouser un catholique romain ; dans ce cas encore, le trône deviendrait

vacant. Après avoir pris possession de la couronne, le nouveau roi doit le premier jour de la réunion du Parlement lire, assis sur son trône, à la Chambre des Lords, devant les Pairs et les Communes réunis, la déclaration contre la transsubstantiation imposée par un acte de Charles II (30. Ch. II, s. 2, c. 1) ; cette déclaration peut être faite autrement : au moment du sacre du roi à Westminster Abbey ; il la fait dans ce cas à l'archevêque qui lui administre le serment du couronnement (coronation oath) (1) et après le dit serment. Si le roi n'a pas atteint sa douzième année, il ne la fait qu'au jour où il atteint cet âge. (Au moment du couronnement d'Edouard VII, de nombreux membres de l'Eglise anglicane « churchmen » demandèrent l'abrogation de cette coutume vieillotte et inutilement injurieuse pour les croyances de loyaux su-

(1) An act for establishing the Coronation Oath (1. Will. and Mary, s. 1, c. vi).

C'est uniquement dans le Coronation Oath que le mot « protestant » est employé dans une cérémonie anglicane ; voici le texte de ce serment en ce qui concerne l'Eglise :

The Archbishop : « Will you to the utmost of your power maintain the Laws of God, the true Profession of the Gospel, and the Protestant Reformed Religion established by Law ? And will you maintain and preserve inviolably the Settlement of the Church of England, and the Doctrine, Worship, Discipline and Government thereof, as by Law established in England ? And will you preserve unto the Bishops and Clergy of England, and to the Church therein committed to their charge, all such Rights and Privileges, as by Law do or shall appertain to them or any of them ? »

The King : « All this I promise to do »

(Extrait du *Prayer-Book* édité pour le sacre d'Edouard VII : Oxford, Clarendon Press).

jets du roi : ils ne l'obtinent pas, mais il est probable que devant ce juste mouvement d'opinion, elle ne tardera pas à disparaître.)

L'arrivée en Angleterre d'un roi calviniste, appelé par de nombreux votes non-conformistes, fut le signal du commencement de la liberté religieuse pour les dissidents protestants : Guillaume III voulut même personnellement aller trop loin ; son ignorance profonde des doctrines et des principes de l'Eglise de son nouveau royaume l'entraîna à présenter au Parlement, sans consulter le clergé, un bill dit de Compréhension (*Comprehension bill*) ayant pour but de faire rentrer les dissidents dans l'Eglise ; et pour atteindre ce but le Parlement aurait imposé un nouveau *Prayer-Book*. Mais la Chambre des Communes se montra respectueuse des traditions qui réglaient ses rapports avec l'Eglise anglicane : elle refusa de discuter un bill sur les affaires religieuses, tant qu'il n'aurait pas reçu une approbation préalable de la Convocation. Quand cette dernière se réunit en novembre 1689, elle se montra très opposée aux innovations puritaines et le projet du roi ne put aboutir ; il était d'ailleurs chimérique de penser maintenant que les non-conformistes pouvaient trouver place dans l'anglicanisme. Guillaume réussit néanmoins à faire cette année-là quelque chose pour le parti religieux à qui allaient ses sympathies. Le comte de Nottingham présenta un bill de Tolérance qui fut adopté par les deux Chambres en dépit d'une assez sérieuse résistance, et devint loi le 24 mai 1689 ; les dissidents obtenaient la liberté du culte

(romanistes, unitariens et juifs exceptés) aux conditions suivantes : ils ne se réuniraient qu'en un lieu déterminé dont ils donneraient connaissance à l'évêque ou l'archidiacre ; le service devra être public ; les ministres et prédicateurs devront avoir prêté les serments d'allégeance et de fidélité et souscrit ceux des Trente-Neuf Articles qui n'ont pas trait à l'organisation particulière de l'Eglise d'Angleterre. Quelques concessions sont faites aux anabaptistes et aux quakers : ces derniers au lieu du serment font une simple déclaration de fidélité. Mais tous les actes de Corporation et de Test sont formellement maintenus ainsi que les Actes d'Uniformité avec la seule modification que désormais le fait de ne pas assister au service dans l'Eglise paroissiale n'est plus un délit punissable ; mais ces non-conformistes demeurent donc toujours incapables d'avoir un office du gouvernement ou d'être membres d'une corporation. Bien qu'il ne fût qu'un expédient politique pour grouper tous les protestants autour du nouveau gouvernement, cet Acte marque une date importante dans la politique religieuse anglaise : l'Etat et l'Eglise établie reconnaissent que le rêve d'unité religieuse est désormais impossible ; que des sectes dissidentes importantes existent, ne peuvent être ignorées ou traquées et que le mieux est encore de reconnaître leur existence à côté de l'anglicanisme officiel. Si aucune pensée de tolérance n'intervint dans sa rédaction, il est néanmoins le premier pas fait dans la voie de la liberté religieuse. Le principe de tolérance guidait si peu les législateurs de l'époque qu'en

l'année 1700 fut voté le bill le plus rigoureux qui ait été dirigé contre les catholiques romains *for preventing the growth of Popery* : ces derniers ne pouvaient faire élever leurs enfants en Angleterre si ce n'est dans leur propre maison ; défense leur était faite de les envoyer faire leur éducation au dehors ; ils ne pouvaient, en outre des incapacités qui les frappaient comme tous les autres dissidents, acheter une terre ou l'acquérir par héritage ; il leur était également défendu d'exercer la profession de médecin. Comme l'acte de Tolérance, c'était une pensée politique qui avait présidé à l'élaboration de celui-ci ; les souvenirs des tentatives inconstitutionnelles de Jacques II et la crainte d'interventions étrangères en étaient les principales causes ; la même année et dans le même but fut voté l'*Act of Settlement* (12 and 13, Will. III, c. n) à la suite des morts simultanées de la reine Marie et du jeune Duc de Gloucester, fils de la Princesse Anne ; la succession est assurée à la mort de cette dernière à la Princesse Sophie, électrice et duchesse douairière de Hanovre, petite-fille par sa mère de Jacques I^{er}, ou à sa descendance ; cela pour exclure à nouveau un catholique romain du trône. Cet acte ajoute en outre que tout prince qui prendra la Couronne devra devenir membre de l'Eglise d'Angleterre.

Si l'on voulait bien accorder une certaine liberté religieuse aux protestants dissidents, le Parlement n'entendait pas livrer les fonctions de l'Etat aux descendants de ceux qui avaient fait la révolution et détruit la monarchie, et en 1702, aussitôt que la reine Anne fut montée sur le trône,

un bill contre la conformité occasionnelle fut déposé. Il aurait mis fin à une pratique à laquelle avaient recours les non-conformistes pour obtenir des fonctions publiques : ils se soumettaient, en effet, aux différentes obligations du Test, au moment de leur nomination les considérant seulement comme des formalités administratives, et entraient ainsi dans les emplois. Ce bill décidait que pour y rester il faudrait, une fois nommé, continuer à recevoir le sacrement de la Cène conformément aux rites anglicans. Il fut repoussé aux Lords plusieurs fois, grâce à l'influence des whigs ; mais les Communes et la Convocation parvinrent à triompher de leur mauvaise volonté et le bill fut enfin voté en 1711.

II

L'Eglise établie, ainsi fortement protégée par l'Etat contre les Dissidents de toute espèce, vit s'ouvrir pour elle durant le règne d'Anne une ère de grande prospérité et de développement. La reine était une sincère « churchwoman », les tories revenus au pouvoir en 1710 favorisèrent cette expansion. Si, au début du règne, les rapports entre les ministres whigs et l'Eglise furent un moment fort tendus ; surtout quand un clergyman, le D^r Sacheverell, fut impeaché pour avoir prêché devant le Lord Maire de Londres un sermon où ils avaient vu une critique de leur politique ; celle-ci put néanmoins sans aucun empêchement de l'Etat créer de grandes sociétés religieuses (*Society for promoting Christian Knowledge*. — *Society for the Propagation of the Gospel* : si la première fut fondée en 1698 et la seconde en 1701, c'est surtout sous le règne d'Anne qu'elles se développent). Le Parlement et la Couronne n'interviennent alors que fort peu dans les affaires religieuses ; c'est que quelques années auparavant à la fin du règne de Guillaume III un mouvement d'opposition important s'était manifesté contre les tentatives du gouvernement d'administrer l'Eglise au moyen

de lettres et d'injonctions envoyées par le roi aux évêques, qui ; tous recrutés alors parmi les whigs, Tenison archevêque de Cantorbéry en tête ; se contentaient de publier ces ordres de la Couronne et évitaient soigneusement de consulter le bas clergé dont la fidélité au gouvernement était suspecte. A la fin du règne de Guillaume, il fut interdit pendant onze années aux Convocations de se réunir pour délibérer. En 1701, on reconnut que devant l'opinion cette situation ne pouvait durer et elles purent à nouveau discuter ; un mouvement d'opposition contre l'attitude passive des évêques se manifesta surtout dans la chambre basse. Sous Anne le gouvernement évita par son attitude de provoquer à nouveau de semblables conflits les Convocations purent se réunir et discuter librement ; plusieurs évêques tories furent nommés ce qui rétablit l'équilibre et fit cesser les attaques contre la politique des prélats whigs. Un acte fut voté pour empêcher les non-conformistes d'avoir des écoles à eux pour leurs enfants.

Dès le début de son règne la reine avait manifesté l'intention de remettre à l'Eglise dans l'intérêt des bénéficiers pauvres les revenus que certains officiers de l'Eglise payaient à la Couronne. Depuis les événements du règne d'Henri VIII les revenus des annates ou « first fruits » et des dixièmes (tenths) lui faisaient en effet retour. La reine désirait que cet argent fut désormais employé dans l'intérêt de l'Eglise. Pour lui permettre d'accomplir cet acte de générosité le Parlement vota une loi en 1703

(2 and 3 Ann. c. 11) l'autorisant à créer par lettres patentes une corporation à laquelle seraient dévolus ces différents revenus et qui devrait les employer à augmenter les ressources des pauvres vicaires ou curés. C'est ce qui a reçu le nom de Don de la Reine Anne (*Queen Anne's Bounty*). Des lettres patentes, portant la date du 3 novembre 1704, créèrent sous le nom de « *Governors of the Bounty of Queen-Anne for the augmentation of the Maintenance of the Poor Clergy* » un sorte de comité permanent composé des archevêques et évêques, doyens, du Speaker de la Chambre des Communes, des conseillers privés, des lieutenants et « *custodes rotulorum* » des comtes, des juges, du sollicitor général, de l'avocat général, des chanceliers et vice-chanceliers des deux Universités, du maire et des aldermen de Londres ; ce comité pouvait, en outre, admettre parmi ses membres les personnes qui auraient contribué par des dons au but que se proposait cette fondation. La commission recevait pour l'avenir ces annates et ces dixièmes et en faisait usage pour améliorer les revenus des bénéfices pauvres. Cela se fait d'après l'esprit de la loi plutôt par le moyen d'achats de terres que par celui de pensions. Quelquefois aussi un capital est placé au nom des governors et est administré par eux, les intérêts sont payés au titulaire du bénéfice ainsi augmenté. En 1714, un acte du Parlement (1 Geo, 1s, 2 c. x), a ratifié des arrangements conclus entre les governors et des donateurs particuliers et leur a permis de faire certains règlements nouveaux avec le consentement

signé du roi ; en 1838, leurs pouvoirs furent augmentés (1 and, 2 Vic. c. xx) ; on abolit les offices de col-lecteurs des « *first fruits* » et des dixièmes et leurs pouvoirs furent remis au trésorier et aux governors du « Queen Anne's Bounty. » Ils devront rendre compte de cette administration et présenter les reçus à sa Majesté en conseil et aux deux Chambres ; ils devront en conserver une copie. L'intérêt porté au bien-être de l'Eglise établie se manifesta encore par un autre Acte du Parlement autorisant l'érection dans la ville de Londres de cinquante nouvelles églises.

Quand, en vertu de l'acte de Guillaume et Marie, l'électeur de Hanovre monta sur le trône d'Angleterre et devint George I^{er} la situation religieuse allait se modifier entièrement, l'indépendance dont l'Eglise avait joui allait se transformer en sujétion absolue au Parlement et à la volonté des ministres. Les questions politiques et dynastiques seront la cause de cette nouvelle situation : le nouveau gouvernement appuyé entièrement sur les whigs craignait les influences tories et jacobites qui se manifestaient parmi le clergé : Les évêques furent soigneusement choisis parmi des hommes que leurs principes ou leurs antécédents politiques recommandaient particulièrement au gouvernement ; l'un de ceux-ci le Dr. Hoadly, évêque de Bangor, ayant publié un livre où il exposait les vues de son parti, fut vivement attaqué par la Convocation et une politique violente s'ensuivit dans le pays : les ministres qui regardaient les Convocations d'un mauvais œil, comme un

centre d'agitation tory, profitèrent de cet événement pour proroger la Convocation. Ils réussirent si bien, qu'elle fut en réalité ajournée jusqu'au 1850, puisque de 1717 à 1850 les Convocations ne purent plus se réunir pour discuter les affaires et les intérêts de l'Eglise. Ce long silence des assemblées représentatives de l'Eglise établie allait pendant plus d'un siècle modifier entièrement les relations de celle-ci avec l'Etat : jusqu'alors même aux heures les plus troublées et où le pouvoir civil faisait le plus lourdement sentir son influence le clergé et les laïques pouvaient discuter la politique religieuse, réserver l'opinion de l'Eglise et la faire prévaloir. C'était d'ailleurs un principe reconnu, quoique quelquefois non observé, qu'aucune mesure religieuse ne pouvait être votée par les deux Chambres qu'après avoir été soumise à la Convocation et avoir reçu son approbation. C'étaient deux grandes institutions qui traitaient. Sous les George, tout est changé ; le Parlement devient l'unique autorité en matière de législation religieuse, il dicte ses lois à l'Eglise qui n'a plus de représentants pour discuter et traiter en son nom ; on ne peut, en effet, considérer les évêques à la Chambre des Lords, comme ses mandataires ; ce sont tous alors ou presque tous des hommes de grande valeur, mais nommés pour leurs opinions whigs : loin de s'opposer aux projets ministériels, ils ne peuvent que s'en faire les défenseurs et être devant leurs clergymen les porte-paroles du gouvernement. La Couronne de son côté perd toute influence dans ces questions jusqu'à l'avènement de George III. Les

deux premiers George sont en effet des allemands, nullement préoccupés des affaires d'une église qui leur reste étrangère.

C'est le triomphe d'une doctrine connue dans ce pays sous le nom d'« *erastianisme* » du nom d'un philosophe du xvi^e siècle (1), qui avait soutenu qu'une Eglise en tant qu'organisation n'a aucun pouvoir de faire par elle-même des lois, ordonnances et d'y appliquer des sanctions. Pour lui elle n'avait qu'un simple pouvoir de conviction morale. Tout ce qui regardait les questions d'administration ou de discipline devait être réglé par les gouvernements civils comme pour tout autre grand corps de l'Etat. Cette doctrine s'était déjà appliquée en Angleterre sous le règne d'Edouard VI ; au xviii^e siècle elle devient prépondérante, acceptée, non seulement par le Parlement, mais encore par les plus hauts dignitaires ecclésiastiques : de là naquit à cette époque une singulière défiance pour toute initiative dans l'intérieur de l'Eglise que l'on dénonçait sous le nom d'« enthousiasme ». On ne peut guère à cette époque parler de rapports puisque l'une des parties n'a plus aucun organe pour exprimer sa volonté ou ses désirs. La législation de cette époque a surtout pour but de relever les protestants non-conformistes des inégalités auxquelles ils sont soumis ; on veut tout au moins leur permettre de pouvoir occuper des fonctions, ne sont-ils pas les meilleurs soutiens du gouvernement whig, et c'est par la porte de la confor-

(1) Thomas Lieber, dit Eraste, né à Auggener (marquisat de Baden-Dourlach) en 1523, mort à Bâle en 1583.

mité occasionnelle que l'on va tout d'abord leur permettre d'y rentrer. Le ministère de Stanhope obtint, en 1718, l'abrogation de l'*Occasional Conformity Act* ; il devint un peu plus tard assez facile à un ministre non-conformiste d'être nommé à un emploi sans se prêter à aucune simulation ; dès 1727, Walpole demandait au Parlement de couvrir de son autorité ces violations de la loi ; on prit le moyen ingénieux de voter de temps en temps des bills amnistiant ceux qui s'étaient rendus coupables du délit d'accepter un office sans se prêter à une conformité au moins occasionnelle.

Plus tard ce fut aux catholiques romains qu'une certaine tolérance, encore très restreinte fut accordée, en 1778 un Acte leur permit de pratiquer leur culte sans être inquiétés et de pouvoir acquérir des terres ; ces modestes concessions provoquèrent une émeute. Mais les idées de tolérance faisaient néanmoins leur chemin ; au moment où l'acte d'union fut passé avec l'Irlande, Pitt aurait été d'avis de leur accorder les droits civils. Le roi George III s'y opposa personnellement, mais en fait durant les guerres contre la France des catholiques romains reçurent des grades dans l'armée et dans la marine.

Au milieu du xvm^e siècle quelques hommes, dont l'influence fut surtout religieuse, introduisirent parmi les esprits de l'époque plusieurs tendances qui ne pouvaient que conduire à une réforme dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat. Sous l'étroite domination du Parlement l'Eglise ne pouvait guère manifester d'activité, toute tentative ayant

pour but un réveil ou une modification dans l'organisation et dans la vie religieuse ne pouvait en effet qu'aider le clergé à sortir de cet état de torpeur et lui donner ainsi qu'aux laïcs des velléités d'indépendance à l'égard du pouvoir civil. Quand vers 1740 John Wesley et Whitefield commencèrent à fonder les premières sociétés méthodistes, dans le but de raviver la ferveur religieuse en Angleterre ; hommes politiques et prélats virent avec crainte le succès croissant de ces entreprises : c'est qu'en effet les leaders de ce mouvement menaçaient fortement en cas de réussite de leur entreprise les rapports d'étroite subordination de l'Eglise au Parlement qui était devenue une sorte de principe depuis la mort de la reine Anne. Ministres et hommes politiques redoutaient cet enthousiasme qui pouvait donner à l'Eglise une influence plus profonde et lui rendre peut-être une autorité plus grande ; ce serait alors comme autrefois un grand corps constitué avec lequel il faudrait traiter et non plus une sorte de grande administration soumise à l'autorité ministérielle ; les hauts dignitaires ecclésiastiques voyaient également avec crainte cette agitation qui pouvait ou les obliger à sortir de l'heureuse quiétude de leur situation assurée en risquant de les rendre suspects au pouvoir, ou s'ils s'y opposaient faire diminuer leur influence sur leurs clergymen et les laïcs enthousiasmés par les prédications de Wesley et de ses disciples ; d'ailleurs le caractère assez démocratique de ce mouvement ne pouvait que déplaire à toutes les autorités tant civiles qu'ecclésiastiques.

Si cet important mouvement religieux était resté dans les limites que ses chefs paraissaient au début vouloir lui imposer et s'était contenté de former une société particulière dans l'Eglise d'Angleterre et soumise à ses règles, son influence sur les relations de cette dernière avec l'Etat eut probablement été considérable ; il eut posé la question qui s'est depuis à nouveau présentée aux esprits du xix^e siècle : jusqu'où peut aller l'influence de l'Etat dans les questions religieuses et jusqu'où l'Eglise la tolérera-t-elle ? Nulle doute aussi qu'il n'eut aidé aux nombreuses réformes bienfaisantes pour les deux qui ne se produiront qu'au siècle suivant. Mais les exagérations et les imprudences de Wesley et surtout de ses disciples allaient rendre leur influence nulle en rejetant ce mouvement hors de l'anglicanisme et en n'en faisant plus qu'une secte dissidente, séparée elle-même en deux après la rupture de Whitefield avec Wesley et ensuite en plusieurs autres. Si ce dernier et son frère Charles Wesley restèrent jusqu'à leur mort fidèles membres de l'Eglise malgré leur indiscipline, dès 1760 leurs amis par leur attitude et leurs actes avaient définitivement séparé le méthodisme de l'Eglise et, par conséquent, son influence ne devait pas s'exercer sur les relations avec l'Etat. Ce mouvement fut néanmoins comme un précurseur d'un autre qui mieux et plus sagement conduit aura sur ces relations une influence considérable au xix^e siècle ; le mouvement tractarien ou mouvement d'Oxford (1).

(1) Il est à remarquer que John Wesley, son frère et Whitefield avaient reçu aussi à Oxford leur formation intellectuelle et religieuse.

TROISIEME PARTIE

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET LES RÉFORMES

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

I

La principale question, qui se posait à tous les esprits au début du xix^e siècle au sujet des affaires religieuses, était celle de la tolérance à accorder aux sectes séparées de l'Eglise. Nous avons vu comment par suite, non d'une liberté religieuse, mais d'une tolérance commandée par l'intérêt politique, les Dissidents protestants avaient acquis la facilité d'entrer dans des emplois publics en dépit des deux Acts du Test et des Corporations toujours en vigueur. Si d'autre part les réfugiés français avaient un peu contribué à atténuer l'animosité contre les catholiques-romains, la Révolution française avait rendu l'Angleterre très craintive des réformes et à ce moment ce mot de réforme paraissait à beaucoup synonyme de révolution, et surtout au parti tory qui domina complètement

la politique anglaise de 1814 à 1825. Dans l'Eglise d'alors c'est le parti évangélique, le parti basse église (*low church*) qui est prépondérant, il est au point de vue des relations avec l'Etat extrêmement conservateur : l'établissement lui paraît encore aujourd'hui d'une grande utilité à l'Eglise et à quelques-uns de ses membres nécessaire, c'est un parti qui la considère comme une secte mieux organisée que les autres, mais qui fait dater la meilleure partie de sa vie religieuse du temps de la Réformation : s'il se montra assez partisan de la liberté pour les Non-Conformistes, il en est un adversaire quand il s'agit des catholiques-romains ; il est partisan également de quelques réformes comme celles qui attaquent les abus de la pluralité des bénéfices, mais, en fait, il n'a guère d'influence dans les actes concernant la religion, que votera après 1825 le Parlement. Les principaux auteurs de ces réformes sont les whigs, dont la politique alors est portée vers la liberté en ces matières et tend même à attaquer les privilèges de l'Eglise d'Angleterre. Ils réussirent pleinement dans la première partie de leur programme et échouèrent dans la seconde, ils obtiendront la liberté religieuse complète, non pas l'égalité religieuse. Dès 1813, un Acte avait accordé la tolérance aux Unitariens. C'est enfin, en 1828, sous George IV qu'un Acte de Lord John Russell abrogea les deux actes de Charles II : Corporation et Test. L'année suivante une réforme encore plus grave : le Roman Catholic Relief Act donnait aux catholiques-romains le droit d'entrer dans tous les postes publics, les relevait de toutes les incapacités

dont ils étaient frappés, excepté de celles assez peu importantes pour l'immense majorité d'entre eux qui résultaient de l'acte de Guillaume et Marie. Dissidents protestants et catholiques-romains avaient maintenant les mêmes droits politiques que les anglicans. L'Eglise conservait tous les privilèges qui plaçaient ses membres dans une situation avantageuse, et de cela le meilleur exemple se trouve dans les Universités.

A l'époque où nous sommes la qualité de membre de l'Eglise d'Angleterre était nécessaire soit pour y entrer à titre d'étudiant (*undergraduate*) soit pour obtenir une place de fellow ou de professeur. En 1772, une pétition fut faite à la Chambre des Communes pour que l'on se contentât à l'université de Cambridge d'une déclaration constatant que l'on était membre de l'Eglise *bona fide* à la place des souscriptions qu'ordonnait le 36^{me} Canon. Elle fut repoussée par 217 voix contre 71. De sorte qu'en 1830, la situation n'avait pas encore changé ; les Universités étaient ouvertes aux seuls anglicans ; à Oxford il fallait au moment de son immatriculation, avant de recevoir le degré de B. A. (*Bachelor of Arts*), et avant de recevoir celui de M. A. (*Master of Arts*) souscrire les XXXIX Articles et durant son séjour à l'Université il fallait, en outre, assister au service de la chapelle de son Collège. Si à Cambridge on se contentait de la souscription au moment de prendre les degrés, en fait les règles particulières de chaque collège en fermaient la porte aux non-conformistes. En 1834 les Lords repoussèrent un bill

venant des Communes qui abolissait les Tests dans les Universités. On essaya alors de créer une Université à Londres qui serait ouverte à toutes les confessions, mais en réalité cela ne ressemblait en rien aux vieilles Universités, c'était seulement un lieu de réunion pour recevoir une éducation libérale comme l'était déjà King's College à Londres pour les anglicans.

En 1854 fut voté l'*Oxford University Act* (17 and 18 Vict., c. LXXXI) qui abolissait les tests à cette Université au moment de l'immatriculation et de la prise du degré de B. A. Il souleva d'ailleurs dans cette ville une violente opposition, bien qu'il exclût encore les non-conformistes des principales positions universitaires et leur interdit le grade de M. A. (1). En 1856, un acte analogue fut voté pour Cambridge (19 and 20 Vict., c. LXXXVIII); les non-conformistes pouvaient acquérir dans cette ville le grade de M. A., mais ils étaient privés en fait des avantages qu'il conférait; c'était pour eux un simple grade honorifique. Enfin, en 1871, par l'*Universities Tests Act* (34 Vict., c. XXVI), tous les Tests furent abolis tant à Oxford qu'à Cambridge; désormais aucune personne désirant être inscrite dans un Collège ou un Hall de l'Université, ou recevant un degré quelconque, ou, nommée à un poste quelconque dans une de ces Universités, ne peut être obligée

(1) Le Professeur Dicey, *Lectures on the relation between law and public opinion in England*, raconte que cet acte fut dénoncé à Oxford par un prédicateur dans la chaire de Saint-Mary the Virgin et qu'il ajouta qu'après cette réforme, Oxford ne serait plus Oxford; *Oxford would be Oxford no longer.*

de souscrire aucun article de foi ou de donner son adhésion à une formule religieuse quelconque. C'est encore cet Act qui est en vigueur et grâce à lui aujourd'hui catholiques romains et dissidents protestants ont pu entrer dans ces deux Universités ; mais là si nous voyons la liberté religieuse, l'égalité ne s'y trouve pas ; l'anglicanisme est encore là dans une situation privilégiée, qui d'ailleurs s'explique et se justifie pleinement ; ces deux grandes Universités étant intimement liées par leurs origines et leur histoire à l'Eglise d'Angleterre : tout ce qui a trait à l'abolition des tests ne s'applique naturellement pas aux degrés de Divinité (théologie). La théologie enseignée dans ces Universités est celle de l'Eglise anglicane ; les personnes occupant une situation où les ordres sont nécessaires doivent toujours signer les XXXIX Articles ; et certaines positions leur sont toujours réservées (1). Chaque collège a une chapelle où durant les termes sont dits ou chantés les services anglicans. En 1877, un nouvel Act (40 and 41 Vict., c. XLVIII) créa des commissaires pour effectuer certaines réformes dans les règlements intérieurs des Collèges : il ouvrit alors en fait les situations de headships et de fellows à toutes les confessions, avec toujours les restrictions mentionnées plus haut.

Ce fut toujours dans le même esprit qu'à partir de 1830 toutes les réformes furent opérées dans l'Eglise ; on dé-

(1) A Oxford un nouveau Collège : Keble College a pu être fondé en 1870 et exiger de ses membres la qualité de membre de l'Eglise d'Angleterre.

chargea les dissidents de toutes les restrictions qui pesaient sur eux, mais l'Eglise établie garda sa position. Ce n'est pas qu'entre 1830 et 1832 un important mouvement n'existât parmi les whigs, représentants surtout de l'opinion protestante non-conformiste, en vue d'enlever à celle-ci une grande part de sa prépondérance. (Il ne faut pas oublier qu'alors l'Eglise d'Angleterre est étroitement unie à celle d'Irlande et est intitulée officiellement : *Church of England and Ireland*). Mais tous ces efforts n'aboutiront qu'à une série de réformes qui loin de l'affaiblir ne feront qu'améliorer sa situation intérieure. A ce moment d'ailleurs, l'Eglise, quoique privée du moyen de faire entendre sa voix par les Convocations, ne se trouve plus dans la situation où elle était au milieu du XVIII^e siècle. Le parti évangélique lui a donné à nouveau une grande vigueur et parmi ses membres sont des défenseurs énergiques des droits et des privilèges de l'Establishment et qui par leur influence pèsent sur le Parlement pour faire reconnaître par les hommes politiques la volonté tant des clergymen que des laïcs *churchmen*. L'homme le plus caractéristique de ce parti fut le Dr Arnold, l'headmaster de Rugby School ; il avait, comme le fait remarquer Wakeman (1), la plus grande antipathie pour les doctrines qui commençaient à se manifester et qui tendaient à séparer peu à peu l'Eglise de l'Etat en retirant à la première une partie de ses privilèges. Pour lui, la grandeur de

(1) Voir Wakeman, *History*, etc., page 463.

l'Angleterre et de son Eglise était attachée à une union étroite, presque à une confusion entre l'Eglise et la nation et pour arriver à leur but, lui et ses disciples étaient disposés à faire faire à l'Eglise anglicane d'assez larges concessions. Ce sont ces idées et tentatives que l'on a désignées sous le nom de « *comprehension* ». C'était en réalité la tentative déjà ancienne, et que nous avons vu échouer, de faire rentrer les Dissidents dans la *Church of England* : pour y arriver, le Dr Arnold et ses amis demandaient à cette dernière de n'exiger qu'un minimum pour former un christianisme pouvant au moins comprendre les dissidents protestants orthodoxes et qui se serait confondu lui-même avec l'Etat. Ces idées, où l'on peut voir germer déjà ce que plus tard on appellera le parti Large Eglise (*Broad Church*), quoique généreuses, et si convaincues que fussent leurs adhérents, étaient chimériques ; même dans l'église, ils rencontraient la suspicion des membres du parti basse église (*Low Churchmen*) avec lesquels pourtant ils avaient le plus de points de contact ; en politique ils étaient suspects ou tout au moins étrangers aux Tories comme aux Whigs. Ce parti ne put, en fait, aboutir qu'à fort peu de choses, gêné et égaré qu'il fut toujours par la confusion qu'il faisait de l'Etat avec l'Eglise ; tout au moins sur la législation du xix^e siècle, il ne put rien malgré son influence sur de nombreux esprits.

Une autre tentative de *comprehension* était plus pratique et était celle qui devait aboutir ; elle fut soutenue par de nombreux prélats : sans s'arrêter à des rêves

d'union religieuse, impossible au moins pour le moment, ils n'envisageaient qu'une compréhension purement civile. L'Eglise établie aurait gardé sa situation prépondérante sans chercher à s'assimiler les dissidents ; ceux-ci auraient été admis aux avantages des anglicans et auraient bénéficié des institutions publiques réservées à ces derniers ; nous avons vu que c'est ce qui devait se produire pour les Universités ; dès 1834, Lord Melbourne se faisait le porte-parole de ces idées. C'est sur ce terrain pratique que se sont placés dans la seconde moitié du xix^e siècle les législateurs anglais.

Ce qui contribua aussi fortement à ce résultat, c'est que les libéraux qui attaquaient alors les privilèges de l'établissement ne pouvaient avoir en fait une politique religieuse capable d'aboutir. Certes, un certain courant se manifestait alors dans ce sens, les doctrines de Bentham poussaient au Disestablishment, mais en réalité ses disciples n'avaient pas de politique religieuse. Les whigs n'arrivaient pas non plus à présenter un plan sérieux de réformes ecclésiastiques ; leur principal argument reposait sur la compréhension : l'Eglise doit embrasser toutes les sectes religieuses du pays ou cesser d'être une Eglise nationale ; mais les hommes politiques les plus séduits par ce dilemme, comme Macaulay, sentaient l'impossibilité de cette réunion. D'autres propositions comme celles de James Mill qui avait été ministre de l'Eglise (presbytérienne) d'Ecosse, étaient peu sérieuses. Puis la principale raison du manque de politique religieuse des libéraux

était qu'ils ne sentaient derrière eux sur cette question aucun grand mouvement d'opinion publique. L'impopularité ne s'attaquait pas alors aux évêques et aux *parsons* en leur qualité de dignitaires ou de ministres de l'Eglise ; mais parce qu'on les considérait, d'ailleurs avec raison, comme les alliés et les plus fermes soutiens des tories et des détenteurs des bourgs pourris. Mais les libéraux s'aperçurent vite que la Réforme électorale de 1832 n'avait nullement altéré l'affection de la nation pour l'Eglise et que la situation n'était guère meilleure pour les intérêts des Dissidents ; d'ailleurs ni les libéraux whigs, ni même les radicaux n'étaient des adversaires de l'Eglise, et quoiqu'en général ils fussent opposés à l'établissement, beaucoup d'entre eux étaient des *churchmen* convaincus. L'opinion publique, dans sa généralité, si elle sentait le besoin de réformes ecclésiastiques, était peu favorable à la dissidence ; les relations excellentes qui avaient existé durant le xviii^e siècle entre anglicans et protestants non-conformistes n'existaient plus ; les dissidents avaient été vus d'un mauvais œil par le public anglais durant la Révolution française ; les émeutes de Birmingham, en 1791, en avaient été une preuve manifeste (1) ; en 1794, la po-

(1) Pr. Dicey dans ses *Lectures* fait remarquer que la littérature d'alors est en général sympathique aux ministres de l'Eglise d'Angleterre. Ses clergymen sont toujours dignement représentés dans les romans de l'époque ; et au contraire le ministre non-conformiste est souvent peint sous des couleurs peu flatteuses. La meilleure illustration en est Mr Stiggins, le *Shepherd* de Dickens, dans « *Pickwick* ».

pulace, le *mob* de Lavenham, avait attaqué la maison d'un ministre indépendant connu : Isaac Taylor. Toutes ces causes réunies empêchèrent d'aboutir les projets de modification dans la situation de l'Eglise d'Angleterre ; même une légitime tentative de réformer certains abus de l'Eglise d'Irlande aida à la chute du ministère de la Réforme électorale ; et les réformes qu'accompliront ensuite les ministres libéraux ne seront possibles que parce que dans les questions religieuses, ils seront soutenus et secondés par le banc des évêques aux Lords et par l'opposition conservatrice dans les deux Chambres, dont, à partir de 1836, la politique constante dans ces affaires sera un mélange le conservatisme et de concessions.

Il faut d'ailleurs ajouter que dans l'intérieur de l'Eglise commence aussi un grand mouvement de renaissance qui influencera sérieusement dans la suite ses relations avec l'Etat ; en 1833, avaient paru les premiers des *Tracts for the Times* et le mouvement d'Oxford était commencé.

Il faut néanmoins signaler à cette époque une initiative prise par le Parlement sous sa seule autorité et qui sera une cause fréquente de conflits entre les deux pouvoirs. En 1832, un Acte fut voté qu'un écrivain religieux d'aujourd'hui appelle *a mere piece of bungling* (1) ; il détruisait la juridiction appelée *Final Court of Ecclesiastical appeal* et sans aucun consentement de la part de l'Eglise

(1) Voir W.-H. Frere, *The Relation of Church and Parliament in regard to Ecclesiastical Discipline*, (Pamphlets on English Church History. Bodleian Library, III, e. 25).

établie transférait ses pouvoirs à la Cour du Conseil privé du roi (*Court of the Privy Council*). C'était un complet bouleversement des rapports entre les deux pouvoirs : on donnait une autorité religieuse à un tribunal civil ; les autres tribunaux de l'Eglise lui devenaient soumis ; cela ne pouvait entraîner que de la confusion. Nous aurons à nous occuper à nouveau de cette loi en examinant les questions de juridiction.

II

La situation matérielle de l'Eglise d'Angleterre, au début du xix^e siècle, si elle était toujours officiellement assez brillante, donnait cependant lieu à de grands abus et de grandes inégalités ; la cause principale en était qu'aucune modification n'avait été faite depuis fort longtemps dans la vieille organisation ; l'Eglise restait en fait dans la situation où elle se trouvait au xvii^e siècle ; or, depuis ce temps, le pays s'était profondément modifié. Le grand développement industriel de l'Angleterre avait rendu très peuplées des régions qui à cette époque étaient presque des déserts, principalement dans le Nord, du côté d'York et de Newcastle. De simples villages étaient devenus de grandes villes et un clergé mal rétribué et surtout tout à fait insuffisant comme nombre ne pouvait plus subvenir aux besoins de la population. Une situation analogue se produisait dans les anciennes grandes villes, par suite de l'augmentation énorme de la population.

D'autre part, si les revenus de l'Eglise étaient importants, ils étaient fort inégalement répartis et n'amélioraient guère la situation. Pour prendre comme exemple ceux des évêques, on a calculé qu'en 1835 (1) le revenu global de

(1) Ces chiffres sont pris dans l'ouvrage du Professeur Dicey

de tout l'épiscopat anglais était suffisant pour donner une moyenné de £ 6.000 par an à chaque siège. La répartition était loin d'être équitable ; parmi les mieux rentés étaient les sièges de Canterbury et Durham avec £ 19.000 par an ; puis York, Londres, Winchester et Ely avec £ 11.000 chacun. Venaient parmi les moins favorisés Rochester avec £ 1.500 et Llandaff avec £ 900. Les revenus des cathédrales et des églises collégiales paraissaient souvent excessifs quand on considérait la pauvreté de l'Eglise dans d'autres endroits. Parmi les bénéfices inférieurs même inégalité encore plus choquante : le revenu de certaines paroisses était si faible qu'il ne suffisait pas à pourvoir aux besoins d'un clergyman et que le titulaire d'une église voisine devait souvent venir y célébrer les offices religieux. Si près de 200 bénéfices possédaient un revenu dépassant £ 1.000 par an (1), 3.500 avaient moins de £ 150, 2.000 moins de £ 100 et plus de 300 n'atteignaient pas £ 50 par an et parmi eux un certain nombre dont le revenu était dérisoire.

Ce fut d'abord vers l'insuffisance du nombre des églises que se porta l'attention du pouvoir civil ; malgré celles qui avaient été construites à la fin du règne d'Anne, la population avait tellement augmenté dans certains endroits que de nouveaux lieux de culte étaient devenus indispensables. En 1818, une somme de £ 1.000.000 fut prise dans

Lectures on the relations between law and public opinion in England.

(1) Pr. Dicey cite parmi les plus riches celui de Doddington dans le Diocèse d'Ely.

le trésor de l'Etat pour aider à la construction de nouvelles églises ; un Acte du Parlement (57 Geo III, c. LXV) régularisa cette opération et donna au roi le pouvoir de nommer par lettres patentes et pour dix ans des commissaires qui administreraient cet argent et s'occuperaient des constructions voulues par l'Acte. Ils reçurent le titre de « His Majesty's Commissioners for building new churches » et un Acte subséquent (59 Geo. III, c. cxxxiv) vint l'année 1819 régler définitivement leurs attributions : outre celles qui consistaient à administrer la somme votée l'année d'avant et celles que le Parlement pourrait plus tard leur accorder, ils avaient le droit de modifier les limites des anciennes paroisses, d'en créer de nouvelles et de remanier ainsi les districts ecclésiastiques pour les rendre moins vastes et plus facile à desservir. Sept ans plus tard, le Parlement leur votait une nouvelle somme de £ 500.000 (5 Geo. IV, c. cIII. — 1824). D'autres actes suivirent *New Parishes Acts 1843* (6 and 7 Vict., c. xxxvii), *1844* (7 and 8 Vict., c. xciv), et grâce à ces ressources ils purent créer vers cette époque 228 nouveaux districts ecclésiastiques. En l'année 1843, le Parlement leur accorda aussi le droit d'emprunter ; ce qu'ils firent aussitôt pour la somme de £ 600,000. De 1818 à 1856, ils avaient créé environ 764 nouvelles paroisses ; cette année-là, ils furent supprimés et leurs droits, privilèges et propriétés passèrent aux Ecclesiastical Commissioners (19 and 20 Vict 55. Transfert of Power). Ces derniers devaient continuer leur œuvre.

L'importance de cet acte de 1828 était que pour la

première fois un revenu, un bien quelconque était considéré comme appartenant à l'Eglise d'Angleterre en général (1); c'est encore ce principe tout nouveau que l'on verra se manifester dans l'acte qui créera les Ecclesiastical Commissioners. L'Eglise, en effet, en tant que « Church of England », ne possédait rien; en tant que telle la loi ne lui reconnaissait aucune propriété; elle n'était qu'un assemblage de corporations différentes ayant le droit de posséder: paroisses, évêques, doyens, chapitres, etc. Les biens de ces corporations qui réunies formaient l'Eglise d'Angleterre, provenaient de différentes sources: donations ou fondations pouvant se ramener à trois classes différentes.

1° Fabriques des églises avec leurs terrains consacrés et leurs différents accessoires et fournitures;

2° Les terres appartenant aux évêchés, cathédrales, églises collégiales, etc.

3° Dimes ou autres rentes payées au lieu et place des dimes.

On peut y ajouter également le « Queen Anne's Bounty »

On voit par là combien cette Eglise, que l'on cite généralement comme un type d'Eglise d'Etat, doit en réalité peu à l'Etat. Si l'on excepte ces quelques sommes votées par le

(1) Lord Selbourne fait néanmoins observer dans son ouvrage intitulé *Defence of the Church of England against Disestablishment* que les sommes ainsi votées n'auraient pas toutes été consacrées à l'Eglise d'Angleterre mais qu'une partie aurait aussi été consacrée à l'Eglise établie d'Ecosse (presbytérienne).

Parlement en sa faveur comme on en accorde à toute institution d'utilité générale, elle tire tous ses revenus des dons qui lui furent faits ou d'anciennes fondations « endowments ». Nous verrons l'Etat intervenir dans la répartition des revenus des évêques pour la rendre plus équitable ; mais ces revenus, ce n'est pas de lui qu'ils venaient, il ne paie pas les évêques, ils vivaient de même que les bénéfices sur le revenu de la corporation à laquelle ils appartiennent ; c'est pourquoi en toute justice on pourrait concevoir une séparation de l'Eglise et de l'Etat « disestablishment », dans laquelle celle-ci conserverait tous ses biens, c'est-à-dire sans « disendowment ». Moins qu'à toute autre Eglise sa richesse peut lui être reprochée car depuis son origine elle ne la doit qu'à ses propres fidèles, et on pourrait dire qu'au contraire de l'opinion que l'on s'en fait généralement, elle représente le type d'Eglise cher aux partisans de la séparation dans tous les pays : une Eglise qui ne doit ses ressources qu'à ses propres membres.

En 1832, le gouvernement se préoccupait d'améliorer la situation de l'Eglise en faisant régner plus d'égalité parmi les bénéfices. Cette année-là une commission royale fut établie pour s'enquérir de la situation financière exacte de l'Eglise d'Angleterre et du Pays de Galles. En 1833, à l'ouverture du Parlement, le Roi Guillaume IV, dans le discours du trône, demandait aux deux Chambres si l'on ne pourrait pas parvenir à une répartition plus équitable et plus judicieuse des revenus de l'Eglise. Puis quelque temps après, la commission royale publia son rapport : le revenu

annuel et global des deux archevêques et des 25 évêques qui formaient l'épiscopat anglais s'élevait à £ 181.600 ; si l'on faisait la déduction des frais nécessités par le paiement des différents officiers et des impôts il restait une somme de £ 160.300 (1). Nous avons vu combien leur répartition était inégale. Pour les revenus des cathédrales, qui comprenaient principalement la rente des dîmes, des terres, des bois, des carrières et des mines ainsi que le produit de certaines amendes, ils étaient annuellement de £ 217.000 (les diocèses de Bangor et de Sodor et Man exceptés, qui n'ont pas d'*endowments* pour leurs chapitres) ; et, défalca-tion faite des frais, se montaient à £ 158.000. A cela fallait-il encore ajouter les riches revenus de Westminster Abbey et de Saint-George's à Windsor. Au commencement de 1835 Sir Robert Peel établit une Ecclesiastical Commission pour examiner l'état de chaque diocèse d'Angleterre et du Pays de Galles, faire le relevé de leur revenu et de leurs besoins ; de même pour les cathédrales et les églises collégiales : elle devait aussi voir l'état des différents bénéfices du diocèse et chercher la meilleure solution pour pourvoir à leurs besoins. Quand en avril les Lords Melloume, Lausdowne et John Russell succédèrent à Sir Robert Peel, ils lui maintinrent ses pouvoirs et en une année cette commission publia quatre rapports. On voulut alors en faire un corps permanent et ayant autorité pour agir ; c'est dans ce sens qu'un Acte fut voté par le Parlement (6 and, 7 Will IV, c. LXXVII) qui créait, sous le nom de Ecclesiastical Commissioners,

(1) Hon. A. Elliot, *The State and the Church*.

un corps permanent, devenant une sorte de département de l'Etat composé du premier Lord of the Treasury, du Lord Chancelier, d'un Secrétaire d'Etat, du Lord Président du Council, du Chancelier de l'Echiquier, des 2 archevêques, des évêques de Londres, Lincoln, Gloucester, de trois laïcs nommés dans l'Acte et révocables par la Couronne. Tous les membres devaient appartenir à l'Eglise d'Angleterre. Leurs attributions étaient très larges, ils pouvaient procéder à la réorganisation des diocèses ; c'est ce qu'ils firent : les limites géographiques de plusieurs diocèses furent modifiées : Gloucester et Bristol réunis en un seul et deux nouveaux furent créés : Ripon et Manchester. Quant aux revenus des évêchés, pour obliger les plus riches à subvenir aux plus pauvres, on décida que quand une vacance se produirait, le nouvel évêque devrait livrer aux Commissaires le surplus désigné de son revenu épiscopal ; il conservait ce qui était nécessaire à son propre diocèse et gardait la propriété de tout le capital. Ainsi fut créé l'Episcopal Fund avec lequel ils purent améliorer la situation des plus pauvres évêques. En 1840, leur composition fut modifiée (3 and, 4 Vict. c., xi) ; furent membres *ex officio* désormais les 2 archevêques et tous les évêques ; on y ajoutait différents autres fonctionnaires civils, entre autres le Master of the Rolls et le juge de la Cour de l'Amirauté ; trois autres ecclésiastiques, les doyens de Canterbury, Westminster et Saint-Paul ; six nouveaux laïcs : quatre nommés par la Couronne, deux par l'archevêque de Canterbury. Tous devaient être membres de l'Eglise

d'Angleterre. Ce même Acte supprimait par extinction un certain nombre de canonicats et de sinécures ; diminuait les revenus des doyennés ; et à mesure que les vacances se produisaient, ces sommes faisaient retour aux *Ecclesiastical Commissioners*. En 1843, Sir R. Peel obtint le vote d'une loi (6 and 7 Vict., c. xxxvii) sanctionnant l'emprunt au Queen Anne's Bonnty d'une somme de £ 600.000 pour la création de 200 nouvelles paroisses avec un revenu de £ 150 chacune. On les appela les *Peel districts* et la Couronne et l'évêque du diocèse en eurent généralement le patronage. Les commissaires avaient déjà en 1838 obtenu le vote du « Pluralities Act » qui mettait fin dans une large mesure aux abus de la non-résidence et de la pluralité des bénéfices qui auparavant était fréquente.

En 1850, pour faciliter de travail les Commissaires on leur adjoignit (13 and, 14 Vict., c. xciv) un « Estates Committee » composé de trois laïcs : deux nommés par la Couronne dont l'un est salarié ; et un nommé par le Primat et salarié par l'Etat ; tous droits révocables par ceux qui les ont nommés ; ils ont à s'occuper de tout ce qui a trait aux ventes, à l'échange et à l'administration générale des terres, les Ecclesiastical Commissioners étaient ainsi déchargés des grands soucis d'administration, ce qui permit à beaucoup ensuite de n'assister que rarement à leurs réunions. En 1860, une importante innovation fut faite au sujet de la perception par les évêques de leurs revenus ; on voulut abandonner le système de 1836 qui était compliqué pour aboutir à un plus pratique ; il fut décidé qu'au

moment de la vacance d'un diocèse, tous ses biens passeraient aux Ecclesiastical Commissioners et ceux-ci devraient ensuite procéder à une sorte de re-endowment en lui assignant des terres suffisantes pour lui procurer le revenu nécessaire et ainsi égaliser ou mieux donner une plus juste proportion aux revenus des différents diocèses ; tant que cette opération ne serait pas terminée, ils devaient payer aux évêques un revenu fixé. Le revenu ainsi établi pour chaque évêché est :

Pour l'archevêché de Canterbury . . .	£ 15.000 par an.
» » d'York	£ 10.000 » »
» l'évêché de Londres. . . .	£ 10.000 » »
» » de Durham	£ 7.000 » »
» » de Winchester . . .	£ 6.500 » »

Pour les autres évêchés, le revenu varie entre £ 5.000 et £ 300 au moins.

Un procédé analogue fut employé pour les biens des chapitres qui furent remis aux Ecclesiastical Commissioners avec charge pour ceux-ci d'en remettre en possession les doyens et les chapitres après avoir fait une répartition ; mais avec cette différence que, comme ils purent faire prévaloir leurs idées aux Chambres et qu'une diminution des revenus des cathédrales fut ordonnée par suite de la suppression de certains canonicats, ils se trouvèrent en possession d'une assez forte somme qui reçut le nom de Common Fund et servit à pourvoir aux besoins généraux pour lesquels ils avaient été créés ; c'est-à-dire amélioration des pauvres bénéfices et création de nouveaux. Mainte-

nant le personnel d'une cathédrale consiste généralement en un doyen et quatre chanoines (dans quelques-unes un un peu plus de quatre). Les revenus sont encore assez inégaux, quelques doyens ont £ 2.000 ; le plus grand nombre £ 1.500 environ. Les revenus des chanoines sont de £ 750 à peu près.

Pour les revenus des simples bénéficiers, s'ils pouvaient les augmenter ainsi, ils n'avaient pas sur eux les mêmes pouvoirs : ils ne pouvaient les remanier en obligeant les plus riches à aider les plus pauvres ; mais néanmoins, « Augmentation of Benefices Act », et « l'Ecclesiastical Leasing Act » leur permettaient de le faire dans une certaine mesure avec le consentement nécessaire des évêques et des patrons. Les Commissioners purent, grâce à ces différentes ressources, consacrer de larges sommes pour l'« endowment » des bénéfices pauvres, comme le montre suffisamment le tableau ci-dessous, indiquant les sommes consacrées à ce but entre 1857 et 1863 :

En 1857.	£ 5,000
En 1858.	£ 18,000
En 1859.	£ 57,000
En 1860.	£ 66,000
En 1861.	£ 64,000
En 1862.	£ 100,000
En 1863.	£ 100,000

En 1856, ils avaient vu s'augmenter considérablement leurs pouvoirs puisque cette année-là on leur remit ceux

des Church Building Commissioners supprimés ; ils pouvaient maintenant créer de nouveaux districts et fournir des revenus à ces nouvelles paroisses. Ils doivent faire chaque année un rapport à l'un des secretaries of state et ce rapport est soumis au Parlement. Ils peuvent recevoir certains dons faits dans un but particulier. Ils ont en outre le pouvoir d'administrer les biens qui restent perpétuellement en leur possession et ceux dont ils sont temporairement investis dans un certain but, celui de remanier les circonscriptions ecclésiastiques, d'en créer de nouvelles. Ils gèrent ainsi d'importants biens tant en terres qu'en immeubles. Ils forment donc un véritable corps de l'Etat, s'occupant des intérêts matériels de l'Eglise et dans lequel cette dernière se trouve largement représentée ; mais ce dont ils s'occupent, il faut le remarquer, ce ne sont pas, comme souvent on semble le croire, des biens que l'Etat a donnés ou donne à l'Eglise, mais les propres biens de cette dernière qui, nous l'avons vu, doit fort peu à l'Etat et par là tombent beaucoup des arguments produits par les Non-Conformistes en faveur du Disendowment.

Le 30 novembre dernier (1908), Sir G. Kekewich demandait au Prime Minister s'il ne serait pas avantageux de fondre en un seul corps le *Queen Anne's Bounty Board* et l'*Ecclesiastical Commission* : le précédent archevêque de Canterbury (Fr. Temple) avait affirmé en 1901, disait-il, que l'on réaliserait ainsi une économie de £ 20.000 à £ 30.000 par an. Mr. Asquith lui répondit qu'en effet, en 1901, un *Select Committee* s'était déclaré partisan de cette

fusion et qu'en 1902 un bill dans ce sens avait été déposé, puis retiré. Le gouvernement, dit-il, avait à envisager d'autres mesures plus pressantes et ne proposerait pas une telle réforme (1).

(1) *Times* du 1^{er} décembre 1908.

III

L'un des plus graves problèmes soulevés par la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat est celui ayant trait aux questions de mariage, surtout dans un pays où le clergyman se trouve être officier de l'état civil. En ce moment même, la question est toute d'actualité et les journaux anglais sont remplis depuis plus d'un an d'articles et de « lettres à l'éditeur » sur le conflit que fit naître l'Acte de 1907.

Avant 1836, l'Eglise établie était entièrement maîtresse de ces questions : un mariage ne pouvait être célébré autre part que dans une église paroissiale et conformément aux rites anglicans. Il était impossible aux ministres non-conformistes de célébrer dans leurs chapelles un mariage valide. Avant 1753, la règle n'était pas aussi rigoureuse et plusieurs mariages célébrés par eux avaient été considérés comme valables ; mais la situation était souvent douteuse et comme les facilités de contracter mariage étaient très grandes, beaucoup d'unions ainsi faites étaient incertaines. On y remédia alors par un acte du Parlement (26 Geo. II, c. xxxiii) qui déclarait nuls tous les mariages autres que ceux célébrés par l'Eglise d'Angleterre. Cet acte de George II fut renforcé avec quelques amendements en 1823 (4 Geo. IV,

c. LXXVI). Si un dissident désirait se marier conformément aux rites de sa secte, il devait se rendre soit en Ecosse, soit dans les îles anglo-normandes ; c'est en fait ce qui avait lieu. Le divorce également était prohibé conformément aux lois de l'Eglise ; un statut d'Henri VIII proclame nettement l'indissolubilité du mariage. La séparation de corps pouvait être obtenue d'une Cour ecclésiastique. Néanmoins certains divorces proprement dits pouvaient être obtenus par un acte du Parlement, surtout en cas d'adultère de la femme ; mais la Chambre des Lords exigeait toujours dans ce cas qu'une séparation de corps ait été prononcée au préalable par une Cour ecclésiastique et que le complice de la femme ait été condamné par une Cour de *common law* a des dommages et intérêts. Il était extrêmement difficile à la femme d'obtenir un tel divorce, même en cas d'adultère du mari. D'ailleurs le Parlement n'accordait que très rarement ces sortes de divorce et ils coûtaient fort cher.

En 1836, on se préoccupa de mettre fin aux réclamations des non-conformistes en ne rendant plus obligatoire le mariage anglican. Le Parlement vota *le Marriage Act (6 and 7 Will. IV, c. LXXXV)* qui en autorise la célébration de trois manières : 1° comme autrefois à l'Eglise paroissiale ; 2° sans aucune cérémonie religieuse et devant un officier de l'Etat civil, *registrar* ; 3° dans une église ou chapelle non-conformiste qui après avoir rempli certaines formalités administratives a été régulièrement enregistrée *registered* ; et selon le rite qu'il plaît aux parties d'adop-

ter (1). Mais dans ce dernier cas, le ministre ne remplira pas les fonctions d'officier de l'état civil ; le mariage tiendra sa validité aux yeux de l'Etat de la présence nécessaire d'un *registrar* civil ; alors que dans les églises anglicanes la présence du clergyman est seule nécessaire et qu'il est à la fois l'officiant religieux et l'officier de l'état civil. Les dissidents devaient payer une certaine redevance au registrar qui se dérangeait pour eux et ainsi leurs mariages étaient plus coûteux que ceux des anglicans. Cette inégalité qui les choquait fortement et contre laquelle ils ne cessèrent de réclamer disparut en 1898 (Marr. Act. 1898, 61 and 62 Vict., c. LXXXV) désormais dans les églises dissidentes, *registered*, la présence du ministre religieux est seule nécessaire pour la validité du mariage.

Cet acte de 1836, modifié ainsi en 1898, maintenait jusqu'en 1907 les règles posées par l'Eglise ; âge où un mariage pouvait être contracté, fixé à quatorze ans pour les garçons et douze ans pour les filles ; les prohibitions des lois de 1534 et 1537 énumérées dans la *Table of Kindred and affinity* de 1563, étaient toujours maintenues aussi fermement par l'Etat que par l'Eglise jusqu'au jour du vote de cette loi qui autorise le veuf à épouser la sœur de sa femme décédée et dont nous parlerons quand nous aurons dit quelques mots du divorce.

C'est en 1857 que fut voté non sans une sérieuse opposition dans les deux Chambres, entre autres de la part de

(1) En outre des copies de tous les actes de mariage sont ensuite réunies à un bureau central.

Mr Gladstone, le *Matrimonial Causes Act.* (20^e and 21, Vict., c. LXXXV) qui pour la première fois légalise d'une manière générale le divorce en Angleterre. Dans les pays où, comme en France, l'Etat ignore le mariage religieux, aucun conflit ne pouvait s'élever avec l'Eglise sur ce sujet, au moins dans la pratique; il n'en est pas de même ici où le clergyman remplit les fonctions d'officier de l'état civil. Le législateur de 1857 chercha à résoudre la question d'une façon bizarre: il autorise les divorcés à se remarier à l'église s'ils trouvent un ministre consentant à le faire, mais il n'oblige pas le clergyman à remarier les divorcés, il le laisse libre. Par contre, si le vicaire de la paroisse ayant refusé de les remarier, ceux-ci trouvent un clergyman y consentant, le recteur ou le vicaire est tenu de prêter son église pour la cérémonie. La plus grande partie du clergé et des laïcs anglicans ont protesté contre cette contradiction absurde ; récemment un bill fut déposé aux Lords par Lord Halifax pour la faire cesser. Le congrès anglican de Shrewsbury (1896) a attaqué cette violation des droits de l'Eglise, mais comme le faisait alors observer le Rev. W. Barker, prébendaire de Saint-Paul, la difficulté inextricable est dans ce fait que le clergyman est aussi officier de l'état civil. Ce fut une première différence sur le sujet du mariage entre la loi civile et celle de l'Eglise : si l'acte en effet apporte d'assez nombreuses restrictions au divorce (1) il n'en viole pas moins les prin-

(1) La séparation de corps peut être prononcée en faveur des époux qui ne veulent pas divorcer, elle est interdite par consen-

cipes de cette dernière, il suffit de les rappeler tels qu'ils sont exprimés dans les résolutions adoptées par la dernière conférence de Lambeth dans l'été de 1908 et dans la lettre encyclique qu'a signée alors au nom *des Archevêques, Evêques, Métropolitains et autres Evêques de la Sainte Eglise catholique, en pleine communion avec l'Eglise d'Angleterre, réunis au nombre de 243* (1), l'archevêque de Canterbury, Dr Davidson. Les résolutions 37-41, traitent de cette question : après avoir déploré les facilités accordées aux divorces, les évêques affirment à nouveau ce que la Conférence de Lambeth de 1888 avait déclaré : que puisque les paroles du Christ défendent expressément le divorce, sauf en cas de fornication ou d'adultère, l'Eglise ne peut reconnaître un divorce prononcé pour tout autre cas. Qu'après un divorce pour adultère ou fornication, la partie coupable ne peut se remarier tant que vit l'autre. Dans ce cas, comme la question est un peu incertaine pour la partie innocente, le clergé ne pourra lui refuser les sacrements ni la priver des autres privilèges de l'Eglise si elle s'est remariée, mais il n'est pas désirable qu'un tel mariage soit célébré par l'Eglise (2).

Le conflit entre la loi et la doctrine de l'Eglise devait éclater à nouveau et d'une manière plus aiguë encore sur

tement mutuel quoiqu'en fait elle ait souvent lieu ainsi : La partie coupable peut, après le divorce prononcé, épouser son complice

(1) *The Guardian*, 12 août 1908.

(2) Cette dernière décision fut votée seulement par 87 évêques contre 84 partisans de sa célébration à l'Eglise.

cette question du mariage en 1907. Au mois de juin de cette année-là, un acte passa aux deux Chambres, en dépit du banc des évêques aux Lords, déclarant que « nul « mariage passé ou futur, contracté par un homme avec « la sœur de l'épouse décédée ne doit être regardé comme « nul ou annulable, *en qualité de contrat civil*, par simple « raison d'affinité » (*Deceased Wife's Sister Act*) (Edw. VII, c. xxx). La situation du clergyman se trouvait d'après cette loi la même que pour un mariage après divorce : il n'est pas obligé de consentir à célébrer un tel mariage, mais il ne peut refuser de prêter son église pour sa célébration si les futurs époux trouvent un ministre consentant à les marier. L'importance d'une telle mesure s'aperçoit tout de suite ; l'Etat, qui jusqu'alors avait toujours adopté la doctrine de l'Eglise, s'en sépare nettement sur ce point et la situation du clergyman officier de l'état civil devient extrêmement embarrassante. Autrefois Lord Hatherley, qui fut grand chancelier d'Angleterre, pouvait dire avec raison (en 1869) : *La loi anglaise, ecclésiastique et civile, a toujours — et cela dès l'établissement de notre monarchie — considéré comme incestueux le mariage avec la sœur de la femme défunte. Et jamais jusqu'à nos jours elle n'a fait de distinction entre un mariage de cette nature et le mariage d'un homme avec sa propre sœur, ou même avec sa mère.* Les polémiques parfois violentes que suscita le vote de cette loi en montrent l'importance au point de vue des relations entre les deux pouvoirs. L'Eglise s'émut ; si les opinions de quel-

ques évêques furent un peu hésitantes sur la conduite à adopter, clergymen de tous grades et laïcs conclurent unanimement que la doctrine de l'Eglise sur cette question restait la même (1); le parti High Church l'affirma très nettement; Lord Halifax et ses amis de l'English Church Union déclarèrent qu'un acte du Parlement ne pouvait ainsi changer la législation ecclésiastique; que ce n'était pas un évêque ou un clergyman qui pouvait résoudre la question de lui-même : mais que c'était l'Eglise tout entière qui devait se prononcer en s'inspirant des traditions constantes et de l'Angleterre et des Eglises d'Orient. Or, jamais elle ne pourrait sanctionner de telles unions. Ceux d'entre les ritualistes qui protestent contre toute ingérence de l'Etat dans les affaires religieuses en arrivèrent à penser que puisque celui-ci acceptait dans ses lois des actes aussi contraires aux principes de morale de l'Eglise, il n'avait plus guère d'autorité pour lui dicter certaines de ses volontés; le mot de Disestablishment fut alors prononcé par plusieurs « churchmen ». L'affaire s'envenima encore quand dans un procès tout récent on voulut faire un délit pour un clergyman de continuer à obéir à la loi ecclésiastique. Un sujet anglais avait, quelque temps avant le vote

(1) Canons de 1603. Canon 99^e : « Nul ne pourra se marier aux « degrés de parenté défendus par la loi de Dieu et marqués sur « un tableau ayant force de loi de l'an de Dieu 1563. Tous les « mariages ainsi faits et contractés seront considérés comme in- « cestueux et illégaux, et en conséquence seront dissous comme « nuls *ab initio* ; les parties ainsi mariées seront séparées par force « de la loi. Le susdit tableau sera publié dans chaque église et « affiché aux frais de la paroisse ».

du Deceased Wife's Sister Act, épousé au Canada la sœur de sa femme décédée (le mariage avait été célébré dans une chapelle non-conformiste). Au regard de la loi anglaise, ce mariage était nul car les époux n'étaient même pas domiciliés au Canada. Exactement, seize jours après : le 28 août 1907, le *Deceased Wife's Sister Act* entrait en vigueur et au point de vue civil légitimait cette union. Quand ces personnes furent revenues en Angleterre, elles se virent refuser la communion par le vicaire d'Eaton : Canon Thompson, sous prétexte qu'en vertu du *Prayer Book* il avait le devoir de la refuser à des personnes vivant dans un état de scandale public, *open and notorious evil liver*. Ces personnes, Mr. et Mrs. Banister, attaquèrent ce clergyman en se basant sur un statut d'Edouard VI (1 and 2, Edw. VI, c. 1, s. 8) déclarant qu'un clergyman ne peut sans cause légale refuser la communion à une personne qui la lui demande. Un jugement fut alors rendu sur ce cas par la Cour des Arches à la Church House, le 23 juillet 1908 par le doyen des Arches, Sir Lewis T. Dibdin, déclarant après de longues considérations que Canon Thompson avait eu tort de leur refuser la communion, qu'il devait être blâmé pour ce fait et qu'il devrait désormais la donner à toute personne dans un cas semblable. et se terminant par cette déclaration un peu stupéfiante qu'à cause de la nouveauté et de la difficulté de la question soulevée il ne prenait aucune décision sur le fait de savoir qui paierait les frais du procès (1) et avouait

(1) « ... Not without some doubt and hesitation... I think the de-

d'ailleurs qu'il rendait sa sentence avec quelques doutes et hésitations. Le défendeur et ses partisans n'eurent pas de peine à triompher d'un jugement aussi hésitant. Canon Thompson déclara qu'il persévérerait dans son attitude en dépit du jugement. On fit remarquer que l'Acte de 1907 considère si bien de tels mariages comme contraires à la loi de l'Eglise, qu'il déclare qu'un clergyman frappé de censure ecclésiastique pour avoir ainsi épousé sa belle-sœur, ne pourra se prévaloir de lui contre cette censure. Donc il n'a qu'une autorité civile et on ne saurait en s'appuyant sur lui inquiéter un ecclésiastique qui dans ses fonctions religieuses considère comme nul un tel mariage. Canon Thompson se trouvait donc dans son droit strict au point de vue légal. Il n'en est pas moins vrai que le vote inopportun de cet acte, dont les auteurs, comme honteux de leur œuvre, n'ont pas osé aller jusqu'au bout du principe qu'ils affirment et déclarer légale l'union d'une femme avec le frère de son mari décédé, a causé une grande perturbation dans les rapports de l'Eglise anglicane avec l'Etat. Sur ce point maintenant, une profonde divergence existe dans leur doctrine et dans leur pra-

« fendant has failed to justify his repulsion of the promoters from
« Holy Communion and he must be admonished for having so
« repelled them and further, he must be admonished to refrain
« from similar acts in the future. In this Court costs usually
« follow the event, but, having regard to the novelty and diffi-
« culty of the questions with which the defendant had to deal,
« and to all the circumstances of the case. I shall make no order
« as to costs ». *The Guardian*, Friday, July 29, 1908, donne ce jugement *in extenso*.

tique ; s'il est exagéré de parler aussitôt de *Desestablishment*, néanmoins il a altéré l'union autrefois si intime (1).

Au sujet des funérailles, les dissidents opposaient de fréquentes protestations à la loi en vigueur avant 1880. Le recteur tient en effet le cimetière et alors on ne pouvait enterrer un mort dans le cimetière de la paroisse qu'avec le service funéraire de l'Eglise d'Angleterre, dit par un clergyman ; en 1880 fut voté le *Burial Laws Amendment Act*, déclarant que toute personne peut être enterrée dans le cimetière sans les rites anglicans ou même sans aucun service religieux. Mais aucun service funéraire accompagné de paroles ou de discours ne peut avoir lieu au cimetière s'il n'a pas un caractère chrétien. Le recteur en vertu de cette loi peut exiger un avertissement préalable au moins quarante-huit heures avant l'enterrement et empêcher que la cérémonie ait lieu à certaines heures ou à certains jours tels que les dimanches, jour de Noël et Vendredi-Saint.

(1) En 1896, les Etats de Jersey avaient voté un Acte légalisant le mariage avec la sœur de la femme décédée ; mais valable seulement pour les personnes domiciliées dans l'île.

IV

Vers 1833 commença dans Oriel College, à Oxford, un mouvement de renaissance religieuse qui devait avoir sur les relations de l'Eglise avec l'Etat une influence presque aussi grande que celle qu'il prit bientôt dans la vie spirituelle de la nation. Au moment où tous les penseurs anglais, qu'ils fussent hommes politiques ou clergymen, sentaient que désormais ces rapports devaient se régler sur un mode nouveau s'ils devaient continuer à exister, que l'Eglise de son côté avait quelque chose à faire pour remédier à sa situation peu brillante vers 1830, après l'échec des tentatives de « compréhension » qui avaient un moment séduit tant d'esprits, à la suite d'Arnold ; dans un temps où l'anglicanisme sans guide, avec des évêques peu influents, risquait, s'il demeurait dans cet état de léthargie, de perdre lentement son empire sur le pays ; quelques jeunes gens se réunissaient autour d'un des plus brillants fellows d'Oriel : John Keble, et s'efforçaient, dans un but d'abord purement religieux, à rechercher et à définir la doctrine de l'Eglise en remontant aux origines et en s'appuyant sur l'histoire ; ils commencèrent alors à publier les fameux *Tracts for the Time*, où ils ex-

posaient et expliquaient à la fois leurs idées et les résultats de leurs recherches. De ce réveil religieux qui attira vite l'attention du public et commença à mettre en évidence les noms illustres de Newman et de Pusey devait sortir l'Angleterre religieuse du xx^{e} siècle ; l'Eglise n'entendait plus n'être qu'une simple organisation de l'Etat, un département administratif qui se laisse dicter des lois ; elle restait fidèle à ses relations avec l'Etat, à condition que celui-ci n'intervienne pas dans ses affaires purement religieuses et au lieu de lui dicter des lois, revienne aux vieilles traditions de discussion entre les deux pouvoirs, or, tout cela était devenu impossible depuis le commencement du xviii^{e} siècle. Si dès ses débuts le mouvement tractarien que l'on appela, du lieu de son origine, mouvement d'Oxford, rencontra une opposition acharnée, son influence se fit bientôt fortement sentir dans l'Eglise, souvent même chez ceux dont les opinions religieuses étaient le plus en opposition avec celles de Newman et de ses amis, et ceux-ci travaillaient consciencieusement avec les tractariens au mouvement de réforme nécessaire, comme le prouve la législation de 1836 sur les biens de l'Eglise : tous sentaient qu'il y avait quelque chose à faire pour une renaissance religieuse. Quand les promoteurs du mouvement d'Oxford eurent perdu leur grand leader en 1845 et que Newman passa à l'Eglise catholique-romaine le mouvement ne fut pas arrêté pour cela ; mais au contraire, continué avec vigueur par Pusey, Keble et leurs amis, il se généralisa et se répandit dans toute la nation ; ce n'était plus seulement un mouvement intellectuel et reli-

gieux ; il transformait l'opinion publique et même ses pires adversaires, influencés par lui, sentirent que le vieil Erastianisme du siècle précédent était désormais une doctrine et une pratique du passé ; il fallait revenir aux anciennes traditions, l'Eglise établie devait désormais reprendre la parole en tant que corps constitué. C'était le retour aux idées des grands prélats anglicans du ^{xvii}^e siècle (1). Les résultats les plus importants de ce mouvement ne tardèrent pas à se manifester : en 1850, la Convocation de la Province de Canterbury fut à nouveau autorisée à se réunir régulièrement pour discuter des intérêts de l'Eglise et voter des canons conformément aux usages anciens ; en 1852, celle d'York obtenait la même autorisation et ainsi reparaissaient à côté du Parlement les assemblées ecclésiastiques qui, jusqu'en 1717, travaillaient à côté de lui aux lois et aux réformes touchant l'Eglise.

La Convocation de chaque province se compose de trois Chambres : 1^o la Chambre haute (*Upper house*) qui, sous la présidence de l'archevêque, comprend tous les évêques de sa province ; 2^o la Chambre basse (*Lower house*), composée des doyens des églises cathédrales (en outre, dans celle de Canterbury, des doyens des églises collégiales de Westminster

(1) Un retour à ces doctrines déjà appelées alors celles de la *High Church* (Haute Eglise). On peut dire que le mouvement *High Church* du ^{xix}^e siècle est la continuation du mouvement tractarien d'Oxford. Le nom de « ritualiste » qui fit fortune est moins exact, mais fut très employé dans les polémiques ; il indique le retour à certaines pratiques extérieures conformes au *Prayer Book*, mais tombées en désuétude au ^{xviii}^e siècle.

et de la chapelle royale de Saint-George's à Windsor), des archidiaques, de procureurs élus, les uns nommés par les chapitres, les autres par le clergé des paroisses. Chaque chapitre a droit à un député. Les procureurs du clergé sont élus à raison de vingt par diocèse dans la province de Canterbury, et de deux par archidiaconé dans celle d'York ; 3^e une Chambre des laïcs (1). Chaque Convocation est convoquée par l'archevêque en vertu d'une instruction royale ou autorisation, délivrée conformément aux vieux usages avec celle qui convoque le Parlement. Elles se réunissent donc toutes deux au même moment et en même temps que le Parlement. Le roi a le pouvoir de donner à l'archevêque l'ordre de la dissoudre ou de la proroger ; l'archevêque doit obéir à cette injonction, mais il ordonne en son propre nom la dissolution ou la prorogation sans mentionner l'ordre royal. Mais l'Eglise d'Angleterre n'a pour son ensemble aucune assemblée générale officielle ; les convocations se réunissent séparément, et dans chacune d'elles, les délibérations et les votes ont lieu séparément (il n'en était pas ainsi autrefois) ; mais la coutume subsiste de se réunir toutes ensemble lors de la séance d'ouverture, c'est là une simple formalité ; de même que les résolutions adoptées par chacune séparément sont à nouveau finale-

(1) Cette 3^e Chambre n'existait pas en 1852. C'est en 1888 qu'une Chambre des laïcs fut adjointe à la Convocation de Canterbury. En 1892 la même chose fut faite pour celle d'York. Ses membres sont élus par les membres laïcs des *diocesan conferences*. Chaque archevêque peut en outre nommer dix membres pour l'aider particulièrement de leurs conseils.

ment adoptées par toutes les Chambres siégeant ensemble. Il convient d'ajouter que quelque respectable et quelque autorité morale qu'ait la Chambre des laïcs, ses délibérations ne peuvent, en fait, aboutir à rien, car il est formellement stipulé qu'ils n'ont aucune voix dans les questions d'interprétation de la foi et des doctrines de l'Eglise. Pour être valables, les résolutions de chaque convocation doivent recevoir l'approbation de l'archevêque. Au cas où elles tomberaient sous le coup de l'Acte de Soumission, c'est-à-dire si elles tendent à mettre en vigueur une nouvelle loi ecclésiastique, une autorisation royale doit, en vertu du même acte, avoir précédé leur délibération sous peine de nullité. Le roi a également le pouvoir d'assigner à la Convocation des sujets de discussion ; il ne paraît pas avoir été fait un grand usage de cette faculté. La Convocation a le droit de discuter les affaires ecclésiastiques, et de passer des résolutions qui n'ont pas un caractère obligatoire. Elle réclame toujours aujourd'hui, en vertu de l'ancienne coutume, qu'un acte touchant les affaires ecclésiastiques ne soit pas voté par le Parlement sans que les Convocations n'aient eu à donner leur avis. En pratique, aujourd'hui, cette demande paraît reconnue par l'usage, depuis 1892. Les Convocations sont donc toujours réglées par les vieilles coutumes qui les régissaient autrefois ; elles remontent au concile de Londres de 1283, et à la convocation royale pour le concile de 1294, pour la Convocation de Canterbury. Les règles qui régissent celle d'York remontent au ^{xiii}^e siècle ; c'est de ce moment également

que date la séparation des assemblées des deux provinces ; l'acte de soumission d'Henri VIII a modifié ces coutumes dans le sens que nous avons vu. On a parlé, dans ces derniers temps, de créer un *Representative Church Council* qui se composerait également d'une chambre d'évêques et d'une Chambre basse de clergymen et de laïcs ; ce serait une sorte de Parlement central pour l'Eglise établie : cela n'a encore abouti à rien.

Les attaques que s'attirèrent les disciples des tractariens, surtout pour le fait d'avoir remis en pratique certaines cérémonies ou coutumes tombées en désuétude et les censures que parfois ils s'attirèrent nous obligent à examiner la législation ayant trait à la discipline ecclésiastique, car elles ont soulevé d'une manière parfois brûlante la question des rapports avec l'Etat. Quand, en 1832, la *Final Court of ecclesiastical Appeal* fut détruite et que tous ses pouvoirs furent réunis à la *Court of the Privy Council*, c'est-à-dire à une autorité purement civile comme nous le verrons en étudiant les juridictions, on plaçait plus étroitement sous l'autorité de l'Etat une Eglise qui, à ce moment même, allait chercher à s'affranchir d'une dépendance qu'elle commençait à trouver fort lourde : c'est maintenant contre l'autorité du Privy Council en matière religieuse que protestent les highchurchmen ; elle provoqua surtout de vives controverses quand, en 1850, dans l'affaire Gorham, le P. C. prétendit par sa décision intervenir dans la doctrine de l'Eglise sur le baptême. En 1840 le Parlement vota un acte sur la discipline du clergé (*Discipline Act*) d'un ca-

ractère extrêmement large; il s'étendait en effet à tous les délits ecclésiastiques que pouvait commettre un clergyman; on pouvait donc s'en servir comme d'une arme contre les ritualistes, quoiqu'il ne les visât pas directement. La procédure en vertu de cette loi dépend de l'évêque qui peut, quand un ecclésiastique est accusé d'un délit de ce genre, nommer cinq commissaires pour s'enquérir et voir s'il y a lieu de donner suite à l'affaire. Quand leur rapport est terminé, l'évêque peut, si les parties y consentent, rendre lui-même la sentence, ou si le demandeur désire poursuivre, ou que l'évêque lui-même juge qu'il y a lieu de donner une suite plus grave à l'affaire; il fait dresser un acte énumérant les faits portés contre le défendeur et les lui communiquer, puis l'affaire est portée devant la cour de l'évêque; celui-ci peut également, s'il juge le cas trop sérieux, l'envoyer au moyen de *letters of request* à la cour de l'archevêque de la province. La partie mécontente de la sentence peut appeler de la cour de l'évêque à celle de l'archevêque, et de celle de l'archevêque au roi dans son conseil. Il y eut de 1845 à 1874 un assez grand nombre de cas portés ainsi devant le Privy Council, non sans de fréquentes protestations des clergymen qui souvent refusaient de reconnaître ses décisions, fort contradictoires d'ailleurs; le Parlement, devant l'augmentation constante des pratiques ritualistes, songeait alors à faire une loi interdisant formellement les usages remis en vigueur par celles-ci (ce qui prouvait bien qu'ils n'étaient ni contraires aux lois antérieures, ni au Prayer-Book) et sur-

tout interdisant d'autres vêtements que le surplis pour le service de la communion ; ce qui aurait été contraire à l'Ornamental Rubric. Pour parer à cela, l'évêque d'Oxford, Wilberforce, proposa au premier ministre, Lord Derby, d'instituer une commission pour régler cette question ; on en nomma une le 3 juin 1867 qui n'aboutit à rien. C'est alors qu'en 1874 l'archevêque de Canterbury : Tait, qui pensait en finir avec les ritualistes, qu'il n'aimait pas, usa de son influence pour faire voter au Parlement un nouvel acte (*Public Worship Regulation Act*) qui complète celui de 1840 mais ne se préoccupe que des délits ayant rapport aux ornements, aux modifications illégales dans l'Eglise et à la non observation du *Prayer-Book* ; les facilités de poursuites sont rendues plus grandes : toute personne, dit cet acte, ayant intérêt à ce que la loi soit observée en matière religieuse a le droit d'intenter le procès, c'est-à-dire soit l'archidiaque, soit l'un des churchwardens (marguilliers) ou même un paroissien quelconque. L'évêque peut dans ce cas, si les deux parties y consentent, rendre une sentence ; en cas contraire, l'affaire est envoyée d'abord à l'archevêque de la province qui la transmet au juge de la *Provincial Court* qui rend sa décision. On créait ainsi une innovation, car ce dernier juge doit être consulté par les parties, il donne son opinion et elle doit être respectée dans le jugement que l'archevêque rend ensuite ; puis on voulut pour ces affaires créer un nouveau juge qui s'y consacrerait et servirait pour les deux *Provincial Courts* ; il se trouvait donc ainsi dans une position tout à fait anormale.

Le premier juge nommé fut Lord Penzance. Cela créa une violente opposition ; les procès contre les ritualistes augmentèrent encore, mais créèrent plus de scandale qu'ils n'eurent de résultat, et après quelques années ils cessèrent ; mais cette innovation avait inutilement bouleversé tout l'ancien système de juridiction.

L'affaire de l'évêque de Lincoln, dont nous avons déjà dit un mot, vint ensuite prouver combien la juridiction du *Privy Council* en matière ecclésiastique avait perdu d'autorité. Quand cet évêque, accusé de pratiques ritualistes, fut poursuivi, le *Privy Council* reconnut pleinement de lui-même que le Primat pouvait entendre l'affaire dans sa propre Cour. En conséquence, en 1890 l'archevêque de Canterbury, Benson, rendit une sentence très modérée qui ne s'inquiétait nullement des décisions antérieures du *Privy Council* et quand les accusateurs en appelèrent à ce dernier il confirma purement et simplement la sentence de l'archevêque Benson. C'était reconnaître que toute la législation sur la discipline ecclésiastique était caduque (1).

En 1892 le Parlement jugea encore utile de voter un nouvel acte sur la discipline du Clergé, et à cette occasion les Convocations revendiquèrent fermement leur droit ; elles prétendirent que, conformément aux anciens usages,

(1) Déjà quelques années auparavant, l'archevêque Tait avait obtenu la nomination, en 1881, d'une Commission royale d'enquête sur la législation des cours de justice en matière ecclésiastique. Il était mort quand, en 1883, elle émit des vœux qui restèrent lettre morte.

les modifications dans la procédure contre des clercs devaient auparavant être rédigées et reconnues canoniquement, avec l'assentiment de la Couronne, et que la procédure que voulait suivre le Parlement était contraire aux traditions. En décembre 1891, l'importante association l'*English Church Union*, que dirige Lord Halifax pour la défense des intérêts religieux et des idées du parti *High Church*, publia un *Exposé de principes canoniques concernant la discipline du clergé* qui maintenait nettement le droit des Convocations. On nomma un comité composé de membres des deux Chambres de la Province de Canterbury qui devait se réunir avec un analogue nommé par celle d'York ; de nombreuses pétitions furent lancées en faveur des droits des Convocations et enfin le Primat put obtenir des « Letters of Business » pour celles-ci qui leur permirent de voter un canon dans le même sens que le bill présenté au Parlement ; quand ce dernier devint le *Clergy Discipline Act de 1892*, les anciennes traditions sur le vote des lois ecclésiastiques avaient été continuées ; les assemblées du clergé avaient vu leurs anciens droits à nouveau reconnus.

On peut dire qu'alors s'arrêtent toutes les tentatives sérieuses pour gêner les ritualistes au moyen d'une législation tracassière ; il faut pourtant rappeler qu'en 1904, à la suite d'agitations provoquées par un exalté, Mr. Kensit, le Premier Ministre, Mr. Balfour, nomma une Commission royale contre le ritualisme (*Ecclesiastical Discipline Commission*), elle eut pour président Sir Michaël Hicks Beach

et parmi ses membres l'archevêque de Canterbury et l'évêque d'Oxford ; elle devait se borner à examiner les faits survenus dans les douze dernières années. Les plaintes provenaient de la *Church of England League* et de la *National Protestant Church Union*. Cette commission tint de nombreuses séances, mais ne fut guère prise au sérieux ; l'opinion publique était opposée aux poursuites contre les clergymen et d'ailleurs visiblement les idées de la *High Church* triomphaient. Son rapport publié en 1906 invite les Convocations à régler ces questions, rappelle que les évêques peuvent refuser les bénéfices aux réfractaires et conseille certains compromis. Parlant à ce sujet à Westminster à la *Church House*, Lord Halifax dit que lui et ses amis n'acceptaient pas le compromis qui aurait tendu à troquer la suppression du symbole de saint Athanase (1) contre le droit de porter certains ornements. En réalité tout le monde comprend aujourd'hui que ces questions et ces chicanes sont surannées, elles n'intéressent plus guère que quelques agitateurs de *Hyde Park* ou les autorités du diocèse de Newcastle. La liberté existe en fait et ce sont les ritualistes qui ont eu l'honneur de la faire triompher.

L'Eglise d'Angleterre d'ailleurs cessait depuis longtemps de se confiner dans son insularisme et cela devait influencer aussi ses rapports avec l'Etat ; après s'être étendue dans toutes les parties de l'Empire elle avait fondé dans ces colonies des églises indépendantes et très pros-

(1) C'est encore une question soulevée que le maintien de ce symbole au Prayer-Book. Les low churches ne le récitent plus.

pères. Elle éprouva bientôt le besoin d'entretenir avec elles des relations plus suivies et de maintenir ainsi l'union plus étroite entre les églises en communion avec elle. En 1865, le Synode Provincial de l'Eglise du Canada proposa la réunion d'une conférence qui représenterait toute la communion anglicane. En février 1867, après bien des oppositions de la part des erastiens qui craignaient de voir là un affaiblissement des privilèges de la Couronne, ou d'anglicans qui craignaient que cette innovation ne fût un pas vers le Disestablishment, l'archevêque de Canterbury Longley, invita tous les évêques de la communion anglicane à se réunir à Londres, à son palais de Lambeth. Cette conférence se réunit en septembre et comprenait un assez grand nombre d'évêques, on s'y préoccupa des intérêts généraux de toutes les églises représentées; malgré bien des oppositions, cette première conférence de Lambeth créa un précédent et depuis une assemblée identique de tous les évêques de la partie anglicane de l'Eglise catholique se réunit tous les dix ans à Lambeth (1867, 1878, 1888, 1897, 1908). La dernière fut précédée d'un Congrès où étaient représentés tous les membres ecclésiastiques ou laïcs des églises en communion avec Canterbury. Les relations plus étroites avec des Eglises complètement séparées de l'Etat et pourtant très prospères, comme celles des Etats-Unis ou celles des grandes colonies anglaises, rendaient celle d'Angleterre moins disposée à n'être qu'un département administratif de l'Etat et lui donnaient plus conscience de sa force : de plus en plus l'establishment de

vait être l'union de deux grands pouvoirs traitant l'un avec l'autre.

Peu de temps après la Conférence de 1867 l'*Irish Church Act* (32 and 33, Vict., c. 42) dissolvait, à partir du 1^{er} janvier 1871, l'union des Eglises d'Angleterre et d'Irlande, désétablissait celle d'Irlande et appliquait une grande partie de ses biens à des buts d'intérêt général. Cet acte de justice était dû en grande partie à M^r Gladstone ; il délivrait l'Eglise d'Angleterre d'une union parfois lourde et gênante et rendait en même temps plus de dignité à celle d'Irlande qui cessait de s'imposer comme Eglise d'Etat à une population en majorité catholique romaine, et trouvait dans sa nouvelle situation une vie toute aussi prospère et plus d'autorité morale. Elle pouvait maintenant, délivrée de toute suspicion, continuer son œuvre spirituelle auprès de ses fidèles dans ce pays où la domination anglaise, imposée sans violence au xii^e siècle, quand un Pape en fit don à Henri II, fut, en dépit d'erreurs politiques passées, un immense bienfait.

QUATRIÈME PARTIE

LES JURIDICTIONS, L'ADMINISTRATION ET LES PARTIS

DANS L'ÉGLISE ANGLICANE

I

On a vu qu'au Moyen Age de fréquents conflits s'élevaient en ce qui concernait la compétence des juridictions ecclésiastiques qui s'étaient développées à côté des cours civiles et parallèlement à elles. Guillaume le Conquérant, par une ordonnance publiée vers 1070, avait posé les bases de l'organisation des tribunaux d'église, mais à la fin du xv^e siècle leur autorité et leur compétence avaient été fort attaquées par les justices royales. On avait ensuite tenté sous Henri VIII de constituer des cours mixtes pour juger des délits contre les doctrines religieuses reconnues (34 and 25, Hen. VIII, c. 1, ss., 2 and 17) mais cette tentative n'aboutit pas et toute la législation postérieure tendit à retirer aux cours ecclésiastiques toute autorité sur les

laïcs et sur les affaires purement civiles. Si la première révolution leur supprima tout pouvoir d'imposer des amendes ou de condamner à l'emprisonnement, la Restauration le leur rendit mais peu à peu ensuite elles le perdirent. On peut dire qu'aujourd'hui elles n'ont plus de compétence que dans les affaires religieuses où des clergymen sont mêlés. Une rapide revue de la perte successive de leur ancienne compétence le montre aisément.

Henri VIII retira aux clercs qui n'étaient pas sous-diacres tout bénéfice de clergé ; ceux dans les ordres plus élevés pouvaient être livrés à l'évêque, mais ce dernier après les avoir dégradés pouvait les renvoyer devant une cours civile (1531), puis les clercs d'un grade plus élevé perdirent une grande partie de leurs privilèges de juridiction (1536), un nouvel acte en 1540 vint confirmer ces mesures et les rendre définitives (32, Hen. III, c. III) et ajouta qu'en cas de félonie aucune personne admise une fois au privilège du clergé n'y serait admise une seconde. Elizabeth, en 1575, porta un nouveau coup à la compétence des tribunaux ecclésiastiques en ce qui concerne les personnes, elle fut définitivement abolie sous George IV en 1827 (7 and 8, Geo IV, c. xxvii) et (7 and 8, Geo IV, c. xxviii), ce dernier acte supprimait entre autres le vieux privilège de clergé en ce qui concerne la félonie ; pour ce dernier cas les pairs conservaient une juridiction spéciale qui leur fut enlevée en 1841 (5 and 5, Vict., c. xxii).

Les tribunaux ecclésiastiques conservèrent plus longtemps une assez large compétence réelle qui leur donnait

autorité sur les laïcs. Une première atteinte lui fut faite par l'acte de Guillaume IV, qui changeait le mode de perception des dîmes et leur incidence (Tithe Act 1836, 6 and 7, Will. IV, c. LXXI) et complété par un Acte de 1891 (54 and 55, Vict., c. VIII) et celui abolissant les impôts obligatoires d'Eglise (Compulsory Church Rates Abolition Act (31 and 32, Vict., c. CIX) (1868). Ils perdirent ensuite toute juridiction sur ce qui se rapportait aux causes testamentaires et matrimoniales. En 1857, un Acte (20 and 21, Vict., c. LXXVII) leur enleva toute compétence en matière de testament et leurs pouvoirs furent transférés à une nouvelle cour, la Court of Probate qui est aujourd'hui une section de la High Court of Justice : la même année l'Acte qui introduisait le divorce en Angleterre anéantissait la compétence des tribunaux ecclésiastiques en matières de mariage et l'année d'après la cour séculière pour les affaires de mariage et de divorce était déclarée compétente pour déterminer des questions de légitimité, de validité de mariage ainsi que quelques affaires concernant la nationalité. D'autres actes du Parlement enlevèrent ensuite aux cours spirituelles la reconnaissance des poursuites en diffamation. Il convient d'ajouter qu'en 1813 un acte de George III avait affaibli la vigueur de leurs sentences spirituelles en déclarant que désormais les peines d'excommunication n'auraient plus qu'une valeur purement religieuse. A ces cours ne reste donc qu'une autorité ecclésiastique et sur les clergymen ou au moins dans les affaires où ils se trouvent impliqués.

Dès le XVI^e siècle après le rejet de la juridiction romaine

Henri VIII essaya de trouver un tribunal suprême d'appel pour le placer au-dessus des juridictions des archevêques. En 1532, le premier « Statute for Restraint of Appeals » déclara que pour les affaires ordinaires la Cour de l'archevêque serait sans appel; mais que pour les causes de mariage ou de testament on pourrait en appeler à la Chambre Haute de la Convocation. Le second acte sur les appels (25 Hen. VIII, c. xix) déclara que l'on pourrait en appeler de la cour de l'archevêque à une commission que le roi nommerait à chaque occasion. On pensa que cet acte abolissait la juridiction suprême que le précédent donnait à une Chambre de la Convocation. Tout cela fut supprimé par Philippe et Marie. Elizabeth y revint à la procédure d'Henri VIII et nomma des commissaires qui constituaient la cour supérieure d'appel en matière ecclésiastique, et formèrent la « High Court of Delegates in Ecclesiastical and Maritime Causes (1) » ; il fut ensuite décidé, en 1566, qu'au-dessus de cette juridiction il n'y aurait aucun appel (8, Eliz., c. v). Néanmoins le roi pouvait accorder dans quelques cas extraordinaires un nouvel examen par

(1) Il est à remarquer que souvent en Angleterre les *Cours of common law* doivent recourir au droit canon par exemple en matière de legs charitables, statuts de Collège, etc. Mais principalement les tribunaux maritimes ont pour principales règles celles du droit canon ; aussi par la loi 3 and 4 Vict., c. Lxv, il est stipulé que le *Dean of arches* (officier ecclésiastique) sera l'assesseur et au besoin le suppléant du juge de la Haute-Cour de l'Amirauté et que tous les avocats, délégués et procureurs de la *Court of Arches* (cour ecclésiastique) pourront exercer leurs fonctions devant celle de l'Amirauté.

une *Commission of Review* ; mais les parties n'avaient aucun droit à cela, ce qui d'ailleurs se faisait très rarement et était mal organisé. On évitait ainsi la confusion entre le spirituel et temporel, quoique ce fut le roi qui nommât ces commissaires. C'est au contraire à la confusion qu'on aboutit quand, en 1832, un acte de Guillaume IV (2 and 3, Will. IV, c. LXXXII) retira au roi la nomination de ces commissaires et à partir du 1^{er} février 1833 transféra les pouvoirs de « high court of delegates » au roi dans son conseil. La même année fut établi un *Judicial Committee of the Privy Council* pour exercer les fonctions judiciaires, qui jusqu'alors appartenaient au *Privy Council* dans différents départements ; ce comité recevait en outre la qualité de juridiction d'appel pour les jugements des cours ecclésiastiques. Parmi ses membres se trouvaient ceux du P. C. qui avaient exercé certaines hautes fonctions judiciaires ; le roi avait le droit de désigner à son choix deux autres conseillers pour en être membres ; on ne spécifiait pas alors que la présence d'un clergyman était nécessaire dans ce comité ; en 1840, un changement se produisit (3 and 4, Vict., c. LXXXVI) : tout archevêque ou évêque membre du *Privy Council* devait être membre du *judicial committee* pour les appels concernant les affaires ecclésiastiques, et pour elles aucun appel ne pouvait être entendu si au moins un archevêque ou un évêque n'était présent. Plus tard, on essaya de donner au roi le pouvoir de transférer, par un ordre donné en son conseil, quelques affaires ecclésiastiques de ce comité à la *Supreme Court*

of Appeal récemment créée (*Supreme Court of judicature*, Act. 1873. — 36 and 37, Vict., c. LXVI), mais ce pouvoir ne put en fait s'exercer car un acte subséquent le suspendit (1875. — 30 and 39, Vict., c. LXXVII) et l'année d'après l'*Appellate Jurisdiction Act* de 1876 (39 and 40, Vict., c. LIX) le révoquait et rendait tout son pouvoir en ces matières au comité du P. C. et ajoutait que désormais l'un des archevêques, ou bien l'évêque de Londres et quatre autres évêques assesseurs devraient toujours être membres de ce comité et être convoqués pour chaque cause d'appel ecclésiastique. Si au moins trois des assesseurs n'étaient présents la cause ne pourrait être entendue⁽¹⁾. C'est donc aujourd'hui ce comité du *Privy Council*, juridiction civile, malgré la présence des évêques qui se trouve être la juridiction suprême pour ces sortes d'affaires. Ses pouvoirs se trouvent limités comme ceux des cours ecclésiastiques à interpréter la loi de l'Eglise telle existe ; quand un clegyman est accusé d'avoir soutenu une doctrine erronée, il n'a donc qu'à se préoccuper de savoir si elle est contraire à une doctrine expressément déclarée et reconnue de l'Eglise d'Angleterre ; or, beaucoup de points de doctrine restent ouverts à différentes appréciations ; le comité n'a pas là à intervenir ou à apprécier.

Nous arrivons ensuite aux juridictions purement ecclésiastiques et nous voyons d'abord les cours archiépisco-

(1) *Order in Council*. Novembre 1876.

pales. Elles sont au nombre de deux, celle de Canterbury est appelée Cour des Arches parce qu'autrefois son *official* était toujours le doyen de l'église *St. Mary at Arches* (*Santa Maria de Arcubus*) dans la *City* de Londres. Celle de la province d'York est connue sous le nom de *Chancery*. Elles statuent en appel des affaires venues de la cour diocésaine, ou en première instance si le juge de la cour inférieure leur envoie l'affaire par lettres de requête, mais comme nous l'avons déjà vu en étudiant les affaires de discipline ecclésiastique une loi de 1874 le *Public Worship Regulation Act* (37 and 38, *Vit.*, c. LXXXV) a bouleversé leur compétence en créant une sorte de cour provinciale commune à Canterbury et à York présidée par un juge : *Judge of the Provincial Courts of Canterbury and York*, nommé par les deux archevêques et confirmé par le roi. L'acte lui donne une compétence particulière comme cour de première instance dans les questions d'ornements et de services ; aussitôt qu'une vacance se produit dans les places d'*official* principal de la cour des Arches ou de la Chancery ; ou dans celles de « master » de la « Court of Faculties » l'autorité de ces différents postes passe pour le temps de la vacance à ce juge de la Provincial Court. Il doit toujours être membre de l'Eglise d'Angleterre, avoir été juge de la *High Court of justice*, ou avocat pendant dix ans (1). Cette nouvelle

(1) Quand le premier juge Lord Penzance mourut, il fut remplacé par M^r Justice Charles, juge au *Queen's Bench Division*.

organisation fit perdre quelque influence aux deux cours archiépiscopales.

Il existe également une « Court of Faculties » à qui appartient la connaissance de certaines affaires de caractère non contentieux, telles que certaines dispenses, licences, pour mariage, permission accordées à un fils de succéder à son père dans un bénéfice ecclésiastique.

On arrive alors aux cours épiscopales ; il en existe une par diocèse ; l'évêque ne la préside pas en personne ; il y nomme un juge qui, en vertu des Canons de 1603, doit être M. A. (Master of Art) ou *Bachelor of laws*. C'est généralement le vicaire général qui remplit ces fonctions. Cette cour sert de cour d'appel des cours archidiaconales, mais sert surtout de cour de première instance. Les *archidiaconal Courts* ont souvent pour juge l'archidiacre lui-même, quelquefois un *official* nommé par lui ; ses affaires vont en appel à la cour épiscopale ou *consistorial court*. Quelques chapitres ont également une cour, mais leurs attributions se réduisent à presque rien (37 and 38, Vict., c. LXXXV. — 1874). Il existait encore vers le milieu du XIX^e siècle des *rural dean's courts* aujourd'hui entièrement disparues.

Les peines les plus généralement prononcées contre les clergymen sont la suspension pendant un certain temps de leurs fonctions ; l'incapacité de toucher pendant un temps plus ou moins long le revenu de leur bénéfice : ou la révocation complète. Un bénéficiaire ne peut d'ailleurs être révoqué définitivement que s'il a été condamné par

un tribunal. D'après le *Public Worship Regulation Act* la désobéissance à un avertissement *monition*, d'une cour ecclésiastique peut être suivie d'un ordre en joignant au bénéficiaire réfractaire de cesser d'officier dans le diocèse pendant trois mois, et de ne reprendre ses fonctions ensuite qu'après avoir fait sa soumission.

Depuis la législation de 1857 sur le divorce les simples avocats *barristers* ont été admis à exercer leurs fonctions devant les cours ecclésiastiques comme devant la nouvelle *Court of Probate*. Les *solicitors* (avoués) et les attorneys peuvent également exercer leurs fonctions devant elles ; exception faite pour les cours provinciales des deux archevêques et le tribunal diocésain de l'évêque de Londres. Ces fonctions étaient au paravant réservées à des *proctors* (procureurs) que fournissait un « College of Doctors » qui fut dissous cette année-là (1).

(1) En 1567, des membres d'une société pour l'étude du droit civil et canon avaient acheté un terrain près de Saint-Paul pour y placer les locaux des tribunaux ecclésiastiques et de la Cour de l'Amirauté et y loger les juges et les avocats ; on appela l'ensemble des constructions les *Doctor's Commons*. En 1768, une Charte royale reconnaissait officiellement cette société sous le nom de Collège des Docteurs en Droit exerçant devant les Cours ecclésiastiques et de l'Amirauté. Ces docteurs, qui étaient des gradués d'Oxford ou de Cambridge, étaient nommés avocats par un rescrit du Primat d'Angleterre et élus membres du Collège ; ils fournissaient également les juges des Cours archiépiscopales.

II

Nous avons vu comment sous le règne d'Henri VIII, sans changer le mode de nomination des évêques, on avait rendu plus puissante la volonté royale, puisqu'après avoir reçu du souverain le Congé d'élire le chapitre était contraint de nommer le sujet désigné par le roi (1) dans ses *lettres missives*. L'élection terminée, elle est confirmée par le souverain qui adresse au métropolitain des lettres patentes lui mandant de confirmer cette élection et de consacrer l'élu ; c'est toujours le même système qui fonctionne aujourd'hui ; quoique dans la première session du Parlement de 1880 un Bill ait été déposé aux Communes abolissant le Congé d'élire et donnant à la Couronne le droit de nommer les évêques directement par lettres patentes. Il fut rejeté par une faible majorité à la seconde lecture. Récemment, des nominations par simples lettres patentes ont eu lieu néanmoins au moment de la fondation de nouveaux évêchés dans des villes où n'exis-

(1) Quand le siège est devenu vacant, le Doyen et le Chapitre demandent au roi ce Congé d'élire ; quand il y a répondu par ses *lettres missives*, si le candidat désigné par lui n'était pas nommé par le chapitre, le roi le nommerait par lettres patentes adressées à l'archevêque.

tait pas d'église ayant un chapitre. D'ailleurs fréquemment le nom du futur nouvel évêque est publié dans la *London Gazette* avant même que le chapitre ait demandé le Congé d'élire. Les évêques ont une grande importance politique par le fait que, de droit, le plus grand nombre d'entre eux siège à la Chambre Haute : depuis très long-temps le nombre des prélats appelés de droit à siéger aux Lords était de 26 ; les deux archevêques et vingt-quatre évêques c'est-à-dire tous les évêques de l'Angleterre et du Pays de Galles ; l'acte d'union avec l'Irlande donna aux archevêques de l'Eglise établie d'Irlande un siège et à ses évêques trois aux Lords ; il fut décidé lors du désétablissement de cette Eglise que dorénavant ses évêques en tant que tels n'avaient plus aucun droit à en faire partie. Quand on augmenta le nombre des diocèses anglais, il fut stipulé que cela n'entraînerait pas l'accroissement du nombre des prélats aux Lords (10 and 11, Vict., c. cviii) (1847). Les deux archevêques, les évêques de Londres, Durham et Winchester devaient toujours être membres de la Chambre Haute, mais pour les vingt et un autres ils n'y entraient que par ordre d'ancienneté, sans que le transfert d'un siège à un autre puisse faire perdre le temps acquis : les titulaires de nouveaux sièges, parfois fort importants comme ceux de Manchester (1847), Birmingham (1905), n'ont donc pas moins de droits que ceux des plus anciens et n'ont cependant pas accru le nombre des pairs spirituels. Ces pairs spirituels forment l'un des trois anciens *estates of realm* sans la volonté de qui autrefois

aucun acte du Parlement ne pouvait être valable ; en fait pairs spirituels et pairs temporels sont mêlés et l'assentiment particulier de chaque *estate* n'est plus exigé : tous votent ensemble. Il est à remarquer que l'évêque de Sodor et Man ont pas considéré comme un Lord spirituel. La pairie n'anoblit pas le sang des évêques, leurs femmes ne sont pas paires. Le roi Jean dans la Grande Charte promet de ne pas tarder au delà d'un certain temps à permettre une nouvelle élection après la vacance d'un évêché. Il faut remarquer que si l'archevêque de Cantebury a comme Primat une préséance d'honneur sur celui d'York, il n'a aucune juridiction en dehors de sa propre Province ; mais comme avant le xvi^e siècle il était le *legatus natus* du Pape, il continue en vertu de cet ancien titre à donner certaines dispenses matrimoniales dans la province d'York.

Pour les chapitres des cathédrales leur organisation fut réglée par un Acte de 1840 (3 and 4, Vict., c. cxiii) qui supprimait une grande quantité de canonicats et en créait quelques autres dans des chapitres peu nombreux ; le nombre des chanoines est de six à quatre dans chaque chapitre ; quelques places de « *residential canons* » sont réservées à certaines fonctions : certains archidiaconés ou certaines chaires universitaires. Le patronage déjà existant pour ces canonicats ne fut pas changé ; sauf pour de très rares cas (1), il appartient au roi, ou aux évêques. Le roi a également conservé le patronage des doyen-

(1) Le Lord Chancellor a quelques patronages de canonicats.

nés des cathédrales et des églises collégiales. Personne ne peut être nommé doyen d'une cathédrale, archidiacon ou chanoine s'il n'a été au moins prêtre pendant six ans, excepté au cas où le canonicat est attaché à quelque fonction universitaire. L'évêque peut accorder à un clergyman le titre de chanoine honoraire à titre de distinction mais cela n'entraîne aucun droit à des émoluments ou à être membre du chapitre. Il est en outre stipulé qu'un chapitre ne peut exercer son patronage que sur un clergyman tenant un office dans le diocèse ou ayant été « *public, tutor* » dans les universités d'Oxford ou de Cambridge. Il s'est quelquefois tenu durant le cours du XIX^e siècle des Conférences et des Synodes diocésains sans que le pouvoir civil s'en soit préoccupé.

L'union entre l'Eglise anglicane et l'Etat se remarque encore au moment de l'ordination d'un diacre ou d'un prêtre par l'évêque, car outre les deux promesses purement religieuses que fait le candidat : un serment d'obéissance canonique à son évêque (1) et une déclaration d'assentiment au trente-neuf Articles exigée par un canon de 1865 (2),

(1) Oath of Canonical Obedience : I. N. N., do swear that I will pay the true and canonical obedience to the Lord Bishop of... and his successors, in all things lawful and honest. So help me God.

(2) Form of declaration of assent : I. N. N. [about to be admitted to the Holy Order of...], do solemnly make the following declaration : — I assent to the Thirty-Nine Articles of Religion, and to the Book of Common Prayer and of the Ordering of Bishops, Priests and Deacons. I believe the Doctrine of the Church of England, as therein set forth, to be agreeable to the Word of God ; and in Public Prayer, and Administration of the Sacraments I

il doit prêter un serment d'allégeance au roi (1) ; ce qui rend impossible la nomination d'un étranger à un poste dans l'Eglise d'Angleterre. Les lois du royaume privent les clergymen de certains droits politiques ; la question était controversée autrefois de savoir s'ils étaient éligibles au Parlement : celui-ci depuis fort longtemps s'était prononcé pour la négative, la question fut définitivement tranchée en 1801 (41, Geo. III. c. LXIII) on décida qu'aucune personne ayant été ordonnée prêtre ou diacre, ou étant ministre de l'Eglise (presbytérienne) d'Ecosse ne pourrait être élue au Parlement comme membre de la Chambre des Communes, en 1870, le *Clerical Disabilities* (33 and 34, Vict., c. xci) leur permit de recouvrer la plénitude de leurs droits politiques en renonçant à leur situation et à leurs privilèges de clercs ; mais ils se mettent ainsi dans une situation irrégulière aux yeux de l'Eglise. Parmi les autres incapacités qui les frappent sont celles de ne pouvoir être élus alderman ou town councillor. Ils ne peuvent en outre être appelés à siéger comme membres d'un jury. Il est reconnu par les jurisconsultes anglais que seuls les cler-

will use the Form in the said Book prescribed, and none other except so far as shall be ordered by lawful authority. — Un curé entrant en fonction lit également dans l'église cette formule, après avoir lu les 39 Articles et ajoute après les mots Articles of Religion « wich I have now read before you ».

(1) I. N. N. [about to be admitted to the Holy Order of...], do swear that I will be faithful and bear true Allegiance to His Majesty King [or Queen]... his [or her] heirs and successors according to law. So help me God. Ces serments sont prêtés immédiatement avant l'ordination.

gymen sont obligés d'obéir aux canons et constitutions qui, comme par exemple les canons de 1603, n'ont pas été formellement confirmés par un Acte du Parlement ; les laïcs ne sont tenus de leur obéir qu'en conscience.

Le patronage pour la nomination aux postes ecclésiastiques existe encore dans l'Eglise : avant la Réformation il ne s'exerçait guère par des laïcs mais par des évêques, doyens, chapitres, maisons et corporations religieuses ; après la suppression des monastères et la confiscation de leurs biens, une grande part des patronages tomba aux mains des laïcs, le reste appartient à la Couronne, aux évêques, aux cathédrales, universités et collèges. Un patronage (*advowson*) peut appartenir à un officier public en vertu de sa charge, à un simple particulier ou à une corporation : si le patron de droit était un catholique romain ou un étranger, dans le premier cas son droit passerait à une des universités, dans le second à la Couronne. Au cas où un israélite posséderait une fonction publique lui donnant un *advowson* il est stipulé (21 and 22, Vict., c. xxxix) que son droit passerait à l'Archevêque de Canterbury ; s'il possédait un patronage à titre de simple particulier il semble qu'il pourrait pleinement l'exercer. Ces patronages ou *advowsons* donnèrent lieu à de graves abus et à des trafics scandaleux ; en 1898, un Acte intervint pour y mettre fin : il restreint légèrement les droits du patron ou du nouvel acquéreur de l'*advowson* et oblige le candidat désigné à faire une déclaration très énergique pour affirmer qu'il n'a pas obtenu son poste par de l'argent. Le

patronage ne s'exerce que pour les postes *bénéficiaires*, c'est-à-dire par qui le clergyman qui y est nommé reçoit une mission perpétuelle et dont il ne peut être privé qu'après avoir encouru une condamnation d'un tribunal ecclésiastique ; il est donc inamovible. Les non-bénéficiaires sont ceux qui reçoivent une mission pouvant (avec certaines garanties) leur être retirée par celui qui la leur a donnée. Dans certaines paroisses où n'existe pas d'*advowson*, les paroissiens élisent un collataire ; ce cas est assez rare. Le patron peut présenter tout prêtre dûment ordonné (Acte d'Uniformité de 1662) ; on distinguait autrefois deux sortes de bénéfices : les *presentative* où le candidat du patron était présenté à l'évêque qui le faisait examiner par son chapelain, et s'il l'admettait lui conférait par l'*institution* le gouvernement spirituel de la paroisse. Dans les autres appelés *donative*, le prêtre nommé prenait possession de son poste par un simple acte du patron. Le Benefices Act de 1898 a supprimé cette dernière catégorie de bénéfices et les a tous rendues *presentative* (*Section 12*). Si le patron néglige de présenter son candidat dans les six mois qui suivent la vacance de l'église, son droit passe à l'évêque ; si, six mois après, ce dernier n'a présenté personne, son droit passe au métropolitain ; si, après six nouveaux autres mois, l'église est toujours sans titulaire, le droit revient à la Couronne. Si le candidat du patron est repoussé pour une raison qu'il est prouvé être connue du patron, celui-ci peut présenter un nouveau clerc : mais les six mois continuent à compter du jour de la vacance de l'église ; si au

contraire le refus d'institution provient d'une cause dont le patron n'est pas juge, comme insuffisance à l'examen du chapelain de l'évêque ou hétérodoxie, les six mois comptent du jour du refus. Mais l'évêque ne peut refuser arbitrairement un candidat remplissant les conditions voulues, cela fut affirmé dès le ^{vi}^e siècle ; il a seulement à examiner si le candidat les possède ; cela est réglementé et contrôlé tant par la loi ecclésiastique que par la loi civile anglaise.

Il faut rappeler ici la distinction entre le vicar et le rector. Le vicar était autrefois un clergyman nommé par un monastère, un couvent (quelquefois un chapitre) pour desservir une paroisse appartenant à ces grandes corporations et qu'elles négligeaient d'administrer directement ; le vicar gardait pour lui une partie du revenu de l'église, généralement peu de chose. Le rector était au contraire un clergyman indépendant dans sa paroisse. Encore aujourd'hui certains vicars, quoique possédant en toute indépendance un bénéfice qui autrefois était *appropriated*, ne retirent pas pour eux tout le revenu de l'église mais seulement celui qui est accordé au « vicarage » mais le reste (à moins que pour une raison particulière il n'appartienne à une autre personne) passe au rector de la paroisse qui généralement exerce sur le *vicarage* le droit de patron, quoique certains *vicarages* aient été détachés du patronage du rector. Mais la distinction entre ces termes se complique encore par le fait que, lors de la création de nouvelles églises, beaucoup de clergymen, qui y furent nommés, furent appelés *vicars* pour montrer qu'ils ne percevaient

pas de dîmes en vertu de leur poste, mais étaient en fait pleinement indépendants dans leur bénéfice. Les dîmes sont en effet perçues par les rectors. Un rector ou un vicar peut avoir pour l'aider un ou plusieurs « curates ».

L'inamovibilité des bénéfices dans l'Eglise n'a pas été sans susciter des protestations ; dans un meeting de la *Church Reform League*, tenu à Londres le 26 janvier 1905, le Dr Gore, évêque de Birmingham, qui présidait, fit remarquer qu'avec cet état de choses il était impossible de se débarrasser d'un ecclésiastique devenu indigne ou incapable s'il n'a pas été condamné par une cour criminelle ; le clergé, disait le Dr Gore, avait ainsi moins de garantie qu'une administration quelconque. Il demandait qu'il y ait également une retraite obligatoire, à 75 ans, par exemple. D'autres orateurs firent observer que néanmoins cette inamovibilité présentait certains avantages ; l'évêque répliqua qu'on pourrait décider qu'aucun ecclésiastique ne pourrait être écarté d'un poste sans le consentement des laïcs de la paroisse et de l'évêque (1).

Le clergyman dans la paroisse peut percevoir des honoraires pour la publication des bans de mariage, sa célébration et les certificats qu'il peut avoir à délivrer comme officier d'état civil, de même pour les funérailles et certaines autres cérémonies. Les taxes des bans de mariage et des actes délivrés sont généralement fixées par la coutume, ils peuvent l'être également par les Ecclésiastiques.

(1) Un article fut publié dans ce sens par le Rev. Dr Jessop dans le numéro 227 de la *Nineteenth Century*.

tical Commissioners avec l'assentiment du « vestry » et de l'évêque. Généralement dans les paroisses nouvellement créées, un tarif des frais est dressé par le « chancellor » du diocèse (st. 9 and 7, Vict., c. xxxvii).

Le rector a la pleine propriété de son *parsonage* (sa cure) mais il doit payer les first-fruits et les dixièmes, ces charges, qui autrefois représentaient l'un des revenus de la première année et l'autre un dixième du revenu annuel, et qu'au Moyen Age les Papes avaient imposées au clergé anglais ; sous Henri VIII, ces profits étaient passés à la Couronne, à la même époque chaque bénéfice fut taxé définitivement pour chacun de ces impôts et ils ne dépendirent plus des fluctuations de leurs revenus ; ces différents tarifs furent consignés dans un registre nommé *King's Book*, ils n'ont pas changé depuis cette époque et sont peu importants, si on les compare à la valeur actuelle des bénéfices ; le mot de « dixième » qui est resté ne signifie donc plus rien aujourd'hui. Nous avons vu comment, en 1704, la reine Anne, grâce au Queen Anne's Bounty, rendit à l'Eglise d'une manière intelligente ces sommes qui autrefois étaient prélevées sur elles pour le bénéfice du Pape, puis du Roi. Aucun des bénéfices nouvellement créés n'est assujéti au paiement des first-fruits et des dixièmes. Le rector est en outre obligé de maintenir en bon état le presbytère (*parsonage house*) où il est logé, s'occuper du terrain appartenant à l'église et l'administrer ; il est autorisé par un statut (5 and 6, Vict., c. xxvii) à affermer les biens fonciers pour quatorze ans d'une manière générale, pour vingt ans,

avec une certaine condition ; dans ce dernier cas, il doit conserver au moins dix acres du terrain sous son administration propre.

Dans chaque paroisse se tient une assemblée des chefs de chaque famille composant la paroisse, ce que l'on nomme les *householders*, pour s'occuper des affaires matérielles de cette paroisse : c'est ce que l'on nomme le *Vestry Meeting* du nom de l'endroit où il se tient habituellement (1), mais il peut être tenu dans tout autre endroit pourvu que le public y ait librement accès. Le clergyman bénéficiier (2) a de droit la présidence de cette assemblée des laïcs de la paroisse, de laïcs et non de « *churchmen* » car tout chef de famille résidant sur la paroisse et payant l'impôt est de droit membre du vestry quelle que soit sa religion ; un membre de l'Eglise d'Angleterre ne payant pas l'impôt n'en pourrait être membre. Personne ne peut y voter s'il a négligé de payer un impôt exigible trois mois avant le jour du meeting. En ce qui concerne les impôts d'église, puisqu'un acte de 1868 a décidé que désormais ils ne seraient plus obligatoires et exigibles en vertu de la loi, le refus de payer ces impôts « *churchrates* » n'empêcherait de voter au Vestry que sur l'emploi de l'argent obtenu par eux. Une corporation quelconque payant sur la paroisse peut se faire représenter par un délégué à cette assemblée. Tout indi-

(1) Vestry désigne en anglais l'endroit appelé sacristie dans les églises françaises.

(2) *Incumbent*.

vidu inscrit à la taxe des pauvres « *poor rate* » pour un revenu de £ 50 a deux votes ; un pour chaque £ 25 ; au-dessus de £ 50 il y a un autre vote pour chaque autre £ 25, mais personne ne peut cumuler plus de six votes.

Cette assemblée avait autrefois à se préoccuper de nombreuses affaires purement séculières et n'ayant pas de rapports avec l'Eglise ; ce qui explique pourquoi il n'est pas nécessaire d'être *churchman* pour en être membre. Ses principales attributions étaient réglées par un Acte de George III (58 Geo. III, c. LXIX) ; mais toute l'organisation qu'il créait a été complètement transformée par le *Local Government Act* de 1894, qui a transféré toutes les affaires séculières qui la concernaient à des assemblées nouvellement créées : les *Parish Meetings* et *Council*, et par le *London Government Act* de 1899 ; ce qui fait que ce qui subsiste encore de l'ancienne organisation n'a plus guère de raison d'être et paralyse plutôt la gestion des affaires purement ecclésiastiques.

Le *Vestry Meeting* est convoqué par un avertissement qui doit être signé du bénéficié, d'un *churchwarden* et d'un inspecteur *overseer*. Une copie doit en être placardée à la porte de l'église et de toutes les chapelles qui peuvent se trouver sur son territoire avant les services du dimanche et au moins trois jours avant l'assemblée. Cette notice doit indiquer le jour, l'heure, l'endroit de réunion, ainsi que l'ordre du jour du meeting ; et on ne peut discuter et voter légalement que sur ce qui est indiqué dans cet ordre du jour ainsi rédigé d'avance. Si, pour une raison

quelconque, le clergyman ne pouvait prendre la présidence, ou au cas de vacance de la cure, les paroissiens éliraient un président sans être obligés de le choisir parmi eux. Au cas de partage des votes, après une délibération, la voix du président est prépondérante ; les votes ont lieu généralement à main levée, mais tout membre peut réclamer un scrutin public (*a poll*) ; ce nouveau scrutin devra avoir lieu postérieurement, à un moment et en un lieu que désignera le président et devra être conduit comme le sont ceux des *parochial elections* ; le président est responsable de la façon dont ce nouveau vote est conduit, devant la *High Court of Justice* qui, en cas d'erreurs, peut lui donner l'ordre par *mandamus* de procéder à un nouveau scrutin. Le président peut également ajourner le meeting, mais sauf en cas de désordres graves, cette décision ne peut être prise sans le consentement de l'assemblée. Puisque dans les églises nouvellement fondées, le vestry n'a à s'occuper d'aucune affaire séculière, quelques auteurs (1) prétendent qu'il est libre ainsi de ne pas se préoccuper de toutes ces réglementations et n'a qu'à se conformer aux lois ecclésiastiques. Au moment de la création d'une nouvelle église, il est arrivé qu'un Acte du Parlement a parfois accordé à quelques assemblées créées par lui à ce moment certaines fonctions qui appartiennent au vestry ; dans ce cas généralement le vestry confirmait leurs décisions par un vote.

Une des principales attributions du Vestry Meeting est

(1) Entre autres T. A. Lacéy, *A Handbook of Church Law*.

l'élection des *churchwardens*, ce que l'on pourrait traduire en français par *marguillier* ; le président a le devoir de repousser la nomination à cette charge de toute personne non qualifiée pour l'exercer, et s'il négligeait de le faire, il pourrait y être contraint par *mandamus* ; une nouvelle élection aurait alors lieu. Les *churchwardens* sont les représentants des paroissiens ; ils se préoccupent des réparations de l'église ; de l'entretien des objets du culte et sont les conservateurs et les gardiens de la propriété de l'église. Autrefois, dans toutes les paroisses rurales ils avaient également un pouvoir de surveillance sur l'assistance aux pauvres, le *Local Government Act* de 1894 (56 and 57 Vict., c. LXXIII) le leur a retiré. Ils ont également perdu l'administration de beaucoup d'affaires séculières qui autrefois rentraient dans leurs attributions ; quand les paroisses rurales ont été dotées d'un *parish council*, et même dans les plus petites qui n'en ont pas, ces attributions ont été données, avec l'approbation du Vestry, au *County Council*.

Les chapitres et les collèges ont en commun la possession de leurs églises avec leurs ornements ; ils emploient leur revenu pour l'entretien de l'église, le service et pour leur propre entretien. Beaucoup de chapitres de cathédrales ont abandonné leurs biens aux *Ecclesiastical Commissioners* et reçoivent en échange une pension annuelle.

Les congrégations de réguliers, les couvents ne sont pas reconnus par la loi comme ayant une existence propre en tant qu'association ou communauté. Leurs immeubles

et leurs autres biens doivent appartenir à une ou plusieurs personnes qui en sont considérées comme les propriétaires, ce sont généralement plusieurs de leurs membres et qui les gèrent, soit en propre, soit comme représentants de la communauté. Ces maisons sont soumises à la juridiction de l'évêque sur le diocèse de qui elles se trouvent ; il les visite et a le droit d'intervenir pour y réprimer les désordres qui pourraient s'y produire ou les difficultés qui pourraient s'y élever. Tous les administrateurs *trustees* d'une société religieuse quelconque sont sous le contrôle de la *High Court of Justice* ; s'ils administrent dans un but de charité, ils tombent sous la juridiction des *Charity Commissioners* du *Board of Education*. Ils sont responsables également devant les juridictions ecclésiastiques de leur capacité personnelle et de leur bonne administration.

Dans l'administration de l'Eglise rentre également le mode de perception des dîmes, qui constitue encore aujourd'hui une part de son revenu. Elle percevait également autrefois des impôts connus sous le nom de *church rates*, ce qui provoquait de nombreuses récriminations des dissidents : le *Compulsory Church Rates Abolition Act* de 1868 décida qu'elles ne seraient plus obligatoires et que l'Etat n'interviendrait plus dans leur mode de perception. Ce qui peut en rester n'est plus aujourd'hui qu'un règlement intérieur de l'Eglise et n'intéresse pas ses relations avec l'Etat, ce ne peut plus être qu'une demande de subsides qu'elle adresse à ses membres et que

ceux-ci sont libres de lui accorder dans la mesure qui leur convient. Mais les dîmes *Tithes* demeurent réglées par la loi et perçues en son nom. Elles pèsent sur certaines terres quelle que soit la religion de leur propriétaire ; leur origine remonte en grande partie au xvi^e siècle et les terres qui en sont frappées proviennent généralement des biens des ordres religieux. Leur mode de perception actuel fut réglé par le *Tithe Commutation Act* de 1836 (6 and 7 Will. IV, c. LXXI) ; c'est un dixième du produit de la terre que récolte le rector. Avant 1836, son mode de paiement variait beaucoup ; le cultivateur était seulement tenu de les tenir à la disposition du rector quand il venait les prendre : elles étaient payées tantôt en nature, tantôt en argent. On distinguait les dîmes *prædial* qui pesaient sur les produits directs du sol : blé, foin, bois, fruits, etc., et les *mixed* qui pesaient sur le bétail ou la basse-cour et consistaient en lait, œufs, etc. En 1836, il fut décidé que toutes ces sortes de dîmes seraient payées en numéraire au rector. On fit le relevé de ce qui était perçu annuellement dans chaque paroisse pendant les sept dernières années. Ce qui devait être perçu dans chaque paroisse et le mode de répartition de ces sommes furent déterminés par un tarif qui fut placé dans les documents de la paroisse et dont une copie fut également déposée au *Board of Agriculture* ; mais le montant des dîmes varie d'année en année, déterminé par le prix moyen des céréales durant les sept dernières années ; le *Board of Agriculture* publie annuellement en janvier le montant de la somme à

payer dans chaque paroisse en s'inspirant du premier tarif de 1836. En 1891, l'incidence des dîmes fut modifiée (54 and 55 Vict., c. viii) ; au lieu de peser comme autrefois sur l'occupant de la terre, elles frappent le propriétaire. On décida en outre que le paiement en serait exigible au bout de trois mois et que le propriétaire pourrait être poursuivi devant la *County Court*. La dîme est généralement payée par semestre, soit le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, soit le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre. Cependant, dans quelques paroisses, le tout est exigible le 1^{er} octobre.

On peut s'en racheter en faisant avec le consentement du *Board of Agriculture* un don de terrain ; ou en payant un capital en argent qui est placé au compte du bénéfice créancier de la dîme par les *Ecclesiastical Commissioners*. Quand la dîme à payer est inférieure à 20 shillings, le rachat est de droit. Un statut de 1886 a également prévu quelques cas de rachats extraordinaires des dîmes.

Il faut ajouter que l'*Incumbents Resignation Act* de 1871 accorde une pension dont le montant est pris sur le revenu de son ancien bénéfice au clergyman qui prend sa retraite parce qu'une maladie ou une infirmité l'empêche de continuer ses fonctions, à condition néanmoins qu'il soit resté sept ans de suite titulaire de ce bénéfice.

III

Il est impossible de comprendre les relations actuelles entre l'Eglise d'Angleterre et l'Etat et les polémiques qu'elles soulèvent sans connaître la situation de l'anglicanisme et les différentes opinions ou tendances qui partagent ses membres ; car tous n'envisagent pas de même les relations entre les deux pouvoirs et comme beaucoup parmi eux occupent les plus hautes situations dans ce pays, le point de vue auquel ils se placent dans ces questions n'est pas indifférent ; suivant les idées prédominantes parmi les laïcs et les clergymen, l'Etat aura devant lui ou un corps sans influence à qui l'on pourra imposer des lois comme à une simple administration ou une corporation puissante avec qui il faudra discuter et compter. Avant de voir les partis qui s'agitent dans l'Eglise anglicane, il faut connaître sa position sociale ; qui est restée très forte, car ici le clergé ne s'est pas compromis en tant que tel dans les luttes politiques et d'autre part les laïcs y ont conservé une influence qu'ils n'ont plus dans l'Eglise catholique des pays latins. Ce sentiment d'hostilité à une église ou à un principe religieux connu sous le nom d'anticléricalisme n'entre pas en ligne de compte ici dans les dis-

cussions et même les attaques que soulève l'établissement ; ces dernières proviennent plutôt de la jalousie des églises ou chapelles non conformistes (1). C'est qu'ici la confusion entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, qui est la cause primordiale de toutes les difficultés en ces matières chez les nations latines ou chez celles qui, comme la France, comprennent une large part d'éléments latins, dont en politique l'esprit domine au détriment de celui des autres races composant la nation, n'existe pas. L'esprit centralisateur a dans ces derniers pays amené une confusion dangereuse entre le spirituel et le temporel, entre la religion et la politique ; dans les pays où domine le catholicisme romain, cela a été encore renforcé par l'influence de la papauté devenue depuis le xvi^e siècle une puissance italienne ; comme le remarque Ed. Demolins « Les Latins et les Anglo-Saxons ne « comprennent pas de la même manière les rapports entre « le pouvoir religieux et le pouvoir civil. Les Latins, influencés par les traditions de l'Empire romain et de la « formation communautaire, ont conservé le culte du grand « pouvoir public et de la centralisation administrative. De « là découle la tendance à associer étroitement l'Eglise et « l'Etat pour les fortifier l'un par l'autre. Les Anglo-Saxons.

(1) Cela apparaît clairement dans les tentatives restées infructueuses pour enlever à l'Eglise la situation faite à ses écoles par l'Acte de 1902. L'*undenominationalism* ou le simple enseignement biblique que l'on cherchait à leur imposer ne serait pas autre chose que l'influence de l'esprit non-conformiste substituée à celle de l'Eglise.

« influencés par la formation particulariste, inclinent, au contraire vers la décentralisation et la limitation des pouvoirs publics. Ils sont donc portés à établir une distinction très nette entre le domaine de la conscience religieuse et celui de l'Etat (1) ». La religion est donc ici surtout une affaire personnelle, de là l'influence considérable que peuvent avoir les partis de l'Eglise sur les relations avec l'Etat. Or, dans l'anglicanisme, grâce à la grande liberté et à la grande franchise de toutes les opinions de ses membres, un classement en partis caractéristiques des différents courants qui y existent est assez facile à faire. Il est également aisé à ces diverses idées de se manifester, puisque les membres de l'Eglise, tant clercs que laïcs ont fréquemment l'occasion d'exprimer ce qu'ils pensent et ce qu'ils désirent, non seulement dans les Convocations, mais encore dans les Congrès de l'Eglise qui ont lieu annuellement dans une ville de l'Angleterre (2). Les laïcs sont toujours à même de faire prévaloir autant que les clergymen les réformes ou les modifications d'ordre administratif qu'ils souhaitent ; si le clergé a conservé sa suprématie spirituelle, il ne considère pas uniquement les laïcs comme ses simples auxiliaires ; ces derniers ont conservé leur influence dans l'Eglise et ainsi celle-ci a gardé la sienne sur le pays. Sans mêler la religion à la politique les membres de l'Eglise discutent les intérêts de celle-ci dans ses rapports avec le pouvoir civil comme les membres de toute

(1) *La Science Sociale*, mai 1907.

(2) L'an dernier à Yarmouth ; cette année (1908) à Manchester.

autre puissante corporation le ferait ; grâce à la grande liberté dont ils jouissent les négociations entre les deux pouvoirs peuvent avoir lieu sans réticences et sans fraudes ; l'Eglise sait ce qu'elle veut, l'Etat sait avec qui il traite : avec les plus hauts dignitaires de cette Eglise représentants de tous ses membres et appuyés par eux, c'est une question d'affaires, les principes religieux sont au-dessus ; toute intrigue politique est bannie de ces négociations. Mais tous les membres de cette église, tous ses dignitaires sont loin d'envisager de même leurs rapports avec l'Etat. Comme dans toute organisation vivante des opinions diverses s'y manifestent.

Il est devenu courant de dire que dans l'anglicanisme existaient trois partis que l'on désigne sous le nom de parti de la Haute Eglise (*High Church*), de la Basse Eglise (*Low Church*) et de l'Eglise Large (*Broad Church*). Comme toutes les qualifications celles-ci sont un peu arbitraires et surtout comportent un nombre infini de nuances qui en fait n'autorisent guère à faire des divisions aussi tranchées. Voyons néanmoins ce que l'on entend généralement désigner par ces trois dénominations. Le parti de la *High Church* est composé principalement de ceux qui se préoccupent d'administrer l'Eglise d'après son véritable caractère historique et ses anciennes traditions ; ce sont ceux qui sont le moins influencés par les événements passagers et les luttes qu'à certains moments l'Eglise a eu à soutenir ; ils se rapportent uniquement à ce qui est sa véritable constitution et demandent que dans ses rapports avec

l'Etat celui-ci la respecte. Les high churchmen ne partent pas de principes abstraits pour envisager les relations entre les deux pouvoirs ; ils n'ont pas de théorie toute faite et sont généralement prêts à accepter pour l'Eglise toute situation pourvu qu'elle lui permette de s'administrer à sa guise et que ses anciens droits soient reconnus. C'est le parti qui se place du point de vue le plus moderne et ainsi sur le terrain le plus solide pour l'avenir. Tenant à conserver à l'Eglise ses traditions nécessaires tout en acceptant les réformes que certaines circonstances ou certains abus ont rendues nécessaires ; ils évitent de tomber dans un insularisme qui isolerait l'anglicanisme des autres parties de l'Eglise ; ce sont eux qui par leurs écrits et leurs discours ont le plus aidé à dégager les faits historiques et religieux qui rattachent l'Eglise d'Angleterre du commencement du ^{xx}^e siècle à celle qui fut importée dans ce pays à la fin de l'Empire romain ; puis une seconde fois au ^{vi}^e siècle ; ils ont affirmé et démontré sa continuité devant les attaques des catholiques-romains ou des protestants. Ce parti fait la distinction la plus nette entre ce qui est du domaine purement religieux et ce qui dans l'Establishment actuel rentre dans celui de l'Etat, mais il ne cherche pas à procurer à l'Eglise une situation avantageuse par une étroite sujétion. Les hommes de cette opinion ont toujours été nombreux dans l'Eglise anglicane, quoiqu'à certains moments ces idées aient paru affirmées avec moins de clarté qu'à d'autres. On nommait déjà *high churchmen* les prélats et les ecclésiastiques qui au commen-

vement du xvii^e siècle ont si nettement affirmé le caractère propre de l'anglicanisme contre les attaques de la dissidence puritaine, et dont le plus bel exemple, malgré quelques fautes politiques, fut l'archevêque Laud. Ce parti a reçu une vigueur nouvelle au cours du dernier siècle grâce au mouvement d'Oxford. Venant après une assez longue période d'érastianisme, les promoteurs du mouvement tractarien eurent au début à souffrir des ingérences de l'Etat (excitées par leurs adversaires religieux), dans leur œuvre spirituelle ; la question des tracasseries anti-ritualistes que nous avons examinées ne fut qu'un épisode, mais très caractéristique, de cette lutte qu'ils eurent à souffrir. Ces hommes se trouvaient donc tout prêts, et par leurs principes religieux, et par leur propre expérience personnelle à être des adversaires de cette conception de l'Establishment qui permettait au Parlement et au Privy Council d'intervenir dans les questions où leur incompétence était manifeste. Quand ce parti eut conquis une place importante dans l'Eglise et par là même une sérieuse influence parmi les hommes politiques, il fallut compter avec lui. Il est tout particulièrement représenté par une vaste association l'« English Church Union » dont le président actuel est Lord Halifax et qui a pour but de maintenir et de développer les idées des leaders du mouvement d'Oxford ; elle a fréquemment l'occasion d'intervenir dans la question des relations avec l'Etat ; l'ingérence du Privy Council, dans les questions d'ornements et de rituel, a fait particulièrement l'objet de ses attaques.

Parlant le 27 juin 1905, à l'occasion du 46^e anniversaire de cette Union, Lord Halifax affirmait que cette intrusion de la Commission judiciaire du Conseil Privé en matière spirituelle était un défi à l'histoire et au bon sens ; il appuyait ses assertions en citant l'opinion de l'ancien évêque d'Oxford ; William Stubbs, qui sur ce point concordait pleinement avec la sienne, il proposait en terminant de remettre à l'archevêque de Canterbury comme Primat et Chef de l'Eglise d'Angleterre la décision de ces questions. C'est encore l'obligation d'avoir recours au Parlement qui fait reculer les high churchmen à appuyer en ce moment une réforme du *Prayer Book* (1) demandée par plusieurs ; ils sentent qu'aujourd'hui une Chambre des Communes et une Chambre des Lords composées sans aucune préoccupation confessionnelle ne sont plus aptes à

(1) Comme on l'a vu, aucun changement ne peut y être introduit que par un Acte du Parlement. Un acte fut passé en 1871 modifiant le calendrier des leçons de la Bible lues chaque jour aux offices du matin et du soir (*Table of Lessons Act 34 and 35 Vict. c. 37*) et l'*Act of Uniformity Amendment Act 35 and 36 Vict. c. 35*, voté en 1872 qui autorise dans certains cas des formes abrégées de services du matin et du soir. Après l'accession de Victoria un service pour célébrer cette date (20 juin) chaque année fut introduit ; il en fut de même pour celle d'Edouard VII (22 janvier) ; il fut publié par ordre du roi sous la signature de Charles T. Ritchie.

On avait autrefois ajouté au Prayer-Book trois services : l'un qui se célébrait le 5 novembre, service d'action de grâces pour l'échec de la Conspiration des Poudres ; le second pour le roi Charles I^{er} (Charles the Martyr), et le troisième pour la Restauration de 1660. En 1859 un statut fut voté qui supprima ces trois services.

juger ce qui doit être introduit au Prayer-Book ou doit en être écarté. Puisque le Parlement n'est plus uniquement composé de membres de l'Eglise, il est certain que l'ère des Actes d'Uniformité est passée. Constaté cela n'est nullement attaquer l'Establishment, mais demander que les rapports entre les deux pouvoirs soient conformes au nouvel état de choses et ne restent plus ce qu'ils étaient au temps d'Elizabeth, puisque le Parlement n'est plus ce qu'il était alors. A envisager ainsi leurs relations l'Eglise et l'Etat ne peuvent qu'y gagner.

L'autre parti connu sous le nom de *Low Church Party* montre pour l'organisation actuelle des rapports entre les deux pouvoirs un attachement plus étroit que le précédent et, beaucoup plus que lui, craint le disestablishment ou même une simple modification. C'est que les lowchurchmen oublient généralement de se placer sur le terrain historique pour envisager ces rapports ; ils ont surtout été influencés par quelques événements extérieurs et par les luttes qu'autrefois l'Eglise a eues à subir. Hypnotisés par les événements qui amenèrent la séparation d'avec le siège de Rome, il semble qu'ils aient été, au moins une large part d'entre eux, incapables de s'adapter aux conditions nouvelles. Bien plus, cette importance attachée aux controverses anti-papales leur a fait perdre de vue le caractère propre de l'Eglise, et quand leurs idées ont triomphé, comme ils oubliaient de faire la différence entre ce qui est romain, ou mieux ultramontain et ce qui est catholique, l'Eglise d'Angleterre a paru complètement isolée dans son

insularisme, ce qui a pu donner naissance à l'étranger à la légende d'Eglise d'Etat fondée au xvi^e siècle. Leur horreur de Rome qui leur faisait oublier qu'ils étaient avec les catholiques-romains ou grecs orthodoxes membres d'une même Eglise, les entraînèrent à une certaine sympathie avec les sectes protestantes (au moins celles du Continent) et cela conduisit à toutes ces tentatives d'union avec elles que révérent certains membres de l'Eglise à la fin du xvi^e siècle; que Guillaume III crut possibles et que reprirent au début du xix^e siècle les partisans de la *comprehension*. Attachés à l'Etat dont ils voyaient toujours l'action au xvi^e siècle, l'Establishment leur a paru comme une sorte de nécessité primordiale pour le bien-être et la prospérité de l'anglicanisme; ce sont eux qui se sont toujours le plus adressés à l'Etat dans les affaires religieuses; même contre leurs coreligionnaires dont les idées ne leur plaisaient pas; l'idée que le Dr Arnold se faisait d'une Eglise nationale, au sens étroit du mot, en fut une des meilleures illustrations. Ce fut ce parti qui approuva le plus vivement et réclama fréquemment l'intervention du *Privy Council* dans les affaires religieuses, l'erastianisme trouva parmi lui ses plus fervents adeptes. Le mouvement d'Oxford, qui met d'une manière si éclatante le caractère historique de l'Eglise en évidence, devait lui porter un assez rude coup; quand les auteurs des tracts commencèrent à les publier ce parti était tout-puissant, en politique et en religion; les évêques étaient ses principaux représentants. Puis l'accroissement du mouvement d'Oxford en parti

high Church ; l'expansion de l'Eglise dans les colonies ; ses relations plus suivies grâce aux Conférences de Lambeth avec les églises complètement séparées de l'Etat montrèrent combien leur conception d'Eglise nationale était étroite et démodée. L'influence des idées de ce parti, au moins des plus extrêmes, a beaucoup diminué dans les trente dernières années. Le *Privy Council*, les différents gouvernements eux-mêmes ont reconnu que l'Etat n'était plus qualifié aujourd'hui pour influencer la vie spirituelle de l'Eglise ; l'attitude des évêques, quoique toujours un peu incertaine par leur nécessité de ménager tout le monde, s'est elle-même beaucoup modifiée. En cas de difficultés ou de crises entre les deux pouvoirs ce n'est plus par les procédés en usage au début du xix^e siècle qu'on pourra les solutionner. Tout cela ne veut pas d'ailleurs dire que l'esprit de la *Low Church* ait été nuisible ou même inutile. Ce parti a eu son heure et a rendu à l'Eglise et à l'Etat des services dont l'un et l'autre doivent lui être reconnaissants. Il a contribué à donner à la première ce caractère de sage modération grâce auquel elle a évité les superstitions ou les exagérations qui ont nui aux églises dans d'autres pays ; l'Etat a trouvé dans les prélats et les clergymen du xviii^e et du commencement du xix^e siècle de précieux auxiliaires avec qui il a pu collaborer ; alors que malheureusement à l'étranger les deux pouvoirs perdaient un temps précieux en querelles ou en défiances.

Dans une étude sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, le parti connu sous le nom de *Broad Church* ne peut

occuper qu'une petite place quoiqu'il comprenne plusieurs des hommes les plus remarquables de l'anglicanisme ; mais c'est exclusivement un parti religieux et intellectuel ; que nous appellerions « libéral » ou pour se servir d'un mot vide de sens, mais qui aujourd'hui fera comprendre ses tendances une sorte de « modernisme ». Au point de vue des rapports avec l'Etat et de la façon dont il les envisage, il se rattacherait plus au parti *High Church* qu'au parti Low. Ses membres considèrent en effet comme ceux du premier que l'ingérance du Privy Council ou du Parlement dans les questions religieuses ou dans celles de rituel ne répond plus à l'esprit et aux circonstances actuelles ; ils sont loin d'avoir comme les lowchurchmen cette conception étroite et surannée de l'Establishment qui ne peut être que dangereuse pour la continuation des bons rapports entre les deux pouvoirs ; enfin, libéraux avant tout, l'ancien système d'intervention constante ne peut guère que leur répugner. Or, si l'influence des hommes de ce parti n'est pas aussi grande sur la masse que celle des *high churchmen*, elle se manifeste assez fortement dans une large partie du clergé, des laïcs et du monde politique ; et sur les questions qui nous occupent c'est avec ces derniers que l'on peut les ranger.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cette division de l'Eglise en plusieurs partis nuise à son unité, elle prouve au contraire sa force, l'intensité de sa vie intellectuelle et son influence sur la nation. Elle prouve qu'elle peut s'adresser à tout le monde et s'adapter aux temps et aux cir-

constances. Le fait que ces partis ont pu vivre côte à côte et en bonne intelligence ; sauf les polémiques inévitables, fait le plus grand honneur à l'Eglise d'Angleterre et manifeste une réelle unité. Lord Selborne avait raison quand répondant à un pamphlet intitulé : *The Case for disestablishment* qui se prévalait de ces divisions il disait :
« *The Case for disestablishment puts this question : —*
« *Do Evangelicals, Broad Churchmen and Ritualists*
« *really hold « one faith » ? The question is put, not as to*
« *any exceptional cases of unsettled minds or insincere*
« *professions, but in a broader and more general way. So*
« *taking it, I answer without hesitation : Yes, they do.*
« *There can be no greater error than to confound articles*
« *of faith with matters of mere opinion, nothing would*
« *be more dangerous to faith than to insist that there*
« *cannot be substantial religious unity where there is any*
« *divergence of thought upon religious subjects.*

CONCLUSION

Après avoir examiné les rapports de l'Eglise d'Angleterre avec l'Etat, on peut se demander quelle semble être leur destinée (autant qu'en ces matières la prévision est permise). Il faut tout d'abord remarquer que l'Establishment ne consiste pas, comme on a pu le remarquer, en quelque chose de précis et de réglementé comme l'étaient sous le régime concordataire les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France ; il existe seulement certaines conditions de fait et quelques privilèges (beaucoup moins nombreux et importants que l'on ne l'imagine généralement). L'Eglise est une grande institution morale qui a gardé son empire sur une large partie de la nation ; elle a depuis fort longtemps de grands biens qu'elle tient de ses fidèles (nous avons vu qu'elle ne doit presque rien à l'Etat au point de vue financier, le *Queen Anne's Bounty* même, n'étant que la restitution faite à l'Eglise d'impôts qu'elle prélevait autrefois sur elle pour la Papauté, puis pour la Couronne) ; au milieu du xix^e siècle, par une initiative intelligente et heureuse, l'Etat est intervenu pour opérer parmi ses membres une plus juste répartition de ces biens ; l'Eglise doit lui en être reconnaissante, mais cela ne constituait ni un don, ni une faveur. Le plus grand

privilège qu'elle possède est la présence de la majorité de ses évêques à la Chambre des Lords, mais il est assez juste qu'une grande institution du pays ait le droit d'avoir à la Chambre haute ses représentants autorisés. Constituent encore une partie de l'Establishment le droit qu'a conservé le Parlement d'intervenir dans certaines questions religieuses ; le pouvoir d'administration purement temporelle conféré à la Couronne dans certaines matières comme la nomination des évêques, dans la convocation des deux Chambres de Canterbury et d'York et dans les résultats de leurs délibérations. Tout cela ne forme pas bloc, on peut concevoir des modifications et des améliorations à ces rapports ; beaucoup sont désirées, comme nous l'avons vu, par un grand nombre de membres de l'Eglise, tant clergymen que laïcs ; mais pourquoi arriverait-on à une séparation définitive, à un Disestablishment complet ? D'ailleurs Disestablishment ne signifie pas nécessairement Disendowment : quoique peut-être il y ait souvent confusion de ces deux mots dans les jalousies non-conformistes. On peut concevoir, en toute justice, l'Eglise complètement séparée de l'Etat et gardant ses biens. Certains hommes politiques ne demandent pas en ce moment un Disestablishment complet, mais un partiel, pour le Pays de Galles seulement, où l'influence des dissidents protestants est assez forte ; cela constituerait un précédent déplorable car comme le remarquait, au récent Congrès de Manchester (1908), l'évêque de Saint-Davids, ce serait reconnaître au Parlement non pas le droit de

mettre fin aux relations actuelles entre les deux pouvoirs, mais admettre pour lui le pouvoir de bouleverser les relations existant entre les différents diocèses d'une même Eglise ; ce serait en effet séparer ceux du Pays de Galles du reste de l'Eglise d'Angleterre, car l'anglicanisme gallois ne forme pas une Eglise indépendante ; et d'ailleurs les réclamations des non-conformistes gallois ne semblent guère justifiées, l'anglicanisme a plutôt gagné du terrain dans ce pays, et Canon Beck pouvait au même Congrès les traiter de *phantom of undisciplined imagination*.

Quels que soient les événements futurs, il ne faut pas d'ailleurs oublier que ce pays est celui qui a su réaliser les plus grands progrès, et se plier le mieux aux conditions de la vie moderne sans violences, sans destructions et où vraiment le présent continue un glorieux passé. Si les relations entre les deux pouvoirs se modifient, l'Etat ne pourra complètement ignorer cette grande force qu'est l'Eglise et de toute façon il semble que certains rapports doivent exister dans l'intérêt même de celui-ci. L'Eglise anglicane, d'autre part, tout en défendant généralement l'union actuelle à condition qu'elle n'entraîne pas d'interventions intolérables, peut envisager sans crainte une séparation quand elle a sous les yeux la situation prospère matériellement et moralement des autres Eglises séparées de l'Etat aux Etats-Unis, en Australie, et surtout celle de l'Eglise d'Irlande à qui il semblait que cependant le Disestablishment devait porter un si rude coup. Les rapports fréquents qu'elle entretient maintenant avec ces

Eglises sœurs par les Conférences décennales des évêques et surtout les vastes réunions comme le grand « Pan-Anglican Congress », tenu à Londres en juin 1908, lui montrent que quelles que soient les circonstances politiques, elle peut continuer à garder et à augmenter son influence si elle reste dans ses traditions de sage libéralisme et de modération. Les hommes d'Etat, de leur côté, ne peuvent oublier qu'elle a aidé puissamment par ses missions à l'amélioration du sort des races indigènes auxquelles elle apportait le bienfait de la civilisation anglaise et par là même à l'agrandissement et à la cohésion de l'Empire britannique, tout en faisant connaître à ses sujets éloignés

God of our fathers, known of old —
Lord of our far-flung battle line
Beneath whose awful Hand we hold
Dominion over palm and pine (1).

Vu par le président de la thèse,

le 15 janvier 1909.

E. CHÉNON.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

(1) R. Kipling, *The Recessional*.

BIBLIOGRAPHIE

Edward Cadwell DD. — Documentary Annals.

— Synodalia.

J. Chevalier et Legendre. — Le catholicisme et la société.

Child. — Church and State under the Tudors.

Concilia Magnæ Britanniae et Hiberniae (Bodleian Library. R. 9. 090i).

Dicey. — Lectures on the relations between Law and Public Opinion in England.

Dixon (Richard Waston). — History of the Church of England.

Elliot (Hon-Arthur). — The State and the Church.

W.-H. Frere. — The English Church in the Reigns of Elizabeth and James I.

— The Relation of Church and Parliament in regard to Ecclesiastical Discipline.

Henry Gee and Hardy. — Documents illustrative of English Church History.

Gladstone (W. E.). — Remarks on the Royal Supremacy.

High Church Politics, being a seasonable appeal to the Friends of the British Constitution, etc. — London MDCCXCII (in *Birmingham Riots* ; Bodleian Library. — 8° B. S. X. 234).

Homilies (the two Books of) with the Constitutions and Canons Ecclesiastical and the Thirty-Nine Articles of the Church of England.

Hutton (W. H.). — The English Reformation.

— A History of the English Church from the accession of Charles Ist to the Death of Queen Anne.

Lacey (T.-A.). — A Handbook of Church Law.

Maitland. — Roman Canon Law in the Church of England.

- Makower (Felix). — The Constitutional History and Constitution of the Church of England. — (translated from the German).
- Overton (Rev. Canon John H.) and F. Relton. — A History of the English Church from the accession of George I to the end of the XVIIIth century.
- Pamphlets. — (Bodleian Library, 325, 1715, 2.).
- Perceval (R. Hon. Spencer). — The State of the Established Church. — London 1809 (in Political Tracts. Bodleian Library. — 8^{vo} y. 225 Jur.)
- Perry (G.-G.). — A History of the English Church.
- Pusey (Ed. Bouverie). — The Royal Supremacy.
- Reports from Commissioners, Inspectors and others.
- Selborne (Roundell, Earl of). — A Defence of the Church of England against Disestablishment.
- Stubbs (William). — The Constitutional History of England.
- Theological Pamphlets (Bodleian Library 100 f. 146).
- Wakeman (H.-O). — History of the Church of England.

JOURNAUX ET REVUES

- The Church Quarterly Review.*
- The Church Times.*
- The Guardian.*
- The Record.*
- Revue anglo-romaine.*
- Revue catholique des Eglises.*
- The Spectator.*

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉGLISE D'ANGLETERRE ET LA ROYAUTÉ DU MOYEN AGE A LA RÉVOLUTION

I. — L'Eglise et l'Etat au Moyen Age	13
II. — Le rejet de l'autorité romaine sous Henri VIII. — Tous les canons, constitutions, ordonnances et décrets ecclésiastiques non expressément rejetés deviennent lois de l'Etat. — Nomination des évêques ; intervention directe de la Couronne. — La Suprématie royale. — Les Réformes et l'anarchie religieuse sous Edouard VI. Marie et la réconciliation avec Rome. — Le retour à la politique d'Henri VIII sous Elizabeth. — L'Acte d'Uni- formité. — Le commencement des schismes	28
III. — Les actes des Tudors n'ont jamais tendu à une ré- forme religieuse, mais seulement administrative et po- litique. — Le <i>Prayer-Book</i> et les Trente-Neuf Articles.	67
IV. OEuvre de classification et triomphe de l'ordre sous Elizabeth et Jacques 1 ^{er} . — Les Canons de 1603. — L'Eglise et la Couronne unies contre la Dissidence. — La Révolution	76

DEUXIÈME PARTIE

LA FIN DU XVII^e ET LE XVIII^e SIÈCLE

I. — La Restauration et la Révolution de 1688. — Nou- velles mesures ayant pour but la sauvegarde de l'Eglise contre la Dissidence et les catholiques-romains . . .	93
---	----

- II. — Prospérité de l'Eglise sous la reine Anne. — *Queen Anne's Bounty*. — Les Convocations réduites au silence (1717). — Accroissement de l'influence du Parlement dans les questions religieuses. — *L'Erastianisme*. — Commencement d'une ère de tolérance. — Les partis demandant des réformes dans l'Eglise anglicane. — Wesley. 108

TROISIÈME PARTIE

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET LES RÉFORMES AU XIX^e SIÈCLE

- I. — Abolition des *Tests* et Liberté religieuse. — L'Eglise d'Angleterre garde sa position d'Eglise établie. — La « *Comprehension* ». — L'Eglise et les partis politiques. — Les libéraux n'ont pas de politique religieuse. 117
- II. — Situation financière et matérielle de l'Eglise au début du XIX^e siècle. — *Church Buidling Commission*. — Les revenus des évêques et les bénéficiers. — Les *Ecclesiastical Commissioners* (1836). — Augmentation successive de leurs attributions 128
- III. — La législation sur le mariage (1836) et les mariages non conformistes. — Le *Divorce Act* (1857). Attitude de l'Eglise et situation du clergyman officier de l'Etat civil. — Le *Deceased Wife's sister Act* (1907) et les polémiques qu'il a soulevées 140
- IV. — L'influence du mouvement d'Oxford. — Le réveil des Convocations (1850-52). — La question de la discipline ecclésiastique et les ritualistes. — La première Conférence de Lambeth (1867). 150

QUATRIÈME PARTIE

LES JURIDICTIONS, L'ADMINISTRATION ET LES PARTIS DANS L'ÉGLISE ANGLICANE

- I. — Les Juridictions ecclésiastiques et leur compétence. — Le *Judicial Committee of the Privy Council*. — Les différentes cours ecclésiastiques. 165

II. — Les évêques et les Chapitres. — Les bénéfices et le patronage. — L'administration de la paroisse. — Le <i>Vestry Meeting</i> . — Les <i>Churchwardens</i> . — Les dimes .	172
III. — Les Partis dans l'Eglise : <i>High Church</i> , <i>Low Church</i> <i>Broad Church</i>	189
Conclusion	201

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

1885

1886

1887

1888

1889

1890

1891

1892

1893

1894

1895

1896

1897

1898

1899

1900

1901

1902

1903

1904

1905

1906

1907

1908

1909

1910

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

1921

1922

1923

1924

1925

1926

1927

1928

1929

1930

